

UNIVERSITÉ DE PARIS, FACULTÉ DE DROIT

LA TCHÉCOSLOVAQUIE

HISTOIRE
POLITIQUE ET JURIDIQUE
DE SA CRÉATION

*THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES*

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE
LE 29. JANVIER 1923, À 3¹/₂ HEURES

PAR

JÁN PAPÁNEK

DIPLOMÉ DE L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

PRÉSIDENT:

M. DE LAPRADELLE

SUFFRAGANTS:

M. M. PILLET

M. M. BASDEVANT



PRAGUE

1923

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LA TCHÉCOSLOVAQUIE

L'HISTOIRE POLITIQUE ET JURIDIQUE DE SA CRÉATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 29, JANVIER 1923 À 3½ HEURES

PAR

JÁN PAPÁNEK,
DIPLOMÉ DE L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

PRÉSIDENT:
M. DE LAPRADELLE

SUFFRAGANTS:
M. M. PILLET
M. M. BASDEVANT

PRAGUE

1923



Imprimerie »Melantrich« --- Prague.

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA FACULTÉ N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION
NI IMPROBATION AUX OPINIONS ÉMISES DANS LES THÈSES;
CES OPINIONS DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PROPRES
À LEURS AUTEURS.

INTRODUCTION

L'apparition des Slaves en Bohême. — La dynastie des Premyslides. — La dynastie des Luxembourg, 1310. — Georges de Poděbrad. — Projet de paix de Georges de Poděbrad. — Les Habsbourg 1526. — La révolution tchèque de 1618. — Comenius. — L'absolutisme des Habsbourg. — La renaissance tchèque à la fin du XVIII^e siècle. — La révolution de 1848, son échec. — Le régime constitutionnel de 1860. — La guerre austro-prussienne de 1866. — Le compromis de 1867. — La guerre de 1870—71. — Le rescrit de l'Empereur en 1871. — L'obstruction des Tchèques et leur entrée au Parlement en 1879. — La dissolution de la Diète de Bohême en 1913. — Les Slovaques. — Conclusion.

On date habituellement l'arrivée des Slaves dans les pays actuellement occupés par les Tchécoslovaques de la fin du IV^e et du commencement du V^e siècle de notre ère.

Il semble que les Boïens et les Marcomans y habitaient avant les Slaves et c'est aux premiers que le pays et les tribus slaves qui arrivèrent après eux doivent leur nom de »Bohême«. L'autre nom »Tchèque« est dû à la plus importante des tribus slaves qui vinrent de l'Orient et qui s'installèrent dans ce pays.

Au début, il n'y avait aucune unité entre ces tribus différentes; ce n'est qu'au VII^e siècle, au cours de luttes contre les Avars, qu'ils cherchèrent à s'unir et à créer un Etat.

Un chef intelligent, Samo, d'origine d'ailleurs inconnue, fonda cet Etat et assura ainsi l'indépendance des Slaves. Cet Etat comprenait non seulement la Bohême et la Moravie, mais il s'étendait vers le sud jusqu'aux Alpes, et à l'est sur une partie de la Slovaquie actuelle. L'Etat de Samo disparut après sa mort; les Slaves cependant restèrent indépendants, mais en proie à l'anarchie.

Plus tard, au IX^e siècle, cet Etat se reconstitua sous le nom de Grande Moravie et son centre de gravité se déplaça de Bohême en Moravie et en Slovaquie occidentale. Il s'étendait, en dehors de trois pays susmentionnés, jusqu'à la Vistule, la Theiss et vers le sud jusqu'au lac de Balaton.

Cet Etat subit le sort de celui de Samo. En raison de son organisation primitive et les chefs capables disparaissant, l'Etat disparut avec eux. Il ne put en effet résister aux attaques des Magyars qui venaient de l'Orient. Ceux-ci réussirent en 906 à détacher la Slovaquie de l'Etat; c'est de cette époque que date la séparation de la Slovaquie des pays tchèques.

Dans le courant du X^e siècle, l'Etat tchèque se réorganisa sous le nom de Duché et les différentes tribus se soumirent les unes

après les autres à la domination de la dynastie des Premyslides devant régner jusqu'en 1306.

La Moravie ne faisait pas partie au début du duché tchèque, elle y fut incorporée au cours du XI^e siècle. Les frontières actuelles de la Bohême et de la Moravie datent, à peu de chose près, de cette époque. La question de la succession fut aussi réglée à ce moment là et le droit d'aînesse fut établi.

A la fin du XI^e siècle, Vratislas II prit le titre de roi, mais temporairement seulement. De même, Vladislav II le reçut lui aussi, vers le milieu du XII^e siècle, de l'Empereur Frédéric II, à titre temporaire.

La royauté s'établit définitivement en 1198 avec Premysl I^{er}.

Celui-ci la dégagait de toutes obligations pécuniaires envers le Saint Empire, bien qu'elle en fit politiquement partie. A partir de ce règne, la couronne, qui avait été toujours considérée comme le patrimoine propre du Roi, devint héréditaire.

Avant Premysl I^{er}, l'Etat souffrait du désordre: à l'intérieur se livraient des luttes entre les diverses branches de la dynastie, et le pays était complètement désorganisé; à l'extérieur, l'Allemagne qui prit le titre d'Empire voulait étendre sa domination sur l'Etat tchèque et elle y réussit plus ou moins jusqu'à Premysl I^{er}. A l'est, les Magyars s'étaient installés définitivement dans le bassin du Danube et avaient ainsi rompu le contact entre les Tchèques et les Slaves du sud.

Le Pape, lui aussi, témoignait ses sympathies aux Allemands, aux Magyars et même aux Polonais, dans leur politique contre les Tchèques.

Néanmoins, la consolidation intérieure continua et s'acheva sous Venceslas I^{er}. Celui-ci accorda certains droits aux états, ce qui renforça sa situation, mais son grand défaut fut de s'entourer d'Allemands qui s'établirent dans le pays.

Son successeur Premysl Otakar II, en conquérant la Carniole, poussa ses frontières jusqu'à l'Adriatique. Après lui, Venceslas II agrandit l'Etat tchèque en gagnant la Haute-Silésie, une partie de la Pologne et de la Hongrie. A la fin du XIII^e siècle, les Premyslides étaient arrivés à l'apogée de leur puissance. Mais la dynastie s'éteignit par l'assassinat; en 1306; de Venceslas III, le dernier des Premyslides.

Les Habsbourg montent alors sur le trône, mais pour une période de quatre ans seulement. Ils sont remplacés à leur tour, par la dynastie des Luxembourg.

Jean, fils de l'Empereur Henri VII, de la famille des Luxembourg, d'origine allemande, mais de culture française, épousa la fille de Venceslas II et monta sur le trône de Bohême en 1310.

Les rois de cette dynastie qui, sauf Jean de Luxembourg furent en même temps Empereurs, jouèrent un très grand rôle dans l'histoire de la Bohême. Ce sont eux qui ont transformé l'Etat tchèque

en une puissance mondiale. Il devint le plus grand Etat de l'Europe centrale, et Charles IV lui donna le nom de »Couronne de Bohême«. Sous ce nom on comprenait non seulement la Bohême, mais aussi les autres territoires faisant partie de l'Etat tchèque. Les rois de cette dynastie ont affranchi la Bohême de l'influence allemande au point de vue spirituel, en fondant l'Archevêché de Prague. Ce sont également eux qui fondèrent l'Université de Prague, la première en date de l'Europe Centrale. Leur politique économique a enrichi le pays.

Mais Charles IV commit la faute de démembrer la couronne, en en donnant une partie à son fils Venceslas IV, et l'autre à son frère Jean. C'est sous le règne de Venceslas IV qu'on voit apparaître Jean Hus qui commença à réformer l'Eglise et qui travailla en même temps à émanciper la nation tchèque de la domination allemande. La Bohême fut alors à la tête du mouvement religieux en Europe.

Jean Hus fut condamné à mort par le Concile de Constance et brûlé en 1415. Sa mort a vivement surexcité les esprits en Bohême. C'est là que commence la réforme véritable. La communion sous les deux espèces fut admise.

Le Pape prêcha la croisade contre les Tchèques. Toute l'Europe se ligua contre les hérétiques, mais elle fut impuissante contre les armées de Žižka, le célèbre chef des Hussites, qui avait pris les armes après la mort de Venceslas IV. Sigismond, frère de Venceslas IV, roi de Hongrie et Empereur, devait légitimement hériter la couronne de Bohême ou de »Saint Venceslas«, comme on l'appelait. Les Tchèques s'y opposèrent par les armes, en raison de son attitude au Concile de Constance.

Les états tchèques, devenus très puissants après ces guerres, se résolurent à négocier avec Sigismond. En 1436 furent conclus les Compactata, acceptés même par le Concile de Bâle, qui réglèrent l'exercice des libertés religieuses en Bohême. Sigismond devint roi de Bohême. Mais dès l'année suivante, en 1437, la dynastie des Luxembourg s'éteignit avec Sigismond.

La révolution hussite n'a pas atteint son but religieux: l'émancipation de l'Eglise tchèque. Les Compactata n'ont jamais été sanctionnés par la Papauté. Au point de vue politique elle n'a pas réussi non plus à faire monter sur le trône de Bohême un roi national hussite. Les Habsbourg vont en effet régner pendant vingt années. Cette période est marquée par des luttes intérieures où apparaît Georges de Poděbrad, le futur roi et le véritable roi national.

Georges de Poděbrad naquit en 1420 et de très bonne heure il prit part aux affaires publiques. Il devint Gouverneur de la partie orientale de la Bohême, et pendant treize ans — grâce à l'appui de Jean Jiskra — la Slovaquie fut soumise à son influence. En 1452, il fut nommé Lieutenant Royal de la Bohême et en 1453 il ordonna

que Ladislas le Posthume fût roi élu et non héréditaire de Bohême. Après la mort de ce dernier, en 1457, rien ne s'opposait plus à ce qu'il montât sur le trône, ce qu'il fit en 1458.

Georges de Poděbrad, roi hussite et par conséquent hérétique, s'efforça d'assurer à l'Etat tchèque sa base religieuse spéciale. Dans son programme, dès son avènement au trône, il inscrivit les Compactata, et il pressentit qu'un conflit entre lui et la Papauté devait inévitablement survenir. Mais sa politique habile consistait à retarder ce conflit. Constamment il reculait l'envoi au Pape d'une délégation chargée de lui déclarer le loyalisme du roi de Bohême car cela aurait été le commencement de désaccords. Entre temps il travaillait pour affermir sa situation; à l'intérieur il rétablit l'ordre dans le pays, la situation économique s'améliora et le pays s'enrichit; à l'extérieur il assura son intégrité territoriale à la couronne tchèque. Il faisait contracter à ses enfants des alliances avec les souverains voisins. Il était recherché comme médiateur et arbitre et empiétait souvent sur le pouvoir de l'Empereur et du Pape, les uniques arbitres de l'époque.

Son projet de paix entre les princes chrétiens poursuivait le même but. Un Français, Antoine Marini, fut l'inspirateur de ce projet; il en parla au roi Georges dès l'année 1461. La situation de ce dernier était très bonne; il réussit à aplanir toutes les difficultés avec ses voisins et il était respecté de tous.

Le projet primitif n'excluait pas la Papauté; et ce n'est qu'après le rejet des Compactata par le Pape qu'il fit élaborer un projet l'excluant en fait, ainsi que l'Empereur. Cela tint à ce que les Empereurs n'étaient pas capables de se maintenir à la hauteur de leur situation. Il semble aussi que son arrière-pensée fut la constitution de deux Empires: l'un à attribuer au roi de France, l'autre à lui-même.

Les rois de Pologne et de Hongrie adhèrent à ce projet. Ils envoyèrent en France, en même temps que celle du roi Georges de Poděbrad, une mission chargée de demander l'adhésion du roi Louis XI, mais entre temps le Pape avait fait échouer le projet en France.

Malgré cet échec, le projet avait une grande importance au point de vue du droit international et il mérite d'être traité plus en détails.

Le but à poursuivre est la conservation de l'état de paix entre les Etats chrétiens et notamment entre ceux qui voudraient adhérer au projet, la guerre aux Turcs et l'exclusion des Etats non chrétiens.

Les Etats faisant partie de la Fédération ne pouvaient spontanément déclarer la guerre, seule la Fédération avait qualité pour la décider. La guerre entre les Etats de la Fédération était impossible; les conflits devaient être aplanis par la Fédération. Ce procédé fut étendu aux conflits qui pouvaient surgir entre un Etat affilié et une Puissance non affiliée. Au cas où celle-ci n'accepterait pas cette

médiation toutes les Puissances affiliées se dresseraient contre elle. Bien plus, la Fédération aurait pu imposer sa volonté à deux Etats non affiliés et entre qui aurait surgi un conflit.

Les membres de la Fédération s'engagent à punir toute personne qui, se trouvant sur leur territoire respectif, voudrait fomenter des troubles dans l'état existant. Aucun violateur d'ordre ne saurait trouver de protection dans les Etats membres de la Fédération. Tout Etat qui protège un fauteur de troubles encourt de ce fait la culpabilité aux yeux de la Fédération.

Cette dernière disposition est très intéressante, même très importante du point de vue de la responsabilité du violateur du droit des gens.

L'organe principal de la Fédération est une assemblée composée des membres de la Fédération réunis tout d'abord, et pour une période de cinq ans, à Bâle. Tous les cinq ans on devait transporter le siège dans un autre Etat, membre de la Fédération.

En ce qui concerne le vote, une voix est accordée à la nation française, une à l'italienne, une à l'allemande, etc. La voix de chaque nation est donnée par la majorité des princes qui la composent.

Les décisions sont prises à la majorité et quelquefois même l'unanimité est nécessaire pour décider d'une question. Les cas dans lesquels l'unanimité est obligatoire ne sont pas spécifiés. La plupart des questions étaient du ressort de l'Assemblée elle-même. A côté d'elle cependant, devait se trouver un tribunal au siège même de la Fédération, lequel statuerait sans formes et établirait le droit. La présidence était réservée à la France. Le rôle du Pape se réduisait à la perception des dîmes du clergé pour financer la guerre contre les Turcs. L'Empereur était considéré comme étant égal aux autres membres. Chaque Etat pouvait adhérer à la Fédération par une simple déclaration; c'était par conséquent une Société ouverte.

C'était là l'esquisse d'une organisation très ferme, ayant naturellement un but politique: éliminer le Pape et l'Empereur des questions de politique internationale dans les affaires qui ne les intéressaient pas directement.

Ce projet de paix non seulement témoignait génie politique de Georges de Poděbrad, qui devança de beaucoup son époque, mais historiquement il compta — comme celui de Pierre Dubois, d'Eméric Crusé, de Sully, etc. . . — comme précurseur de la Société des Nations créée par le Traité de Versailles en 1919.

Georges de Poděbrad ne réussit pas à maintenir la paix. La lutte avec le Pape, qu'il prévoyait aussitôt après son élection, éclata en 1466, date à laquelle le Pape le détrôna. Le roi Georges réussit à vaincre tous ses ennemis, alliés du Pape, mais il mourut en 1471, au moment où il recommençait à consolider sa situation. La constitution du royaume de Bohême restait la même qu'auparavant: le roi et les

états de la nation s'y partageaient le pouvoir, mais ces derniers s'étaient acquis une situation prépondérante.

Les Jagellons de Pologne montèrent ensuite sur le trône de Bohême et y restèrent jusqu'à l'élection des Habsbourg en 1526.

Louis Jagellon, roi de Bohême et de Hongrie, tomba à la bataille de Mohacs en 1526. Sous l'influence du danger turc qui menaçait l'Europe, les états tchèques élirent roi de Bohême Ferdinand de Habsbourg, Ainsi se trouvaient jetés les fondements de l'Autriche-Hongrie telle qu'elle devait durer jusqu'à la guerre mondiale: la Bohême, l'Autriche et la Hongrie sont jointes par une union personnelle sous le sceptre de Ferdinand.

En fait, seule une partie de la Hongrie, la Slovaquie, appartenait à Ferdinand, l'autre partie était occupée par les Turcs, et elle le fut jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

D'ailleurs par cette élection, la Bohême n'a pas aliéné sa souveraineté. Elle entendait rester indépendante et en droit cette situation n'a pas changé. Il en fut autrement, en fait, comme nous allons le voir; elle fut successivement dépouillée de tous les attributs de sa souveraineté, mais en théorie ces droits sont demeurés incontestables.

Ferdinand ne se contenta pas de l'Union personnelle, il cherchait à resserrer les liens entre ces divers Etats. Il voulait centraliser certaines questions dans des organismes communs: politique étrangère, finances, etc. . . Il voulut également créer un Parlement commun, mais il n'y réussit pas à cause de la résistance des états tchèques qui refusèrent toujours de se rendre à ces réunions communes, car ils y voyaient la diminution de la souveraineté de leur Etat. Il réussit également à faire accepter l'hérédité de la dynastie des Habsbourg à la couronne de Bohême.

Cette politique a été suivie et aggravée par ses successeurs qui introduisirent l'allemand dans tous les organes de centralisation. Le fait, que la majorité du peuple tchèque n'était pas catholique n'améliorait pas la situation. Il est vrai qu'ils firent accepter par le Saint-Siège la communion sous les deux espèces et que dans la lettre de majesté de 1609, ils ont reconnu ce qu'on appelle la »confession tchèque«. Mais toutes ces concessions ne sont que celles du plus faible au plus fort. Au fond de leur pensée était la recatholisation de la grande majorité du peuple tchèque, à ce moment hussite.

Les états tchèques surent maintenir l'indépendance de l'Etat jusqu'au moment où la lutte latente entre la dynastie et le peuple tchèque se transforma en révolution, lors de la défenestration des lieutenants royaux au château de Hradčany, en 1618. La dynastie fut déclarée déchue du trône de Saint-Venceslas et on procéda à l'élection de Frédéric, palatin du Rhin. Mais la lutte engagée finit le 8 novembre 1620 par la catastrophe de la Montagne Blanche.

Les Habsbourg s'imposèrent par la force et ils firent cruellement sentir sa défaite à la nation tchèque. Les chefs de la révolte furent décapités, beaucoup virent leurs biens confisqués et des familles entières durent émigrer. Des étrangers, surtout des Allemands, qui avaient contribué à la défaite de la nation tchèque, vinrent s'installer à leur place.

Parmi les émigrés, se trouvait Jean Comenius le célèbre pédagogue et évêque de l'Eglise des frères tchèques, qui dans ses oeuvres «Panegersis» et «Via lucis» parlait de l'internationalisme humanitaire. Il prépara la solidarité internationale. Il voulait réaliser l'union de toutes les nations. Il comptait y arriver par la publication de livres pansophiques contenant la connaissance de Dieu, de la nature et des arts; puis par là création d'écoles universelles accessibles même aux plus pauvres; en troisième lieu par la constitution d'un Conseil des Savants de toutes les nations; enfin par la création d'une nouvelle langue remplaçant le latin. Par ces différents moyens, il voulait unir l'humanité en une seule nation pour assurer ainsi la paix au monde entier.

Après une lutte de deux siècles, conduite contre l'Europe entière, les Tchèques durent renoncer à leur religion nationale. Le catholicisme fut déclaré religion d'Etat et les Jésuites s'installèrent à l'Université de Prague.

La constitution absolutiste de 1627 confirma l'hérédité de la maison d'Autriche. L'Allemand fut déclaré l'égal du Tchèque. La centralisation germanisatrice se fit immédiatement sentir. La division du pouvoir entre le roi et les états fit place à l'absolutisme, mais l'Etat tchèque en tant qu'Etat simplement rattaché aux autres pays des Habsbourg par des liens dynastiques, n'avait juridiquement pas cessé d'exister. La preuve en est dans la création d'une chancellerie du royaume, installée à Vienne, qui était un organe supérieur d'administration et de juridiction particulier à la couronne tchèque.

La maison des Habsbourg soutenait même la souveraineté de l'Etat tchèque, mais uniquement contre l'Allemagne. La Bohême en effet étant un des électors à l'Empire, était sous l'influence du système politique de Saint-Empire, qui essayait d'intervenir dans les questions intérieures de la Bohême; ce que les Habsbourg voulaient naturellement éviter en soutenant ses droits à la souveraineté.

L'indépendance de l'Etat tchèque fut de nouveau affirmée par la Pragmatique sanction de 1713 qui réglait l'ordre de succession dans la Maison d'Autriche. Elle n'était valable, en ce qui concerne la Bohême, qu'après son acceptation par les états tchèques.

A l'avènement de Marie-Thérèse, la Bohême fut de nouveau le théâtre de guerres. La Silésie fut détachée de la couronne de Bohême par Frédéric II et il n'en resta qu'une petite partie, la Silésie de Těšín et d'Opava. Mais Marie-Thérèse, après avoir vaincu ses enne-

mis, se faisait couronner en Bohême. C'était là un nouveau signe de l'individualité historique du royaume.

Ce n'est qu'en 1749 que l'Etat tchèque fut en fait privé de son administration spéciale par un acte absolutiste de Marie-Thérèse, qui se vengeait ainsi de l'infidélité des états tchèques, qui l'avaient détrônée en 1740 en élisant Charles de Bavière. La chancellerie tchèque de Vienne fut supprimée et la Bohême fut administrée par des Statthalter — naturellement toujours Allemands — subordonnés au ministère de Vienne.

Mais l'indépendance de la couronne de Saint-Venceslas fut affirmée de nouveau par l'Empereur François, en 1804, après la formation de l'Empire d'Autriche. Il déclara que toutes les royautes, duchés et provinces devaient conserver leurs titres, constitutions, etc. et cela sans aucun changement.

En 1815, la Bohême fut incorporée dans la Confédération germanique.

Ainsi la politique systématique et violente suivie par les Habsbourg depuis la défaite de la Montagne Blanche, à l'égard de la nation tchèque, avait failli faire disparaître la Bohême en tant qu'unité nationale distincte. La politique de germanisation continua même sous Joseph II, mais son rêve de centralisation, d'unification de ses Etats et sa volonté d'imposer une seule langue, l'allemand, ne réussit pas.

A la fin du XVIII^{me} siècle, il semblait que la nationalité tchèque eût déjà disparu du nombre des nationalités existantes et que son sort fût celui des autres Slaves germanisés avant elle, mais sous l'influence des philosophes et de la Révolution française de la fin du XVIII^{me} siècle, se produit un véritable miracle qui marque la renaissance du peuple tchèque. Le peuple tchèque, le paysan en particulier, relève la tête, montre sa vitalité et résiste au germanisme. Depuis la Montagne Blanche, la nation tchèque n'avait plus de noblesse nationale, à laquelle s'étaient substitués des étrangers, ennemis du peuple tchèque. Mais une génération d'historiens, de publicistes et de poètes viennent de naître, qui ressusciteront le peuple de son tombeau. Cette renaissance nationale et intellectuelle dans ses débuts, prit fin vers le milieu du XIX^e siècle. Dès qu'elle prit part à la vie politique, la nation tchèque s'aperçut des torts que les Habsbourg lui avaient causés. C'est alors qu'elle établit son programme — les droits de l'Etat tchèque — qui sera la base de sa politique jusqu'au jour de sa réalisation, en 1918.

Une révolution éclata en Autriche en 1848 et menaça le centralisme absolutiste de la Monarchie. L'Empereur Ferdinand, dans son manifeste du 15 mars, annonça l'octroi d'une constitution et promit la convocation des représentants des Etats. Les Tchèques basèrent immédiatement leur politique sur le droit historique de l'Etat. Le 8 avril ils demandèrent à l'Empereur que les trois pays de la couronne de

Saint-Venceslas: la Bohême, la Moravie et la Silésie fussent politiquement réunis; qu'une Diète commune fût créée et qu'une lieutenance royale fut créée à Prague. Ceux qui occuperaient ce poste seraient responsables uniquement devant la Diète.

Les promesses données par l'Empereur étaient vagues. Les Tchèques préparèrent la convocation à Prague d'une assemblée, qui devait élaborer une Constitution de l'Etat tchèque. Mais la constitution octroyée par l'Empereur ne tint pas compte des promesses faites.

A la même époque, les Tchèques refusent d'envoyer des députés au Parlement de Francfort. C'est de cette époque que datent les paroles de Palacký, si souvent exploitées contre les Tchèques. Dans sa lettre de refus au Parlement de Francfort, il disait en effet, entre autres choses: »Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait la créer.« Mais comme nous le verrons plus loin, Palacký a rectifié cette phrase par une autre plus significative.

La révolution qui éclata à Prague, après celle de Vienne, fut étouffée par les armes et le Congrès slave qui se réunissait à ce moment à Prague fut dissous.

Le Parlement central fut convoqué à Vienne et continua ses travaux à Kroměříž. La politique tchèque subit un échec; les députés tchèques en se rendant à Vienne, abandonnèrent le terrain du droit historique de l'Etat tchèque. La constitution votée à Kroměříž fut une défaite pour les Tchèques. Mais ils réussirent à sauver au moins quelques principes du fédéralisme contre la réaction centraliste et absolutiste qui gagnait du terrain.

Le vieil Empereur abdiqua au mois de décembre 1848. François-Joseph monta sur le trône; il commença son règne par la dissolution du Parlement de Kroměříž et par l'abolition de sa constitution. Le 4 mars 1849 il octroya une nouvelle constitution tout à fait centraliste concernant également la Hongrie. Cette constitution ne tenait aucun compte des revendications et des droits historiques des Tchèques. Même cette constitution, bien que très centraliste, fut supprimée en 1851; on la remplaça par un régime absolutiste pur et simple, celui de Bach.

Mais en 1860 le régime constitutionnel fut rétabli et les Tchèques recommencèrent à revendiquer les droits de leur Etat. En octobre 1860 un diplôme — irrévocable et perpétuel — est publié. L'Empereur y déclare vouloir régner avec les Diètes des différents pays, dont la situation était prépondérante et avec un Parlement central, mais les Allemands et les Magyars s'y opposèrent. Ce fait eut comme conséquence la non application du diplôme irrévocable — et la promulgation, au mois de février 1861, d'une constitution centraliste, contraire aux aspirations des Tchèques, qui d'ailleurs se seraient contentés d'un certain fédéralisme.

C'est maintenant le Parlement central qui prend le dessus. Tous les pays de la Cisleithanie furent réorganisés administrativement, et

tous de la même manière. Ainsi on préparait lentement le compromis de 1867.

La Diète de Bohême demanda à l'Empereur, tout d'abord en 1861, puis en 1865, de se faire couronner roi de Bohême à Prague, pour confirmer ainsi à la Couronne de Bohême sa situation spéciale. Il le promit les deux fois mais ne tint jamais sa parole.

Palacký, en voyant l'Empereur et l'Autriche incliner à l'opposé du fédéralisme dans lequel il voyait l'avenir de l'Autriche, il corrigea son opinion de 1848 et prononça ces paroles mémorables: «Nous étions avant l'Autriche, nous l'existeront après elle» — par lesquelles il prévoyait déjà la dislocation future de l'Empire autrichien, qui fut incapable de comprendre le rôle qu'il devait jouer en Europe centrale.

En 1866 éclata la guerre entre l'Autriche et la Prusse. L'Autriche fut battue et la Prusse occupa la plus grande partie de la Bohême, avec sa capitale.

Le haut commandement prussien adressa alors aux Tchèques la proclamation suivante:

«Aux habitants du glorieux royaume de Bohême. Par suite de la guerre déclainée malgré nous, par l'Autriche-Hongrie, nous mettons le pied sur votre patrie, non pas en ennemis, mais avec le plein respect de vos droits historiques et nationaux.

Nous venons offrir à tous les habitants, sans distinction de rang, de confession ou de nationalité, non pas la guerre avec ravages, mais une amitié pleine d'égards. Ne vous laissez point persuader par nos ennemis et calomniateurs que nous avons imposé la guerre présente grâce à nos désirs de conquête. C'est l'Autriche qui nous a forcés à accepter le combat, car elle nous a attaqués de concert avec les autres gouvernements allemands, mais nous, au contraire, nous ne ferons rien pour nous opposer à votre juste désir d'indépendance et de libre épanouissement national.

Si notre juste cause est victorieuse, le moment viendra peut-être de nouveau où les habitants de la Bohême et de la Moravie pourront disposer librement de leur sort. Une étoile plus heureuse éclairera cette guerre et fondera votre bonheur pour toujours.»

Mais les Tchèques ne se laissèrent pas prendre à ces promesses; ils refusèrent d'accueillir les libérateurs prussiens. Ils restèrent fidèles à l'Autriche. C'était peut-être plus par crainte de la Prusse que par amour de l'Autriche, mais quand même c'était un fait. L'Autriche aurait dû le prendre en considération, mais elle continua sa politique contre les Tchèques. L'année suivante, elle accepta le compromis avec les Magyars, malgré les vellétés de révolte de ces derniers.

La domination des Allemands en Autriche et des Magyars en Hongrie fut finalement décrétée officiellement; c'est à ce moment

qu'a été décidé le sort qui devait fatalement échoir à l'Autriche-Hongrie en 1918.

Les Tchèques n'ont jamais accepté ce compromis, cette constitution octroyée en 1867. La déclaration tchèque du 22 août 1868 en fut la preuve. Les Tchèques maintiennent leur revendication de la Bohême historique, mais ils sont favorables à quelques concessions au pouvoir central. L'Autriche n'en tint pas compte et elle répondit par des persécutions contre les Tchèques.

A la veille de la guerre de 1870, l'Autriche se montra plus conciliante envers les Tchèques. Elle voulait être préparée à toute éventualité. La Diète de Bohême en profita pour demander de nouveau à l'Empereur de se faire couronner Roi de Bohême, mais celui-ci n'exécuta pas sa promesse. Entre temps, la Prusse remportait la victoire sur la France. La Diète de Bohême, tout en luttant contre l'Autriche, n'oublia pas la France dépouillée de l'Alsace et de la Lorraine. C'est alors l'unique pays qui eut le courage d'élever la voix contre les procédés de l'Allemagne toute puissante.*)

Cette atténuation de la situation fut couronnée par le rescrit impérial du 12 septembre 1871, dans lequel l'Empereur dit entre autres: »Nous rappelant la situation constitutionnelle indépendante de la Couronne de Bohême et ayant conscience de la gloire et de la puissance que cette couronne a apportées, et à nous et à nos ancêtres; nous rappelant en outre la fidélité inébranlable avec laquelle la population des Pays Tchèques a soutenu à chaque moment notre trône, nous reconnaissons volontiers les droits de ce royaume et nous sommes prêt à renouveler cette reconnaissance par notre serment de couronnement.«

Le rescrit est très net. Il reconnaît bien clairement tous les droits ainsi que la situation spéciale de la couronne de Bohême, que les Habsbourg depuis 1526 n'ont fait que méconnaître et essayé d'anéantir.

Les Tchèques se sont mis au travail, pensant que la non-exécution d'une telle déclaration était impossible. Ils commen-

*) Dans cette protestation il est écrit entre autres: »Toutes les nations, petites ou grandes, ont le même droit de disposer d'elles-mêmes et leur individualité doit être également protégée. Décider du droit des nations par l'épée, par la force des armes, ce serait déclarer les plus faibles privés de tous leurs droits, donner la sanction la plus brutale au droit du plus fort, rendre l'état de guerre continuuel entre les nations, sacrifier la liberté et la dignité humaine au plus barbare des despotismes militaires, renoncer aux bénéfices les plus précieux de la civilisation. Par conséquent, si la nation allemande se préparait à imposer un certain mode de gouvernement à la nation française, ou si elle lui arrachait une partie de son territoire dont les habitants se sentent Français et veulent rester tels, elle commettrait un attentat contre la Liberté de ces peuples et mettrait la force à la place du droit. La nation tchèque ne peut pas ne pas exprimer sa plus ardente sympathie à cette noble et glorieuse France, qui défend aujourd'hui son indépendance et le sol national.

cèrent à préparer la constitution — ce qu'on appela »les articles fondamentaux du Royaume«.

Par cette constitution de 1871, on reconnaissait le dualisme et on instituait en quelque sorte un trialisme. L'unité de l'Etat tchèque devait être marquée par la constitution d'un Sénat et par la nomination d'un chancelier responsable devant ce Sénat.

Mais cette promesse de l'Empereur, comme les autres d'ailleurs, ne fut pas exécutée; la constitution tchèque ne vit pas le jour. A ce compromis austro-tchèque non seulement se sont opposés les Magyars et les Allemands d'Autriche, mais l'Empereur Guillaume du Reich nouvellement créé, est intervenu pour demander qu'on repoussât les desiderata tchèques.

Les Tchèques continuèrent de résister aux assauts de leurs ennemis et se refusèrent à siéger au Parlement de Vienne. Ce n'est qu'en 1879 et après la mort de Palacký que les nécessités les obligèrent à venir y prendre place. Avant son entrée au Parlement, chacun des députés tchèques — et cela a été maintenu jusqu'à la dissolution de l'Autriche-Hongrie — fait une déclaration d'après laquelle les députés tchèques, en entrant au Parlement de Vienne, ne renoncent pas aux droits historiques de la Bohême et que le Parlement de Vienne est incompétent pour traiter toute question concernant les pays tchèques.

Tous les partis politiques tchèques ont toujours eu à la base de leurs programmes le droit historique de la Bohême. Seuls, les socialistes, en adhérant en 1897 au parti sociale-démocrate autrichien, renoncèrent à ce programme, mais la conséquence en fut une scission dans le parti et la fondation du parti socialiste-national.

La politique des Habsbourg poursuivait pendant la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle les mêmes tendances qu'auparavant, l'oppression des Tchèques. Le dernier acte de cette politique autrichienne, d'avant guerre fut la dissolution de la Diète de Bohême en 1913, et l'abolition de sa constitution.

En ce qui concerne les Slovaques, on sait déjà qu'ils avaient été unis avec les Tchèques dans l'Etat de la grande Moravie jusqu'à

La nation tchèque a la conviction qu'une humiliation telle que le fait d'arracher un lambeau de son territoire à une nation illustre et héroïque, remplie d'une juste fierté nationale serait une source de nouvelles guerres . . .

Le peuple tchèque est petit, mais son âme et son courage ne le sont pas. Il rougirait de laisser croire par son silence qu'il approuve l'injustice, ou qu'il n'ose pas protester contre elle, parce qu'elle a pour elle la puissance. Il ne veut pas laisser abaisser dans l'Histoire le nom tchèque. Il entend rester fidèle à l'esprit de ses aïeux, qui les premiers en Europe, ont inscrit sur leur drapeau le principe de la liberté de conscience.

Même si son appel devait rester inutile, elle aurait du moins l'intime satisfaction d'avoir accompli son devoir dans un moment critique en rendant témoignage à la vérité, au droit et à la cause de la liberté des peuples.»

l'invasion des Magyars. De même, ils l'étaient pendant le premier quart du XIV^e siècle sous Matus Čak de Trencin. Et plus tard, au XV^e siècle, c'était Jean Jiskra qui y dominait. Finalement après l'avènement des Habsbourg, en 1526, le gouvernement de ces derniers ne s'étendit pendant deux siècles que sur la Slovaquie, les Magyar étant soumis à la domination des Turcs.

De plus, les luttes entre les nationalités en Hongrie ne se manifestèrent pas. La langue officielle était le latin et, par suite, le sentiment national, les excitations nationales n'avaient pas l'occasion de se développer. On en voit une preuve éclatante dans le fait, qu'à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle, quand l'influence magyare commença à se faire sentir, la situation des Slovaques était meilleure que celle des Tchèques. C'est la Slovaquie qui fournit les hommes qui allaient réveiller non seulement le peuple slovaque, mais aussi le peuple tchèque de son engourdissement. C'est de la Slovaquie que sortent Šafárik et Kollar et c'est en Slovaquie que va se réveiller la conscience nationale de Palacký.

Quand les Magyars réussirent à remplacer le latin par le magyar, vers le milieu du XIX^e siècle, les patriotes slovaques pensèrent qu'il serait plus facile de résister à la magyarisation en dialecte slovaque qu'il ne l'était en tchèque; ils se décidèrent à faire du slovaque une langue littéraire, parce que jusqu'à ce moment là on se servait de la langue tchèque dans toute la Slovaquie.

En 1848 à la Diète hongroise, les Magyars manifestèrent bien nettement leur intention de magyariser le pays. Aussi, au moment de la révolution des Magyars contre les Habsbourg, les Slovaques donnèrent-ils la préférence, entre deux hégémonies absolutistes à celle des Habsbourg contre les Magyars. Ils organisèrent des légions qui se battirent, dans l'armée autrichienne, contre les Magyars. Mais cette fidélité, comme celle des Serbes et des Croates, fut récompensée par un abandon de leur cause et les Magyars, après leur défaite militaire, remportèrent une victoire politique.

Plus tard, en 1861, les Slovaques présentèrent à l'Empereur leurs desiderata dans un mémorandum où ils demandaient une certaine autonomie pour la langue slovaque dans les comitats habités par une majorité slovaque, mais sans aller jusqu'à demander l'autonomie administrative de ces comitats. Même ces desiderata minima furent rejetés sans aucun examen de la question.

Le compromis survenu en 1867, apporta la victoire complète de l'idée magyare.

La magyarisation de la Hongrie, sans être gênée maintenant de l'autre côté de la Leitha continue, avec une telle fureur que la vie intellectuelle, politique et économique de deux millions de Slovaques est insignifiante, presque anéantie.

Dans cette situation, très critique pour sa vie nationale, la Slovaquie a été surprise par la guerre.

Dans cet historique de la question tchécoslovaque, on peut remarquer que le problème autrichien se résumait, au fond, uniquement dans la question tchèque. L'Autriche était composée, en effet, d'une dizaine de nationalités, dont deux, Allemande et la Magyare, se partageaient la domination. D'autre part, les Polonais avaient leur politique personnelle et moyennant différentes concessions, donnaient habituellement leur appui au gouvernement. Les Ruthènes étaient très faibles et mal organisés; de plus, ils étaient entravés par les Polonais. Les Slovènes n'avaient pas d'expérience politique et les Serbo-Croates en avaient encore moins. On exploitait les Italiens contre les Slaves. Restaient les Tchécoslovaques qui étaient les plus nombreux et par là, les plus importants et les plus avancés politiquement. Les pays tchèques étaient économiquement l'élément le plus important de l'Autriche. Pendant le dernier siècle la nation tchèque fit un grand pas en ce qui concerne son indépendance.

Il n'y a pas d'exemple qu'une nation se soit développée aussi rapidement que la nation tchèque, et cela on peut le dire, malgré et contre la volonté du gouvernement des Habsbourg. Les Tchèques se sont instruits, enrichis, et ont repoussé le germanisme. Ils ont bien constitué leurs classes: intellectuelle, bourgeoise, industrielle, ouvrière et rurale qui sont en liaison entre elles.

Toutes les crises que l'Autriche a traversées pendant le dernier siècle, ont pour cause ou pour conséquence l'attitude des Tchèques contre le Gouvernement. C'est cette attitude des Tchèques, si bien organisée qui va donner le coup mortel à l'Autriche-Hongrie, comme nous allons le voir.

I

LA CRÉATION
DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

LA RÉLVOTE SPONTANÉE DU PEUPLE TCHÉCOSLOVAQUE CONTRE L'AUTRICHE-HONGRIE

La guerre de 1914 et les Tchécoslovaques. — La révolution sort du peuple. — L'attitude des Tchécoslovaques à l'étranger. — Les volontaires tchécoslovaque en Russie et en France. — Les publications.

L'Autriche-Hongrie, se composait, comme on le voit, d'au moins dix ou onze nationalités différentes. Ces nationalités se divisaient en six groupes: les Allemands, les Magyars, les Polonais, les Roumains, les Tchécoslovaques et les Yougoslaves. Mais en dehors d'eux, il y avait encore des Italiens et des Ruthènes, d'importance moindre cependant. Les Allemands et les Magyars dominaient respectivement en Autriche et en Hongrie. Les autres nationalités luttèrent contre ces dominateurs, qui étaient en réalité des minorités et réussirent à leur arracher différentes concessions d'ordre intellectuel, politique, économique etc. Mais ces luttes n'avaient d'importance qu'à l'intérieur du pays, étant donné qu'aucune des nationalités opprimées n'aspirait à la conquête de ses droits par la force, mais voulait au contraire y parvenir par la voie de l'évolution. Elles entendaient persuader les Habsbourg qu'il était de leur propre intérêt de gouverner équitablement toutes ces nationalités, sans parti pris pour l'une ou pour l'autre.

Les Habsbourg cherchèrent leur intérêt dans l'alliance avec les Hohenzollern. Ils se mirent sans condition au service de ces derniers, appuyés naturellement par les Allemands et les Magyars. La domination sur les peuples soumis à leur joug ne leur suffisait plus, ils voulaient l'étendre à l'est, à des peuples qui jouissaient encore de leur indépendance.

Mais les événements se précipitent. L'assassinat de Sarajevo du 28 Juin 1914 sert de prétexte au déclenchement de la guerre contre la Serbie, qui peut-être contrairement aux prévisions de l'Autriche devait se propager au monde entier.

Il faut avouer que les Tchécoslovaques ont été surpris par la déclaration de guerre et ne se trouvaient par conséquent pas préparés. Ce qui est une excuse pour eux, c'est que personne au monde, sauf l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne s'attendait à cela. Les chefs politiques furent complètement désorientés. Le Gouverne-

ment ne convoqua pas le Parlement pour lui demander son avis, sûr qu'il était de se heurter à une réponse négative. Les Habsbourg ne renoncèrent pas à leur tradition qui consiste en toute occasion à agir illégalement et contre la volonté de leurs sujets.

Mais le peuple tchécoslovaque lui-même ne dormait pas. Il n'attendit pas le mot d'ordre de ses chefs. Se souvenant de son glorieux passé, il ne voulut pas le trahir par l'acceptation, même tacite, de la guerre déclarée par ses oppresseurs. Il comprenait de quel côté était la justice et son intérêt, et non celui de l'Autriche-Hongrie. La pensée de devoir se battre aux côtés des Allemands et des Magyars contre les Serbes, les Russes, ses frères de race, et contre les Français, ses amis, lui faisait horreur. La mobilisation ordonnée, les soldats Tchécoslovaques refusèrent de se rendre aux armées. Ce n'est que sous la menace des baïonnettes allemandes et magyars qu'ils allèrent au front, mais là ils se rendirent en masse aux Serbes et aux Russes. La population non mobilisée entreprit immédiatement de contrecarrer les projets de Berlin et de Vienne. Sa situation géographique et politique ne lui permettait qu'une résistance passive. Elle manifesta une violente hostilité contre l'Autriche et ne cacha pas ses sentiments germanophobes. Elle refusa de participer aux manifestations loyalistes qu'imposaient les autorités, mais elle était heureuse d'apprendre les nouvelles des défaites de l'armée autrichienne. Economiquement et financièrement il fallut employer la force pour l'amener à soutenir l'Empire.

Cette attitude menaçante des Tchécoslovaques apprit aux Allemands et aux Magyars qu'ils ne pouvaient compter sur leur appui, mais qu'au contraire ils devaient s'attendre à de terribles surprises de leur part, et ils commencèrent à agir en conséquence.

Telle fut la réponse de la population tchécoslovaque à la guerre déclarée par les Habsbourg sans le consentement de ses représentants.

L'Autriche répliqua par l'arrestation et la condamnation pour haute trahison de nombreux Tchécoslovaques. Les prisons se remplirent d'accusés politiques et les exécutions furent à l'ordre du jour.

La censure travaillait sans relâche. Les journaux tchécoslovaques n'avaient plus d'opinion personnelle; ils ne pouvaient publier que des communiqués officiels, cela sans commentaires.

Le parti était pris par le peuple tchécoslovaque, il prit ses décisions et en accepta les responsabilités. Ses chefs politiques devaient agir en conséquence et prendre les leurs.

Il est clair que, pendant le dernier siècle, l'évolution vers l'union nationale se poursuivait partout, même là où les raisons étaient moins puissantes qu'en Autriche-Hongrie, en vue de l'indépendance. Les petits groupes, membres d'une même nation, même séparés politiquement, aspiraient à l'unité sous une même souveraineté, et cette unité était devenue le mot d'ordre de tous.

Ces peuples n'aspiraient pas à l'agrandissement de leur assiette territoriale, mais ils voulaient développer leur pleine vie nationale or, ce n'était possible qu'à la condition d'avoir un Etat indépendant, de se gouverner eux-mêmes, suivant leurs aspirations, leur vie intellectuelle, politique, économique, sociale et suivant leurs mœurs et coutumes.

Comme on le voit, les raisons de cette tendance des peuples vers l'union nationale étaient très profondes. Chaque citoyen d'un petit peuple connaissait les difficultés qui entravaient les progrès de sa nation. — Un savant, par exemple, ne possédait pas la liberté de travail; en effet, il n'avait pas les livres nécessaires et, faute de moyens matériels, ne pouvait en publier d'autres. Il était obligé de se renseigner dans les ouvrages étrangers. La conséquence de tout cela fut la détresse. Si de plus, ce petit peuple était partagé entre deux ou plusieurs Etats qui entravaient mutuellement son évolution nationale, on pouvait bien naturellement le considérer comme voué à la mort. Il n'est pas surprenant alors que son unique idée fut: la réalisation de son unité, pour assurer ainsi le libre développement de sa culture. Nous nous en tiendrons à cet exemple, mais on pourrait en citer d'autres, dans toutes les branches de la vie nationale.

Le but de la politique tchécoslovaque, déjà avant la guerre, était précisément cette union nationale; seulement les chefs politiques entendaient la réaliser par la voie de l'évolution; c'est pour cela qu'ils se trouvèrent désorientés en 1914. La déclaration de guerre leur ouvrit alors une autre voie: celle de la révolution, mais à laquelle ils n'étaient pas préparés.

La preuve de cette non préparation a été donnée plus tard, en 1917, à Pétrograd et à Kiev, par le chef du mouvement révolutionnaire à l'étranger: M. Masaryk, actuellement Président de la République tchécoslovaque. Dans des discours prononcés dans ces deux villes, il disait en effet, entre autres: »En voyant la conduite de nos soldats au front, j'ai rougi parce que nous autres, les chefs, nous étions embarrassés encore, au moment où nos soldats faisaient déjà la révolution. Cette révolution est vraiment sortie du peuple. Je sentais que ces soldats faisaient ce que nous, les chefs, avions proclamé.« Et dans un autre passage il dit: »Tu ne peux faire moins que font nos soldats, et nos soldats, avec le service obligatoire c'est notre peuple, ce sont nos électeurs. Je me suis décidé alors à me ranger du côté de ceux qui luttèrent contre l'Autriche-Hongrie. J'ai compris qu'entre la Bohême et l'Autriche, c'est-à-dire les Habsbourg, aucun compromis n'était possible.«

Mais, comme on le voit, ils se sont ressaisis immédiatement, et en suivant l'exemple donné par le peuple, ils prirent une attitude très nette, très énergique contre l'Autriche-Hongrie. M. Masaryk, se trouvant en Allemagne au moment de la déclaration de guerre,

assiste aux préparatifs de cette dernière; il va ensuite en Hollande afin de se renseigner sur la situation internationale. Il rentre en Autriche, mais il la quitte bientôt définitivement, d'accord avec les autres représentants du peuple tchécoslovaque. Cette fois il part pour l'Italie, d'où il se rendra en Suisse pour se mettre à la tête du mouvement révolutionnaire.

Voilà ce qui se passait à l'intérieur du pays durant les premiers mois de la guerre. Maintenant nous allons voir ce qu'on faisait à l'étranger pendant ce même temps.

Les Alliés étaient déçus de ne pas avoir vu se produire de troubles à l'intérieur de la Monarchie des Habsbourg; ils escomptaient une révolution de la part des peuples slaves de l'Autriche-Hongrie et furent bien désagréablement surpris de la tranquillité apparente qui régnait à l'intérieur de ce pays.

Les Tchécoslovaques ont été, comme on l'a déjà dit, surpris par la guerre. Jusque là, ils ne s'étaient pas assez occupés de la politique étrangère de la Monarchie. Toute leur attention était absorbée par les luttes intérieures, luttes des nationalités entre elles et contre le Gouvernement, luttes aussi entre les partis d'une même nationalité. Aussi était-il difficile aux Tchèques de s'occuper de politique extérieure. La diplomatie était ouverte uniquement à l'aristocratie. Les Ministres ne pouvaient être mis en échec par le Parlement; ils étaient responsables seulement devant l'Empereur, et ils refusaient systématiquement de donner des renseignements au Parlement. Conséquence inévitable: cette Assemblée se désintéressa complètement de questions qu'elle ne pouvait contrôler.

Les Tchécoslovaques devant combattre pour leurs droits les plus élémentaires, l'étude des questions de politique étrangère était considérée comme un gaspillage de la force nationale. On se battait pour les droits de la langue, pour les écoles et on ne comprenait pas que tout cela pût être réduit à néant d'un seul coup. Une seule guerre établissant l'hégémonie germanique y aurait suffi; et au contraire, la victoire de ses ennemis pouvait réaliser tout d'un coup toutes les aspirations. Epuisés par ces petites questions, ils ne surent pas préparer la voie à l'affranchissement définitif. Tenus à l'écart du pouvoir et de la diplomatie, il leur était impossible de nouer avec l'étranger les relations qui auraient pu leur servir pour entamer la lutte contre l'Autriche-Hongrie en vue de l'indépendance. Ils se sentaient seuls, complètement isolés; il leur semblait que personne ne pouvait s'intéresser à leur sort. Tous les partis politiques étaient contre l'Autriche, c'était d'instinct; mais ils ne se mettaient jamais d'accord pour travailler en commun. Ils dirigeaient l'opinion publique vers la revendication de droits particuliers, très importants en eux-mêmes, mais on perdait de vue l'essentiel: être prêt au moment venu et revendiquer l'indépendance du pays.

En résumé, politiquement et diplomatiquement on fit peu de chose avant la guerre pour élever la question tchèque au-dessus des questions purement intérieures et la ranger parmi celles d'ordre international.

Les conséquences de cette indifférence, en ce qui concerne les questions de la vie internationale, devaient se révéler à ce moment là et inévitablement. Exception faite de quelques spécialistes et amis de la nation tchèque, une ignorance complète de la question tchèque régnait dans tous les pays alliés. On connaissait un peu les Sokols, gymnastes tchèques, on les admirait, mais c'était tout. On ne savait pas qu'ils faisaient partie d'une nation dont la souveraineté avait été violée, et qu'ils nourrissaient le désir de la récupérer. Des Slovaques, n'en parlons pas: on ne connaissait même pas leur nom. Il existait d'ailleurs une sorte d'attachement pour l'Autriche-Hongrie, pour les Habsbourg: c'était une dynastie des plus anciennes de l'Europe, on voulait s'en servir comme de contre-poids à l'Allemagne.

Les chefs politiques tchécoslovaques en se décidant à faire la révolution contre la Double-Monarchie devaient compter avec cela. D'un autre côté, au point de vue politique étrangère, cette révolution devait venir du pays. Il fallait qu'elle fût représentée par des personnalités qualifiées, qui acquissent le respect et la confiance du peuple entier. Il n'aurait pas suffi, en effet, pour conduire la révolution à bonne fin, de se contenter des représentants des colonies de la nation établies à l'étranger. C'est ce que comprirent les partis politiques en décidant d'envoyer au delà des frontières MM. Masaryk et Durich, députés que M. Beneš devait suivre plus tard.

Qu'ont fait les colonies tchécoslovaques à l'étranger? Les plus importantes étaient en France et surtout en Russie.

En France, des centaines de Tchécoslovaques s'enrôlèrent dans la Légion Etrangère — étant donné qu'aucun étranger ne pouvait faire partie de l'armée française. Les autres, après s'être groupés, réussirent, en s'adressant au Président de la République, à faire reconnaître officiellement leur comité; celui-ci fut chargé de délivrer les certificats attestant la possession de la nationalité tchécoslovaque. Le Ministre de l'Intérieur leur concéda, par son arrêté du 2 octobre 1914, le même traitement qu'aux ressortissants des Etats amis de la France. La circulaire du Ministre de la Justice, du 13 octobre 1914, décharge les Tchécoslovaques de la séquestration de leurs biens. En ce qui concerne les loyers, ils furent mis sur le même pied que les Français. La loi relative à l'interdiction du commerce avec les Allemands et Austro-Hongrois ne concernait pas les Tchécoslovaques, pas plus que les Polonais.

Toutes ces concessions étaient dues à l'attitude énergique adoptée par les Tchécoslovaques contre les Empires centraux.

En Russie, il y avait plusieurs associations tchécoslovaques, mais sans aucune liaison entre elles. Leur conscience slave s'enflamma

sur le coup de la déclaration de guerre et bien plus encore après le manifeste adressé par le Grand Duc Nicolas aux Polonais et aux Tchécoslovaques. Il semblait logique que ce fût le grand Etat slave qui prît sous sa protection tous les autres peuples de même race.

La majorité du Gouvernement russe fut favorable à ce mouvement et déjà le 20 août 1914 on permit la formalisation d'une unité militaire — *Česká Družina* — qui faisait partie de l'armée régulière russe, mais qui s'en distinguait par son esprit et sa discipline, dignes de volontaires.

Mais la dissémination de la colonie tchécoslovaque sur le vaste territoire de la Russie, força cette dernière à créer un organisme pour centraliser et prendre en mains la direction de l'action politique et militaire. C'est ainsi que les représentants des associations les plus importantes se réunirent au mois de septembre à Pétrograd. Là, ils élaborèrent un mémorandum et le présentèrent au Tzar Nicolas. Ces démarches en faveur de la cause tchécoslovaque ne furent pas favorablement accueillies par la classe intellectuelle russe, orientée plutôt vers le cosmopolitisme que vers le slavisme et elle ne leur réserva aucun appui.

Vers la fin de l'année 1914 l'Etat-Major russe avait déjà appris à apprécier les grands services rendus par les volontaires tchécoslovaques, dont on se servait comme agents de renseignements presque tout le long du front. Ces volontaires étaient presque exclusivement des Tchécoslovaques, qui, dès avant la guerre se trouvaient en Russie, mais quand on voulut en augmenter le nombre, il fallut ouvrir aussi l'accès de cette légion aux prisonniers de guerre de nationalité tchécoslovaque, qui s'étaient rendus en masse aux Russes et qui sollicitaient l'autorisation d'en faire partie. Le Commandement suprême russe le permit, mais avec réserves. Pouvaient y entrer uniquement ceux des prisonniers de guerre qui aussitôt après leur captivité l'avaient demandé et ils devaient rester auprès de l'unité russe qui les avait pris.

C'était bien difficile pour ces prisonniers, complètement désorientés, de s'engager immédiatement à rester sur le front et avec des soldats qu'ils ne connaissaient pas encore; mais, quand même, c'était un pas vers la réalisation ultérieure du but poursuivi.

Dans les autres Etats belligérants, il y avait quelques Tchécoslovaques qui travaillaient aussi dans ce sens, mais dont on ne pouvait attendre des résultats bien importants. Il est vrai, qu'aux Etats-Unis vivaient plus d'un million de Tchécoslovaques, mais étant donné la neutralité de ce pays, ils ne devaient jouer un rôle, d'ailleurs très important, que plus tard.

Comme on le voit par ce qui précède, toute l'action des Tchécoslovaques, soit à l'intérieur de la Monarchie, soit à l'extérieur, avait été entreprise d'instinct, sans qu'il existât aucun lien entre ses diverses manifestations spontanées: elles manquaient de coordination.

Si on voulait éviter un échec complet, il fallait lui donner une base sur laquelle on pourrait édifier une organisation plus ou moins parfaite. C'est ce à quoi on s'appliqua au cours de l'année 1915; on aboutit au manifeste du Comité d'action tchèque à l'étranger, en date du 14 novembre.

Le premier pas vers cette organisation était fait, comme on l'a dit plus haut, la décision avait été prise d'envoyer des représentants autorisés et compétents pour soutenir et diriger à l'étranger, toute action révolutionnaire contre l'Autriche-Hongrie. L'attitude de ces représentants commença à se manifester publiquement à l'occasion du cinquième anniversaire de la condamnation et de l'exécution de Jean Hus à Constance, par un discours prononcé par M. Masaryk, le 4 juillet 1915 à Zurich. C'est là qu'il dit que l'idée tchèque et l'idée autrichienne étaient deux mondes irréconciliables. Deux jours plus tard, le 6 juillet, le jour même de l'autodafé de Constance, il dit à Genève: »Étant donné le passé de son pays, chaque Tchèque doit opter pour la réforme ou la contre-réforme; pour l'idée de la Bohême ou l'idée de l'Autriche, organe de la réaction européenne.« Et dès le 22 août 1915 commence à paraître à Annemasse, Haute-Savoie, la Československá Samostatnost, (l'Indépendance Tchécoslovaque), organe de l'émigration politique, qui au mois de mai 1916 fut transféré à Paris. Ce journal étant écrit en tchèque et en slovaque, va servir, comme son titre l'indique d'ailleurs, à la propagation de l'idée de l'indépendance tchécoslovaque, parmi les Tchécoslovaques se trouvant à l'étranger.

Pour l'information de l'étranger et pour la propagation de la même idée, on avait commencé le 1^{er} mai 1915 de publier à Paris la revue bi-mensuelle appelée »La Nation Tchèque«. Son directeur, le regretté Ernest Denis, éminent professeur à la Sorbonne et grand ami des Tchécoslovaques, en indiquait le but dans le 1^{er} numéro: »Notre programme, écrivait-il, est l'indépendance de la Bohême. L'indépendance de la Bohême a pour nous une importance capitale, primordiale. Elle est une des conditions de notre sécurité. En même temps qu'à nous, elle est nécessaire à l'Europe qui est résolue à en finir une fois pour toutes avec les tentatives d'organisation impérialiste.

En s'obstinant dans un système de mensonge et d'oppression, François-Joseph a scellé son destin et signé sa déchéance. Dès maintenant la dynastie des Habsbourg a cessé de régner. En fait, l'Autriche n'existe plus, parce qu'elle est commandée par Guillaume II«.

On décida de faire paraître en Russie le »Čechoslovák«, (Tchécoslovaque), devant servir d'organe à l'Union des Associations tchécoslovaques de Russie, constituée à Moscou en février 1915. Mais comme on le voit pour les publications précédentes toute action révolutionnaire tchécoslovaque avait la tendance de se centraliser en France et ce sera Paris qui en deviendra le foyer.

L'ORGANISATION DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Le manifeste du 14 novembre 1915. — Les procédés des Habsbourg contre les Tchécoslovaques. — Les signes de la décomposition de la Monarchie. — L'attitude des Alliés. — L'attitude de la Suisse. — Les événements en Autriche. — Constitution de la Pologne. — Proclamation adressée au peuple par les partis politiques tchèques, 19. XI. 1916. — La mort de François-Joseph le 21 XI 1916 et l'avènement de Charles.

Par le manifeste du 14 novembre 1915, la révolution de la nation tchécoslovaque fut proclamée officiellement à la face de l'Autriche-Hongrie. En lisant les treize signatures apposées sur ce document on remarque que l'action est enfin coordonnée. On y trouve en effet, des représentants tchécoslovaques du pays, ceux de France, de Russie, des Etats-Unis et, ce qui est très important, la signature des Slovaques n'y manque pas. Ils y sont représentés par trois personnalités compétentes.

Dans ce manifeste, les représentants de la nation tchécoslovaque déclarent entre autres: »L'heure actuelle est grave. Les armées russes ont été refoulées et la Pologne est occupée par les troupes allemandes. La Serbie traitreusement assaillie par Ferdinand de Cobourg est envahie et, malgré le merveilleux héroïsme de son peuple, ne réussit pas à défendre son territoire; les armées allemandes ont fait leur jonction avec les Bulgares et les Turcs, et la presse germanique en délire, célèbre la victoire qui lui ouvre la domination de l'Orient.

Dans ces jours tragiques, nous nous sentons le devoir de proclamer notre confiance absolue dans la victoire complète des Alliés, et, au nom du peuple tchèque que nous représentons, nous sollicitons l'honneur de prendre place à leur côté.

Nous, Tchèques, en notre nom et au nom de tous nos concitoyens qu'une abominable tyrannie empêche d'exprimer leur volonté, nous crions notre foi dans la justice, notre certitude de la victoire, notre conviction que l'Allemagne sera écrasée, et que cet écrasement marquera pour le monde l'avènement d'une ère de liberté, de concorde et de paix . .

De la victoire des Alliés, nous attendons l'indépendance complète de la race tchèque dans toute son intégrité, et la réunion sous un même gouvernement, de la Bohême proprement dite, de la Moravie et de la Slovaquie . . .

Les Tchèques ne pardonnent pas aux Habsbourg, après les avoir si longtemps ruinés et opprimés, d'avoir essayé de les déshonorer,

en faisant d'eux les complices d'une politique de fourberie et de sang. Haletante sous la féroce pression de l'Allemagne, la Bohême remet à ceux de ses fils qui ont réussi à passer la frontière et à s'échapper de la geôle de François-Joseph, le soin de la défendre vis-à-vis du monde civilisé et de lui transmettre ses revendications.

C'est en son nom que nous parlons. Le comité d'action a reçu des preuves multiples de la confiance de la nation; il est sûr de n'être pas désavoué par elle. Plus de compromis, plus de demi-mesures.

Ce que nous revendiquons désormais, c'est un Etat tchécoslovaque complètement indépendant.

L'Autriche a cessé d'exister. Ecrasée par la Russie, vaincue par la Serbie, elle n'a trouvé d'autre moyen de prolonger son agonie qu'en acceptant la suzeraineté de Berlin. Les Habsbourg ne sont plus que les valets des Hohenzollern. L'Autriche a proclamé son abdication d'elle-même. Cette proclamation, nous en prenons acte. Mais les véritables héritiers, ce sont les peuples de la Monarchie désormais défunte. La guerre actuelle prouve à tous ceux qui si longtemps ont refusé d'ouvrir les yeux à la vérité qu'il est désormais impossible d'arracher l'Autriche à l'Empire germanique.

Grace aux Alliés, la Bohême indépendante, groupant autour d'elle tous ses fils, sera, avec la Serbie définitivement délivrée de la menace hongroise, un élément d'équilibre, une garantie de la paix universelle, un ouvrier utile dans le grand atelier de l'humanité.»

Ainsi la révolution tchécoslovaque fut portée à la connaissance du monde entier par tous les partis politiques, y compris les socialistes, cela à un moment de la guerre très critique pour l'Entente. C'était une décision très grave et pour l'Autriche-Hongrie et pour les Tchécoslovaques. Ces derniers devaient désormais aller jusqu'au bout de leur programme, il n'y avait plus de recul possible.

En Bohême, à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie, on marchait dans la même voie. Ce furent les Allemands et les Magyars qui se chargèrent d'informer l'étranger du sentiment tchécoslovaque en ce qui concernait la Monarchie.

Au mois de mai 1915, on procéda à l'arrestation d'une personnalité très en vue, bien connue à l'étranger et très estimée de la nation entière; M. Kramář. C'était le leader du parti des Jeunes-Tchèques; il est actuellement celui des Démocrates-nationaux.

En ne prenant en considération que cette seule arrestation, même si on laisse de côté celle de M. Scheiner, chef de la fédération des Sokols, de M. Rašín, de plusieurs rédacteurs de journaux tchèques, de classes entières des lycées et d'autres condamnations nombreuses, on s'aperçoit de l'hostilité du peuple tchèque contre les Habsbourg. Cette hostilité se dessine très énergiquement dès le mois d'avril, par la protestation des députés tchèques contre le projet, devenu loi au moyen de l'art. 14 de la Constitution, prolongeant le service territorial jusqu'à l'âge de 50 ans. Les représentants des partis

ouvriers ne reçurent pas la permission d'aller à Constance pour accomplir le pèlerinage qu'ils faisaient tous les ans, au lieu d'exécution de Jean Hus. La principale raison de ce refus était la présence de M. Masaryk en Suisse. L'inauguration du monument de Jean Hus à Prague, qu'on préparait déjà avant la guerre et qui devait être très solennelle, se fit en silence, le gouvernement ayant interdit toute cérémonie.

Par les arrêtés de novembre 1915, l'Union des Sokols tchèques et la Fédération des Sokols slaves furent dissoutes. Un peu plus tard toutes les Associations slaves de Prague, avec une quarantaine d'autres associations, subirent le même sort. Une interpellation à la Chambre hongroise, le 17 décembre, affirmait que les Tchèques ne se battaient pas pour la Monarchie.

Toute cette pression gouvernementale ne pouvait pas changer la direction de l'opinion tchèque. Une ordonnance impériale du 11 octobre 1915 modifia les armes de la Monarchie. Les armes de 1806, communes à tout l'Empire, et dans lesquelles on pouvait remarquer la situation spéciale des pays tchèques en face de la Hongrie et des autres pays de l'Autriche, furent déclarées constituer uniquement l'emblème des pays non hongrois; tous ces pays prirent la dénomination d'Autriche. Les Magyars désiraient depuis longtemps se débarrasser aussi de ce dernier vestige de leur unité avec l'Autriche; l'ordonnance les récompensait de leur fidélité, tandis que les Tchèques l'étaient d'une autre manière. Cet acte anticonstitutionnel, qui au point de vue tchèque devait être considéré comme nul et non avenu, mettait les pays tchèques dans le même sac que les autres pays de l'Autriche et faisait ainsi disparaître tous les droits historiques de la Couronne de Bohême.

Mais les signes de la décomposition de cette Monarchie des Habsbourg ne pouvaient plus se cacher sous des actes d'absolutisme, dirigés surtout contre les Tchèques. Un de ces signes était précisément la grande préoccupation manifestée par le gouvernement de la double Monarchie en face des questions intérieures, alors que les autres Etats n'étaient attentifs qu'à ce qui se passait à l'extérieur. Le Parlement, cette incarnation de l'unité de l'Etat, attendait toujours qu'on le convoquât. Les défaites de l'armée autrichienne, partout où elle se trouvait seule en face de l'ennemi, étaient un autre symptôme. La constitution d'unités politiques nationales, composées de tous les partis d'une même nationalité, ne fut pas moins importante. Ces Unions avaient pour but la défense et la réalisation du programme commun de tous les partis. Elles devaient fixer la ligne de conduite à tous les partis au moment des divers changements qui pourraient se produire.

Quelle était l'attitude des Alliés à l'égard des Tchécoslovaques pendant ce temps? Les Alliés n'étant pas préparés à la guerre n'avaient pas non plus de programme bien précis. Pendant les deux

premières années des hostilités, on ne cherchait que les bases sur lesquelles on pourrait édifier la paix future et les Alliés étaient loin d'être d'accord sur les principes, même généraux. Si l'on ajoute encore les victoires des Empires centraux, on voit nettement la position difficile dans laquelle se trouvaient les Tchécoslovaques, puisque leurs desiderata se résumaient en ceci: la dissolution de la Monarchie des Habsbourg.

La Russie surtout devait s'opposer énergiquement au principe des nationalités et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, au nom desquels on demandait la dissolution de la double Monarchie, car cela constituait un précédent qui pouvait détacher de la Russie toutes ses populations allogènes. C'est pour cela que la Russie enrayait l'action révolutionnaire tchécoslovaque; nécessairement les Alliés devaient prendre en considération l'attitude de leur associée, sans pouvoir s'en éloigner.

La France, qui la première précisa son attitude, ne devait le faire qu'au commencement de 1916. C'est en effet fin 1915 et commencement 1916 que se manifeste dans ce pays un changement dans l'opinion publique. Le gouvernement précise ses idées sur l'Autriche-Hongrie. La réception, en février, de M. Masaryk alors Président du Comité d'Action tchèque, par M. Briand président du Conseil des Ministres, est très remarquable à ce point de vue. M. Louis Martin, sénateur du Var, parle au Sénat de la question tchèque, cela au mois de mars. La loi du 22 avril 1916, sur les baux et loyers admet au bénéfice de cette loi, les Tchécoslovaques se trouvant en France. Un régime de faveur pour les prisonniers de guerre tchécoslovaques est admis en octobre 1916. Mais ce sont surtout les journaux qui commencent à écrire très nettement contre l'Autriche-Hongrie et en faveur de l'indépendance des pays tchécoslovaques.

L'Angleterre répond à la séquestration des biens de M. Masaryk et à sa destitution comme professeur à l'Université de Prague, par sa nomination comme professeur au Kings College de Londres.

Les Tchécoslovaques d'Amérique félicitent M. Masaryk de ces succès et l'assurent de leur appui financier pour toute action révolutionnaire.

Le 27 septembre 1916, après des négociations entre le Comité Tchécoslovaque et les Autorités anglaises, on tomba d'accord sur la constitution d'un régiment slave où les Tchécoslovaques formeraient une compagnie. A la fin de l'année 1916, on autorisa la création d'un bureau de presse tchécoslovaque à Londres.

A l'intérieur des Etats-Unis, les Tchécoslovaques contrecarrent énergiquement la propagande allemande, très active dans les usines, lesquelles travaillaient pour le compte des Alliés.

En Italie, pays qui s'est rangé au côté des Alliés en mai 1915, c'est M. Štefánik, envoyé par le Gouvernement français, qui parle, en avril 1916, de la question tchécoslovaque. Mais c'est la seconde partie de

l'année 1916 qui marque l'activité de l'action tchécoslovaque dans ce pays, les discours prononcés par les Ministres Bissolati et Comandini le marquent clairement. On procède à la constitution d'un comité italien pour l'indépendance tchécoslovaque. Les journaux s'intéressent à la question. La visite à Rome, en automne 1916, de M. Beneš, secrétaire général du Conseil National Tchécoslovaque de Paris, renforce encore cette situation. La circulaire du Ministre de la Guerre, envoyée en décembre 1916 dans tous les camps de prisonniers de guerre d'Italie et demandant à ceux qui s'y trouvaient s'ils ne voulaient pas aller se battre contre les Empires centraux aux cotés des Alliés; la concentration des prisonniers de nationalité tchécoslovaque dans des cantonnements séparés, en furent les résultats fructueux.

Mais la Suisse neutre subissait l'influence des Empires centraux. Sous la pression de ces derniers, des perquisitions furent ordonnées chez des Tchécoslovaques résidant dans ce pays. La Commission fédérale de contrôle de la presse défendit l'entrée de la «Nation Tchèque» en Suisse et il fut interdit au rédacteur de la «Československá Samostatnost» de séjourner sur le territoire fédéré.

Le Congrès des nationalités tenu en juin 1916 à Lausanne et qui finit d'ailleurs par un échec complet, marqua bien, lui aussi, l'influence que les Empires centraux exerçaient en Suisse.

En Autriche-Hongrie, M. Sturgh, Président du Conseil, travailla à la réunion du Parlement jusqu'à son assassinat, le 21 octobre 1916, mais l'opposition des députés tchèques l'empêcha de réussir. Il fit ces tentatives sous la pression des Magyars et de quelques Allemands qui voyaient déjà l'influence tacheuse produite à l'étranger par l'attitude du gouvernement qui n'osait pas faire connaître au monde la situation véritable de la Monarchie. Il savait que la situation serait plutôt aggravée qu'améliorée par cette convocation.

Le gouvernement, voyant qu'il lui serait impossible de convoquer le Parlement, vu que la majorité, composée de Slaves, lui était opposée, commença par éliminer certains groupes de l'opposition, pour s'assurer ainsi la majorité. C'était à la veille du manifeste des deux Empereurs, le 6 novembre 1916, par lequel ils créaient l'Etat Polonais, composé de la Pologne russe, qui devait être une monarchie constitutionnelle, mais dont les frontières n'étaient pas fixées, qu'apparaît le rescrit impérial du 4 novembre, concernant la Galicie. Celle-ci, ne pouvant faire partie de ce futur Etat, reçut comme compensation une certaine autonomie, mais même cette autonomie mutilée, ne fut pas réalisée cette fois encore, grâce à l'opposition de l'Allemagne qui n'avait aucune envie d'agir de même pour les Polonais de Prusse. Ainsi le but principal de l'Autriche n'était pas atteint. Après cet échec, on n'osa plus tenter le même essai avec la Dalmatie.

Les Tchécoslovaques persistèrent encore plus énergiquement dans leur attitude. Le 19 novembre 1916, tous les partis politiques publièrent une proclamation au peuple tchèque, déclarant qu'une politique nationale seule devait exister pour eux, qu'il fallait désormais laisser de côté toute politique de partis, puisqu'ils avaient tous le même ennemi. Il ne s'agissait plus que de l'existence de la nation, existence si dangereusement compromise. La création d'un club parlementaire unique pour tous les députés tchèques, fut bientôt un fait accompli, et l'on créa un conseil national à Prague.

La situation ne s'améliora pas par la mort de François-Joseph, 21 novembre 1916. Les résultats du long règne de l'Empereur défunt furent résumées par le «Temps» de la façon suivante: «Diplomatie hypocrite et servile, politique intérieure réactionnaire et brutale, abandon de toute indépendance et de toute dignité au profit d'un allié sans scrupule, voilà l'Autriche-Hongrie sous François-Joseph. Soixante-huit ans de règne infléchi vers la servitude finale voilà la Monarchie des Habsbourg, telle que l'a faite son dernier titulaire. Ennemi du principe national et du principe démocratique, l'Empereur qui disparaît a condamné également par ses fautes le principe monarchique. Ce long règne est un règne d'abdication, de faillite et de honte.»

L'avènement de Charles, personnage faible, non préparé à sa tâche et incapable de tenir en mains l'Empire hétérogène qu'était l'Autriche-Hongrie, ne pouvait plus arrêter la manche des événements qui entraînaient la Monarchie vers la dissolution complète. Personne ne put croire à sa sincérité dans la campagne engagée par les Empires centraux en vue de conclure la paix. Il était évident qu'il ne s'agissait dans ces manoeuvres, que de faire naître la discorde dans le camp des Alliés.

LA QUESTION TCHÉCOSLOVAQUE DEVANT LE FORUM INTERNATIONAL

La note des Alliés du 10 janvier 1917. — La révolution russe de mars 1917. — M. Masaryk en Russie. — Entrée en guerre des Etats-Unis. — Constitution de l'armée polonaise en France. — La convocation du parlement autrichien. — Le manifeste des écrivains tchèques. — La déclaration de M. Staněk au parlement. — Le réouverture du parlement.

La réponse des Alliés à toutes ces manoeuvres ne se fit pas attendre. Elle était indirecte; il ne pouvait en être autrement. A la note de décembre 1916 envoyée par le Président des Etats-Unis, M. Wilson, demandant aux Alliés quels étaient leurs buts de guerre, ils répondirent par la célèbre note du 10 janvier 1917, dont l'importance est de premier ordre en ce qui concerne la question tchécoslovaque. »Nos buts de guerre, disent les Alliés, le monde civilisé sait qu'ils impliquent de toute nécessité, et en première ligne, la restitution de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro ainsi que les dédommagements qui leur sont dûs; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie, avec de justes réparations; la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondé aussi bien sur le respect des nationalités, sur le droit à la pleine sécurité et à la liberté du développement économique que possèdent tous les peuples, petits et grands, que sur des conditions territoriales et règlements nationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées; la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force ou contre le vœu des populations; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère; l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs; le rejet hors de l'Europe de l'Empire Ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale. Les intentions de sa Majesté l'Empereur de Russie à l'égard de la Pologne ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à ses armées.»

La note des Alliés esquisse ainsi les grandes lignes de la paix future. Cette paix doit reposer sur le principe des nationalités dans l'Europe réorganisée. Ce principe, qui depuis la Révolution française a conquis sa place dans le monde civilisé, est finalement reconnu comme principe du droit des gens. De la reconnaissance de ce prin-

cipe comme tel, découle une conséquence nécessaire et inévitable : la dissolution de la Monarchie austro-hongroise incompatible avec lui.

L'entrée en guerre de la Roumanie impliquait automatiquement cette dissolution, parce qu'on ne pouvait dédommager Bucarest qu'au détriment de l'Autriche-Hongrie; mais la note des Alliés affirme cette volonté plus énergiquement, plus solennellement encore. Le verdict est prononcé, les Habsbourg savent à quoi s'en tenir.

Pour les Tchécoslovaques, la note est d'une importance spéciale et de premier ordre. C'est par cette note et pour la première fois que la question tchécoslovaque s'élève au rang des problèmes internationaux. C'était là sa véritable place et c'est là que voulaient la voir tous les Tchécoslovaques, parce qu'ils savaient que l'Autriche n'avait ni la capacité ni la compétence pour la résoudre. Ce n'étaient plus les Allemands ni les Magyars qui devraient la discuter, mais uniquement le futur Congrès de la Paix.

La note est très importante parce qu'elle mentionne expressément les Tchécoslovaques. Il y est dit en effet: »la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchécoslovaques de la domination étrangère«. Elle parle des Slaves en général, alors qu'il semblerait que les Tchécoslovaques, appartenant à la race slave y soient compris, mais il n'en est pas ainsi. C'est là le résultat du travail bien organisé et accompli par les Tchécoslovaques pendant plus de deux ans, contre les Empires centraux.

Le comité d'action tchèque de 1915, transformé en Conseil National tchécoslovaque, établit son siège avec son Secrétariat général à Paris. Le titulaire de cette dernière fonction, M. Beneš, fut chargé de diriger toute l'action tchécoslovaque dans les pays occidentaux et surtout en France. La mention des Tchécoslovaques dans la note du 10 janvier est due, en grande partie, à son intervention auprès du Gouvernement français. Le Président du Conseil National, M. Masaryk, travailla spécialement en Angleterre jusqu'en mai 1917, époque à laquelle il dut se rendre en Russie où M. Durich l'avait précédé un an plus tôt et où il devait retrouver aussi M. Štefánik, commandant dans l'Armée française.

Les derniers temps qui précédèrent la révolution russe, la situation des Tchécoslovaques dans ce pays devint très délicate. Il semble que M. Durich soit tombé dans le piège que lui avait tendu le Ministre des Affaires Etrangères russe, germanophile avéré, qui avait à coeur de compromettre le plus possible les Tchécoslovaques. Il voulait rendre l'action tchécoslovaque dépendante des secours financiers fournis par son ministère et la discréditer; mais c'est ce qu'on ne pouvait admettre. Les Tchécoslovaques savaient bien qu'une dépendance matérielle, de quelque Puissance que ce soit, les mettrait entièrement à sa merci et d'ailleurs un mouvement révolutionnaire, une nation entière en révolution contre

son oppresseur, ne pouvait subir l'humiliation de se faire payer un travail qu'elle faisait pour sa propre libération. Pareil procédé n'aurait su aboutir à un résultat positif, pas plus que ne le peuvent les menées tentées actuellement contre la Slovaquie par des agents heureusement sans importance, soudoyés par le Gouvernement magyar, qui, mécontent des dispositions du Traité de Trianon, se voit dans l'impossibilité d'opprimer dans l'avenir d'autres nationalités.

D'autre part, dans la Russie révolutionnaire, il n'y avait plus d'obstacle au mouvement révolutionnaire tchécoslovaque, il s'agissait alors pour M. Masaryk de centraliser tous les efforts, de se débarrasser des personnalités compromises et de donner au mouvement une direction ferme et décisive. La formation d'une armée était au premier plan. Il y avait en Russie plus de cinquante mille prisonniers tchécoslovaques qui attendaient leur incorporation, or, la légion formée en 1914, ne pouvait les comprendre tous; sa transformation en régiment, en 1916, et un peu plus tard en brigade, ne pouvait suffire. Il est vrai que la majorité de ces prisonniers travaillaient en Russie, notamment dans les usines de guerre, mais cette coopération indirecte ne pouvait satisfaire les Tchécoslovaques, désireux de montrer au monde entier qu'ils étaient dignes de la liberté demandée et qu'ils voulaient la conquérir l'épée à la main.

Beaucoup d'entre eux ne pouvant faire partie de ces unités, étaient entrés dans la division serbe qui s'était battue dans la Dobroudja. Mais par l'éparpillement des forces on ne pouvait songer à acquérir aucune importance militaire.

La Révolution russe, comme on l'a déjà dit, aurait dû aplanir les voies, mais le représentant des socialistes au sein du Gouvernement, devenu plus tard dictateur, Kerensky ne le favorisa pas. Tout de même on permit, en mai 1917, la formation d'un corps d'armée tchécoslovaque, mais ce ne fut que la grande victoire remportée par la Brigade tchécoslovaque sur les Autrichiens, le 2 juillet 1917, près de Zborov, qui fit tomber tous les obstacles et permit enfin la formation de cette armée tchécoslovaque qui devait par la suite jouer un si grand rôle en Russie et en Sibérie. Le point principal du programme de M. Masaryk était la révolution tchécoslovaque en général, c'est-à-dire porter son armée au plus gros effectif possible, ce qui fut finalement réalisé en Russie. Une partie de cette armée devait être transportée sur le front occidental, mais seuls, deux contingents prirent ce chemin; en juillet et en novembre 1917.

Mais des événements de la plus haute importance se passaient en Occident: M. Wilson fut d'accord dès la fin de janvier 1917 avec la note des Alliés du 10, et le 2 avril les Etats-Unie déclaraient

la guerre à l'Allemagne. Ils venaient ainsi remplacer la Russie défaillante aux côtes des Alliés.

Le 28 mai 1917, un décret du Gouvernement français annonçait la constitution d'une armée polonaise autonome qui combattrait sur le front occidental. Mais fin juillet et commencement août, aux conférences de Paris et de Londres, les Alliés parlaient bien vaguement de la question austro-hongroise; ce recul du programme exprimé le 10 janvier faisait s'éveiller de grandes espérances parmi les amis des Habsbourg et de l'Autriche-Hongrie qui elle-même, à ce moment là, par suite de la session parlementaire ouverte le 30 mai, se trouvait si désespérée.

Après la note des Alliés, demandant sa dissolution, l'Autriche-Hongrie ne pouvait plus retarder la convocation du Parlement. Elle espérait ainsi faire désavouer par l'Union des députés tchèques, ceux des représentants de la Nation qui travaillaient dans les pays de l'Entente et qui étaient arrivés à des résultats si importants. En second lieu, elle voulait faire croire à l'étranger qu'elle avait l'intention de s'adapter à l'esprit démocratique qui soufflait sur le monde. Ce plan échoua, d'ailleurs il ne pouvait pas en être autrement. Non seulement les Tchèques et les Yougoslaves persistèrent dans leur attitude, mais les Polonais et les Ruthènes, qui habituellement tiraient profit de l'opposition faite par ces deux peuples, se décidèrent à faire comme eux. Le sort du Parlement était donc décidé avant même qu'il eût été convoqué.

Dès le milieu de mai, un vaste mouvement déclenché par le manifeste des écrivains tchèques, du 19 mai, qui venait remémorer les sentiments de la nation aux députés qui la représentaient à Vienne, et leur rappeler qu'il fallait les exprimer clairement puisque l'occasion s'en présentait.

Le Gouvernement s'attendait à l'opposition des Slaves, mais il ne s'attendait pas au réquisitoire prononcé contre la Monarchie par leurs représentants.

Au nom de l'Union tchèque, M. Staněk, son président, demanda, dans sa déclaration du 30 mai, que la Monarchie fût transformée en un Etat fédéré dans lequel les Etats nationaux libres seraient égaux en droit et en fait; il réclama aussi la suppression de tous les privilèges nationaux, de sorte qu'il n'y ait plus de peuples dominateurs ni de peuples opprimés. Il exigeait que toutes les fractions composant le peuple tchécoslovaque soient réunies en un même Etat démocratique, sans oublier la branche slovaque dont le territoire fait partie intégrante de la patrie historique tchèque.

Cette déclaration produisit une véritable consternation dans le camp allemand et surtout parmi les Magyars qui tournèrent alors leur fureur contre les Tchèques. Eux qui entendaient rester les maîtres absolus de la Hongrie ne pouvaient comprendre que quelqu'un pût avoir l'audace de leur demander de renoncer à leur domination

sur les allogènes qu'ils opprimaient. Il est en effet, difficile, pour un peuple habitué à fouler aux pieds le droit des autres, de descendre à se placer sur le même pied d'égalité que ceux à qui il ne daignait même pas accorder la dénomination d'hommes. Cette mentalité fut fatale aux Magyars et le sera encore s'ils ne la changent pas en s'adaptant aux idées qui dominent notre siècle.

La nation tchécoslovaque se déclarait donc pour le programme de M. Masaryk. Pour la première fois dans son histoire politique contemporaine, elle demandait la réunion de toutes les branches du peuple tchécoslovaque. L'unité de race et de civilisation ne suffisait plus, il fallait aussi l'unité politique avec les Slovaques de Hongrie.

Clam-Martinitz, président du Conseil, dut se retirer devant l'opposition des Slaves; son successeur, M. Seidler, se déclara contre l'octroi aux peuples de l'Autriche-Hongrie du droit de disposer d'eux-mêmes, et après six semaines de luttes, le Parlement dut être ajourné.

Une commission pour la révision de la Constitution avait été créée, mais les Tchèques refusèrent d'en faire partie, disant qu'il appartenait au Congrès de la Paix, seul, de résoudre la question. A la réouverture du Parlement, en septembre, les députés tchèques ne firent qu'accentuer leur attitude. Ils tinrent le même langage dans les délégations qui se réunirent au commencement de décembre 1917, et l'appel des hommes de lettres, des artistes et des industriels tchèques, lancé à la nation le jour de Noël ne put qu'aggraver le conflit entre la nation tchécoslovaque et la Double Monarchie.

LA RECONNAISSANCE DES DROITS SOUVERAINS DES TCHÉCOSLOVAQUES

Le décret du 16. XII. 1917 constituant l'armée tchécoslovaque en France. — La situation juridique de l'armée tchécoslovaque en Russie. — La lutte des Tchécoslovaques contre les bolcheviks. — L'occupation de la Sibérie par les Tchécoslovaques. — Le Congrès des nationalités opprimées à Rome. — L'armée tchécoslovaque en Italie, convention du 21. IV. 1918. — Importance de cette convention. — L'égalité juridique des Tchécoslovaques en Italie avec les autres Alliés. — La remise du drapeau à l'armée tchécoslovaque en Italie. — La lutte à l'intérieur de la Monarchie. — Les diverses déclarations tchécoslovaques.

La situation de l'Autriche-Hongrie fut loin d'être améliorée par la décision du Gouvernement français qui, le 16 décembre 1917, publiait un décret autorisant la formation d'une armée tchécoslovaque en France, ainsi qu'il avait été fait auparavant pour les Polonais.

Il était dit dans ce décret, rédigé en sept articles et signé par MM. Poincaré, Clemenceau et Pichon: «Les Tchécoslovaques organisés en Armée Autonome et reconnaissant au point de vue militaire l'autorité supérieure du Haut Commandement français, combattront sous leur propre drapeau contre les Empires centraux» (art. 1^{er}). «Cette armée nationale est placée au point de vue politique sous la direction du Conseil national des Pays Tchèques et Slovaques dont le siège central se trouve à Paris (art. 2).

Ces deux premiers articles sont les plus importants du décret: par le premier, le Gouvernement français permet l'organisation d'une armée tchécoslovaque autonome, mais ce sont les Tchécoslovaques eux-mêmes qui l'organisent. La France, en leur concédant cela, leur reconnaît un droit, attribut de la souveraineté; elle reconnaît donc implicitement la souveraineté nationale de ce peuple; de là résulte pour lui le droit de former un Etat national et naturellement indépendant. Le fait que les Tchécoslovaques se battent sous leur propre drapeau ne peut d'ailleurs qu'accentuer cette affirmation, parce que le drapeau est le signe même de la souveraineté. Le Gouvernement français reconnaît en même temps aux Tchécoslovaques leurs droits historiques, puisqu'il leur reconnaît celui de réaliser leur unité nationale; les Tchécoslovaques forment une entité politique distincte, et la France, en reconnaissant leur droit à l'unité, donne son

assentiment à leur programme, qui comprend la réalisation du droit historique de l'Etat tchécoslovaque, s'étendant aussi à la Slovaquie.

Par le second article, le Conseil National tchécoslovaque est reconnu comme organe politique supérieur de cette armée. Cette reconnaissance officielle, tout importante qu'elle fut au point de vue historique et politique, ne l'était pas moins dans la pratique. Le Conseil devint en effet pour tous les Tchécoslovaques résidant à l'étranger, le seul organe qui pût agir au nom de la nation, et le Gouvernement français le reconnaissait par un acte officiel, sinon comme Gouvernement, du moins comme l'embryon du futur Gouvernement, apte à représenter les intérêts de la nation auprès des Alliés et doué partiellement de droits souverains.

D'après les articles 3 et 4, la mise sur pied et le fonctionnement de cette armée devaient être assurés par le Gouvernement français et les dispositions en vigueur dans l'armée française concernant l'organisation, la hiérarchie, l'administration et la justice militaire lui étaient applicables.

Cette armée se recrutait, aux termes de l'art. 5, parmi les Tchécoslovaques servant dans l'armée française; c'étaient ceux qui depuis le commencement de la guerre étaient entrés dans cette armée, ne pouvant servir la leur. En second lieu, parmi les Tchécoslovaques d'autres provenances admis à y entrer, on comprenait les prisonniers de guerre tchécoslovaques se trouvant en France, ceux venus de Serbie, les autres de Russie et plus tard d'Italie, mais surtout, en plus grand nombre, les Tchécoslovaques venus d'Amérique.

Les deux derniers articles parlent de l'exécution du décret et des agents chargés de l'appliquer.

Par cet acte, le Gouvernement français, non seulement donnait aux Tchécoslovaques se trouvant en dehors des frontières des Empires centraux, l'occasion de se battre pour leur liberté et la mériter ainsi, mais il fournissait à ceux qui étaient restés dans le pays un appui moral qui leur permettrait de supporter plus facilement les injustices que leur infligerait la brutalité des Habsbourg. En constituant cette armée, peut-être au moment le plus critique de la guerre, les Tchécoslovaques prouvaient ainsi leur sincère désir et leur volonté ferme d'en finir une fois pour toutes avec la Monarchie danubienne.

Même en tenant compte du fait que ce décret, acte unilatéral, pouvait être révoqué par la seule volonté de l'autorité qui l'avait pris, il n'en constituait pas moins un document d'importance internationale puisqu'il posait la première pierre de l'édifice tchécoslovaque.

L'importance de ce décret ressort encore du fait qu'il a donné aux Tchécoslovaques, se trouvant en Russie, la base juridique pour continuer la lutte. Il faut se demander en effet ce que serait devenue cette armée de Russie, s'il n'y avait pas eu de l'armée tchécoslo-

vaque en France; il est difficile à concevoir qu'elle aurait pu continuer à subsister, au milieu de l'anarchie russe, sans l'appui moral qui lui a été fourni par ce décret.

Si l'on compare cette armée autonome avec celle qui se battait sur le front russe, on remarque bien vite que les Tchécoslovaques de Russie ne constituaient pas une armée tchécoslovaque spéciale: les unités militaires — régiment, brigade et corps d'armée — faisaient toujours partie de l'armée russe. Il est vrai que la situation de ces unités devenait avec leur accroissement de plus en plus indépendante. On ne pouvait s'en servir, par exemple, que contre l'ennemi extérieur; auprès de l'Etat-Major, il y avait des représentants de l'Office russe du Conseil national; la justice militaire fonctionnait d'après les dispositions en vigueur dans l'armée française, etc. Mais tout cela avait été acquis par la pratique plutôt que légalement. Lorsque l'armée russe commença à se désorganiser et à mesure que la Russie sombreait dans l'anarchie, les Tchécoslovaques, formant l'unique organisation solide qui restât, assumèrent la direction et la responsabilité de leur sort. C'est surtout après l'avènement du bolchevisme et après la séparation de l'Ukraine que les Tchécoslovaques ne durent plus compter que sur eux-mêmes. Ils devaient éviter à tout prix de se mêler aux affaires intérieures de la Russie et ils y réussirent plus ou moins jusqu'au 7 février 1918, époque où M. Masaryk, après s'être entendu avec le Gouvernement français, put déclarer que les troupes tchécoslovaques se trouvant sur tout le territoire de la Russie, faisaient partie de l'armée tchécoslovaque autonome constituée en France, et qu'elles seraient transportées dans ce pays.

L'évacuation devint nécessaire surtout lorsque la Rada Ukrainienne, battue par les bolcheviks, eut invité les armées allemandes et autrichiennes à la soutenir. Les Tchécoslovaques durent se retirer à la hâte devant ces armées, mais sans pouvoir éviter de sanglantes rencontres, dans lesquelles ils eurent toujours le dessus.

Les Soviets russes, au cours des négociations entamées, se montrèrent disposés à laisser opérer l'évacuation de l'armée tchécoslovaque, à condition que celle-ci leur restituât la plus grande partie de son armement. Cette situation se prolongea sans incidents graves jusqu'au milieu de mai 1918. A cette époque, un soldat de l'un des échelons de l'armée tchécoslovaque, se trouvant à Tcheliabinsk, fut blessé par un prisonnier de guerre allemand; celui-ci fut puni sur place. Le Soviet local prit fait et cause pour le prisonnier allemand et emprisonna arbitrairement plusieurs soldats tchécoslovaques; les Tchécoslovaques occupèrent alors la ville et la gare du chemin de fer.

A partir de ce moment, toute la politique des Soviets, inspirée surtout par l'ambassadeur d'Allemagne, M. Mirbach, n'eut plus d'autre but que celui d'anéantir l'armée tchécoslovaque. Mais celle-ci

protesta: tout d'abord on rejeta le projet d'après lequel une partie de l'armée devait être dirigée vers Archangel, et non plus vers Vladivostok, comme il avait été décidé primitivement; puis les derniers échelons, sous l'influence des menaces bolchevistes, refusèrent de continuer la restitution des armes. Les Soviets locaux reçurent l'ordre de désarmer par la force tous les Tchécoslovaques, mais ceux-ci occupèrent le Transibérien afin de s'assurer la route de Vladivostok. Ainsi commença la lutte entre les forces tchécoslovaques et les bolcheviks, et le plan primitif de les transporter en France fut changé. On dut décider qu'ils resteraient en Russie et en Sibérie comme unique force organisée pouvant résister aux bolcheviks. Ils y restèrent pendant plus d'une année et tinrent en leur pouvoir toute la Sibérie et une partie de la Russie d'Europe jusqu'au moment où les Alliés se décidèrent à ne pas intervenir militairement dans ce pays et où les forces antibolchevistes russes eurent montré leur incapacité absolue de faire face à leurs ennemis.

Par leur victoire, les Tchécoslovaques ont montré au monde entier ce que peut un petit groupe d'hommes, 50.000, lorsqu'il est résolu à atteindre le but qu'il s'est proposé. Les Alliés comprirent qu'une nation qui savait se sacrifier non seulement pour la Russie, mais pour le monde entier, méritait bien sa liberté; c'était en même temps la preuve qu'elle saurait la conserver.

Les déclarations des Alliés concernant les Tchécoslovaques, et dont nous parlerons plus loin, furent faites précisément sous l'impression causée par les événements qui se déroulaient en Extrême-Orient.

A l'époque où tous les regards étaient tournés vers le front occidental et oriental, car la bataille décisive d'où devait sortir la victoire pour les Alliés s'engageait, un Congrès des nationalités opprimées se tenait à Rome en avril 1918. On l'avait préparé de longue main à Paris et le rôle des Tchécoslovaques dans ces préparatifs n'était pas des moindres. En fait, la politique des Alliés envers l'Autriche-Hongrie était restée assez flottante. D'un autre côté, les nationalités intéressées n'étaient pas toujours d'accord sur cette question. Il était donc préférable d'attendre le moment où l'on pourrait s'entendre, et pour arriver à un résultat positif, il était nécessaire d'obtenir l'assentiment des Alliés.

Au commencement de 1918, l'heure semblait avoir sonné. Le fait qu'on avait choisi Rome comme siège du Congrès, prouvait que l'Italie, intéressée doublement, à titre de Grande Puissance, et en plus, dépourvue de certains territoires par l'Autriche, était décidée à régler ses conflits avec les Yougoslaves par la voie pacifique de négociations. Le rôle de l'Italie prenait une plus grande importance du fait que M. Ruffini, sénateur, avait été investi de fonctions de président du Congrès.

Les Italiens, les Polonais, les Roumains, les Tchécoslovaques et les Yougoslaves y avaient envoyé leurs délégués. En outre, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France s'y étaient fait représenter.

Le Congrès vota une résolution en trois articles d'après laquelle on reconnaissait à chacun des peuples participants le droit de constituer son unité nationale afin d'atteindre son indépendance politique et économique. L'Autriche-Hongrie, instrument de la domination allemande, était désignée comme le principal obstacle à la réalisation de ces aspirations et de ces droits. Enfin on reconnaissait la nécessité d'unir tous les efforts pour lutter contre les tyrans de toutes les libertés, et pour constituer des Etats indépendants sur leurs ruines.

En dehors de cette résolution générale, il y avait encore trois déclarations spéciales: l'une, italo-yougoslave, qui établissait les principes d'après lesquels devaient se régler toutes les questions en suspens entre ces deux nationalités et qui jetait les bases de leurs rapports amicaux; puis une déclaration polonaise faisant ressortir la situation spéciale des Polonais partagés entre trois Etats et enfin, une déclaration roumaine. Les Tchécoslovaques se contentaient de la résolution générale. Il est très important de remarquer que les Alliés et Associés adhérèrent les uns après les autres aux décisions du Congrès.

Ce Congrès, en dehors de son importance générale et internationale, en a une de spéciale et de premier ordre pour les Tchécoslovaques. C'est, en effet, dans l'atmosphère de ce Congrès que le Gouvernement italien se décida à former une armée tchécoslovaque en Italie.

Avant et pendant la guerre, il n'y avait que très peu de Tchécoslovaques en Italie, par conséquent on ne pouvait pas s'attendre de ce côté à une action révolutionnaire bien importante. C'est seulement avec le temps, avec l'arrivée des prisonniers de guerre que leur nombre s'accrût. C'étaient ces prisonniers eux-mêmes qui, sans aucune impulsion du dehors, avaient pris l'initiative d'un mouvement révolutionnaire; il s'agissait donc là d'un mouvement populaire par excellence, comme dans toute la révolution tchécoslovaque. Les prisonniers avaient sollicité l'autorisation de pouvoir se battre aux côtés des Alliés. Comme la réponse se faisait attendre, ils organisèrent une association des volontaires tchécoslovaques en Italie; elle avait pour but de coordonner les efforts de tous les Tchécoslovaques qui seraient prêts à aller au front, se battre contre les Empires centraux.

L'Italie, d'ailleurs, en l'a déjà dit, ne commença à s'intéresser au mouvement qu'à la fin de 1916. En même temps, le Conseil National tchécoslovaque de Paris fondait à Rome un office qui devait prendre la direction de ce qu'on entreprendrait dans ce pays. Tout d'abord, on concentra les prisonniers tchécoslovaques et, l'organi-

sation des volontaires prospérant, on en trouva, vers la fin de 1917, déjà plus des 10.000 qui n'attendaient plus que l'autorisation d'aller au front. Mais l'Italie, ou plutôt son Ministre des Affaires Etrangères, M. Sonnino, s'opposait énergiquement à la création d'une armée tchécoslovaque dans ce pays. Il n'avait pas inscrit dans son programme le démembrement de l'Autriche-Hongrie et il ne voulait pas, comme il le disait, intervenir dans les questions de politique intérieure d'un Etat voisin, ensuite il avait peur qu'on usât de représailles contre les prisonniers italiens en Autriche-Hongrie.

La nouvelle orientation de la politique italienne, c'est-à-dire la coopération avec les nationalités opprimées de la Double Monarchie, ne commence qu'après la défaite de Caporetto. Il est vrai qu'en septembre 1917 l'Italie avait permis la création de bataillons de travail tchécoslovaques, mais, en droit, la situation des prisonniers tchécoslovaques n'avait pas beaucoup changé, d'ailleurs cette autorisation ne devait avoir d'effet qu'en février et mars 1918. La politique de coopération aboutit à la réunion du Congrès des nationalités opprimées à Rome, et à la convention du 21 avril 1918 conclue entre le Gouvernement italien et le Conseil National tchécoslovaque.

Par cette convention, rédigée en 12 articles, le Gouvernement italien reconnaissait l'existence d'une armée tchécoslovaque unique et autonome soumise, au point de vue national, politique et juridique, à l'autorité de ce Conseil.

Cette armée combattrait en plein exercice des facultés dérivées de son autonomie, contre les Empires centraux, ennemis de l'Entente. Son organisation interne, administrative et judiciaire serait réglée par les statuts promulgués d'accord entre le Conseil National Tchécoslovaque et les commandements suprêmes des différents fronts; c'est-à-dire en Italie, par le Haut Commandement italien. Les fonctions et les grades seraient confiés à des militaires tchécoslovaques qui prouveraient leur capacité morale et technique. L'unité de cette armée ne souffrirait en rien de ce que quelques-unes de ses formations combattraient sur le front italien, et le Conseil National Tchécoslovaque avait la faculté de proposer le transport de ces dernières sur un autre front. En ce cas, ce serait le Conseil Supérieur Interallié qui déciderait. Le Gouvernement italien devait se faire représenter auprès du Commandant en Chef de l'Armée tchécoslovaque en France. Les dépenses d'entretien de cette armée seraient supportées par le Conseil National Tchécoslovaque, mais l'Italie avancerait les fonds nécessaires pour le maintien de ses formations en Italie; le montant de ces dépenses devait être converti ultérieurement en dette nationale. Les militaires faisant partie de l'armée tchécoslovaque en Italie, pourraient acquérir la nationalité italiennes aux termes de l'art. 4 de la loi du 13 juin 1912; ils étaient assimilés aux soldats italiens en ce qui concernait les divers droits et avantages.

La reconnaissance du Conseil National Tchécoslovaque et de l'Armée tchécoslovaque autonome par le Gouvernement italien venait du fait que le Conseil National Tchécoslovaque s'était déclaré d'accord sur les principes humanitaires et de liberté proclamés pendant la guerre par les Puissances de l'Entente.

La convention ne pouvait être modifiée que par un accord entre le Gouvernement italien et le représentant du Conseil National tchécoslovaque. Elle fut signée: d'une part, par M. Štefánik, Vice-Président du C. N. T. et d'autre part par MM. Orlando, Président du Conseil, et Zupelli, Ministre de la Guerre. M. Sonnino n'avait pas apposé sa signature à la convention, ne voulant pas changer d'attitude à l'égard de l'Autriche-Hongrie.

Pour le mouvement révolutionnaire tchécoslovaque, cette convention avait une importance primordiale, car c'était la première convention internationale conclue par le Conseil National Tchécoslovaque où celui-ci était traité d'égal à égal par un Gouvernement; elle proclamait le principe de l'unité de l'armée tchécoslovaque qui se battait sur plusieurs fronts et qui était soumise à l'autorité politique, juridique et législative du Conseil National Tchécoslovaque. A sa tête se trouvaient des Tchécoslovaques, et le Conseil approuvait la nomination d'officiers alliés aux différentes fonctions. C'était lui, aussi, qui entretenait cette armée se trouvant sur le même pied d'égalité que l'armée italienne. Pas de modification sans accord préalable des parties contractantes.

Cette convention fut complétée par les instructions spéciales du 30 juin 1918, concernant l'organisation interne et administrative de l'armée tchécoslovaque en Italie, et par une convention complémentaire de la même date, concernant la législation et la juridiction tchécoslovaque en Italie.

D'après cette convention complémentaire, les décisions prises par le Conseil National Tchécoslovaque et publiées dans son journal officiel étaient exécutoires en Italie le jour même de leur publication.

En cas de nécessité d'une intervention de la souveraineté nationale tchécoslovaque dans l'exécution des droits reconnus par les conventions, elle était exercée par le représentant du Conseil National Tchécoslovaque accrédité auprès du Gouvernement italien.

Le code pénal italien était provisoirement en vigueur, mais le Conseil National Tchécoslovaque avait la faculté de le modifier ou de le remplacer par ses propres dispositions.

Le Conseil National Tchécoslovaque devait créer auprès de son armée en Italie, ses propres tribunaux de guerre, qui seraient compétents non seulement à l'égard des militaires tchécoslovaques, mais aussi à l'égard de ceux des Tchécoslovaques, étrangers à l'armée, qui auraient été reconnus comme tels par le Conseil National après avoir prêté serment de fidélité à la nation tchécoslovaque. Les

autres demeureraient soumis à la juridiction des tribunaux italiens, mais un représentant du Conseil National Tchécoslovaque avait la faculté d'assister le ministère public.

Pour les infractions commises par des individus appartenant aux deux nationalités, les tribunaux italiens et tchécoslovaques jugeaient chacun ses ressortissants. Les infractions commises par des Tchécoslovaques contre la nation et l'armée italiennes étaient de la compétence des tribunaux tchécoslovaques; réciproquement les infractions à l'égard de la nation ou de l'armée tchécoslovaques commises par des Italiens étaient poursuivies par les tribunaux italiens, comme si elles avaient été commises contre la nation ou l'armée italienne.

L'administration de la Justice tchécoslovaque et le prononcé de la sentence étaient faits au nom de la nation tchécoslovaque reconnue comme telle par la convention du 21 avril 1918. Les juges ne pouvaient d'ailleurs rendre leur sentence qu'en concordance avec les lois de la nation tchécoslovaque. La langue officielle était la langue tchécoslovaque.

La convention du 30 juin 1918 s'inspirait de celle conclue entre l'Italie et la France. Les Tchécoslovaques en Italie se trouvaient ainsi dans la même situation légale que les Français qui s'y trouvaient. L'Italie, la première, proclamait non seulement la Nation tchécoslovaque souveraine, mais elle la traitait comme telle; elle concluait avec elle des conventions, elle lui concédait le droit de légiférer ainsi que le droit de juridiction sur le sol italien. Dès le 24 mai 1918, elle donnait à l'armée tchécoslovaque l'emblème de la souveraineté nationale. Ce jour-là, en effet, elle lui présentait le drapeau offert par la ville de Rome.

A l'occasion de cette cérémonie, qui se déroula à l'Altare della Patria, au pied du monument du roi Victor Emmanuel II, libérateur de l'Italie, au bas du Capitole, M. Orlando, Président du Conseil, disait: »La remise du drapeau tchécoslovaque que nous célébrons aujourd'hui est comme le baptême d'une jeune nation qui s'est glorieusement opposée à sa destruction. Oui, c'est sa naissance, ou plutôt sa renaissance, sa résurrection, car pendant des siècles vous fûtes une nation libre, puis vous avez été abattus. Vous avez été déçus, trompés par la perfide maison des Habsbourgs. Vous avez le droit et même le devoir de vous révolter contre elle.«

Telle fut l'attitude de l'Italie à l'égard de la nation tchécoslovaque représentée par son armée et par le Conseil National Tchécoslovaque.

En même temps, les Tchécoslovaques préparaient leur délivrance définitive à l'intérieur de l'Empire. Ils commencèrent en 1918, par une déclaration faite dans une réunion tenue à Prague le 6 janvier, par tous les députés au Reichsrat et aux Diètes, par laquelle ils déclaraient qu'il ne pouvait y avoir de paix définitive sans la libération du peuple tchécoslovaque; les nations devaient librement

disposer de leur sort. M. Wilson, par le point 10 de son message du 8 janvier ne pouvait atténuer ni le sens ni la signification de cette déclaration. Le premier ministre autrichien Seidler, dans son discours du 22 janvier, se prononça contre la déclaration du 6; il déclara les Tchèques ennemis de l'Etat et voulut recommencer contre eux des poursuites. Au mois de février, quatre partis politiques fusionnèrent en un seul, sous le nom de »Démocratie tchèque du droit d'Etat«. C'était l'accentuation du programme historique. En réponse au discours du Comte Czernin prononcé à Vienne le 2 avril, les représentants tchécoslovaques et yougoslaves se réunirent à Prague dès le 13; ils déclarèrent vouloir en finir définitivement avec l'Autriche-Hongrie et se prêtèrent mutuellement serment de fidélité. Le 23 du même mois, les députés tchèques à la Commission de l'armée demandèrent la conclusion immédiate de la paix. Le 1^{er} mai, les Slovaques se réunirent à Liptovský Sv. Mikuláš, où ils votèrent une déclaration contre la Hongrie en demandant comme conséquence naturelle d'une indispensable liberté, la reconnaissance absolue du droit de disposer d'elles-mêmes pour toutes les nations, non seulement à l'extérieur de la Monarchie, mais encore pour les nations de l'Autriche-Hongrie, y compris la branche tchécoslovaque habitant la Hongrie. C'était un coup mortel pour le régime policier hongrois.

Le 16 mai, à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation du théâtre national de Prague, les délégués des nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie se réunirent à Prague et, dans une manifestation solennelle, affirmèrent être d'accord avec les Congrès tenu à Rome par les mêmes nationalités, un mois auparavant.

L'Autriche répondit à tout cela en décrétant une nouvelle division administrative de la Bohême, demandée depuis longtemps par les Allemands; l'Empereur déclara qu'il maintiendrait les bornes de l'Empire et la Bohême fut mise en état de siège. Fin août, M. Hussarek, successeur de Seidler, demanda à M. Staněk, président de l'Union parlementaire tchèque, de faire une déclaration opposée à celle publiée par l'Angleterre en faveur des Tchécoslovaques, mais celui-ci s'y refusa. Le 3 septembre le clergé tchécoslovaque réuni à Prague, se déclara en faveur de l'Etat Tchécoslovaque indépendant. Vers la mi-septembre, l'Autriche engagea déjà des pourparlers en vue de la conclusion de la paix; elle n'était plus sûre de sa victoire. Mais les Tchécoslovaques poursuivirent leur politique. Le 2 septembre, ils déclarèrent maintenir toutes les déclarations antérieures et poursuivre la lutte jusqu'à l'indépendance complète.

Le 2 octobre, M. Staněk dit au Reichsrat: »Pas une seule goutte de sang n'a été versé volontairement par nous pour les Empires centraux.

L'Etat tchécoslovaque englobant les Slovaques de Hongrie dans leur limite géographique, voilà notre programme minimum. Nous

protestons énergiquement contre toute solution partielle de la question tchécoslovaque.

Vous n'avez pas voulu nous admettre aux négociations de paix; les délégués tchécoslovaques y seront quand même, que vous le vouliez ou non. Les représentants de ces brigades tchécoslovaques que le Comte Hertling a cru pouvoir traiter de canailles, c'est avec eux que vous serez obligés de négocier au sujet de la question tchécoslovaque. Et voilà pourquoi nous pouvons nous passer de négocier avec vous. La question tchécoslovaque sera résolue ailleurs qu'en Autriche.»

C'est ainsi que les Tchécoslovaques se séparèrent du Parlement autrichien et de l'Empire lui-même. M. Zahradnik dans un discours, le 9 octobre, annonçait que c'était définitif. Les députés déclarèrent à la tribune parlementaire qu'ils étaient d'accord avec tous ceux qui à l'étranger faisaient la révolution contre les Habsbourg.

Il ne faut pas oublier qu'en dehors de cette lutte menée sur le terrain politique, la nation tchécoslovaque en poursuivait une autre depuis le commencement de la guerre, et cela sur le terrain militaire; la désertion des soldats de nationalité tchécoslovaque, ou de régiments entiers, était à l'ordre du jour. Ce furent précisément ces soldats qui retournèrent leurs armes contre la Monarchie et qui la démoralisèrent complètement. Sur le terrain économique et financier, on ne livrait pas les contingents de céréales et de bétail prescrits, et avant les réquisitions on cachait tout. On sabotait les emprunts lancés par l'État; par force seulement, on se décidait à lui prêter, mais le moins possible. L'amnistie même, accordée par l'Empereur Charles, lors de son avènement, ne put avoir aucune influence sur la décision prise par le peuple. Ses chefs, condamnés à la peine capitale et libérés par cette amnistie, recommencèrent leur opposition systématique contre les Habsbourg.

Sur tous les terrains possibles on préparait ainsi la destruction de l'Empire. Il ne manquait même pas d'associations secrètes — «Mafia» — qui servaient d'agents de liaison et d'information entre la nation et ceux qui dirigeaient la révolution dans les pays de l'Entente. De la sorte, on était tenu au courant de tout ce qui se passait à l'intérieur des Empires centraux et l'on pouvait rendre aux Alliés des services inappréciables. Ces derniers, en effet, étaient toujours prévenus à temps de tout ce que les Puissances centrales avaient l'intention de faire.

LA SOUVERAINETÉ NATIONALE TCHÉCOSLOVAQUE

La déclaration des Alliés du 3 juin. — La remise du drapeau à l'armée tchécoslovaque de France. — La déclaration de M. Pichon, 29 juin; celle de l'Angleterre, 11 août, des Etats-Unis, 2 septembre et du Japon, 9 septembre. — La qualité de belligérant. — La reconnaissance comme nation. — La situation des soldats tchécoslovaques en face de la Monarchie. — La non reconnaissance du droit historique de l'Etat tchèque. — La constitution du gouvernement provisoire tchécoslovaque. — La déclaration du 18 octobre. — Les propositions de paix austro-hongroises.

A la fin de 1917 et au commencement de 1918, les Alliés enregistrèrent en Russie, des insuccès militaires et politiques qui devaient aboutir à la paix de Brest-Litevsk. Cela ne resta pas sans effet sur leur politique générale. D'ailleurs les discours prononcés au commencement de 1918 par MM. Lloyd George, Wilson et Pichon, et qui firent tant de bruit, marquaient un recul de leur politique devant les Empires centraux. Les amis des Habsbourg se réjouissaient et pensaient déjà que les Alliés modifieraient leur programme en ce qui touchait le démembrement de l'Autriche-Hongrie. Mais cela ne devait pas durer; après les coups portés à la Monarchie par l'Union parlementaire tchèque, après les succès de la cause tchécoslovaque en Italie et les grandes victoires de l'armée tchécoslovaque en Russie et en Sibérie, après les insuccès de l'offensive allemande sur le front occidental, les Alliés ne pouvaient plus attendre; ils devaient se décider finalement et définitivement pour la destruction de la Monarchie.

Le Conseil des Alliés publia, à l'issue d'une de ses séances, tenue à Versailles le 3 juin, une déclaration collective en faveur de l'indépendance pure et simple de la Pologne avec accès à la mer et, un peu moins nettement, il se prononça en faveur de l'indépendance des peuples tchécoslovaque et yougoslave.

Cette déclaration était très importante, car les Etats-Unis et l'Angleterre se décidaient à marcher à fond contre l'Autriche-Hongrie.

Le 30 juin, une cérémonie analogue à celle du 24 mai à Rome, eut lieu en France. Le Président de la République M. Poincaré remit à l'armée tchécoslovaque son drapeau, et à cette occasion il prononça un discours d'une portée politique considérable et d'autant plus

appréciable pour les Tchécoslovaques qu'il les plaçait au même rang que les autres Alliés. Mais il faut attribuer plus d'importance encore à la lettre adressée par M. Pichon, ministre des affaires Etrangères le 29 juin, au Conseil National Tchécoslovaque. Cette lettre donne en quelque sorte un caractère légal aux paroles de M. Poincaré, en les consignant dans un document diplomatique.

Les passages les plus importants en sont ainsi libellés : »Le Gouvernement de la République, témoin de vos efforts et de votre attachement à la cause des Alliés, considère comme équitable et nécessaire de proclamer les droits de votre nation à l'indépendance et de reconnaître publiquement et officiellement le Conseil National, comme l'organe suprême des intérêts généraux et la première assise du futur Gouvernement tchécoslovaque . .

Fidèle aux principes du respect des nationalités et de la libération des peuples opprimés, le Gouvernement de la République considère comme justes et fondées les revendications de la Nation tchécoslovaque et il s'appliquera de toute sa sollicitude, le moment venu, à faire prévaloir vos aspirations à l'indépendance, dans les limites historiques de vos provinces enfin soustraites au joug oppresseur de l'Autriche et de la Hongrie . . . »

Cette lettre est très importante aussi au point de vue international, parce qu'elle servira, avec les déclarations des autres Etats de l'Entente, comme nous le verrons plus loin, de base à une nouvelle théorie du droit international public. C'est la première fois qu'on parlait dans un document diplomatique du Gouvernement tchécoslovaque et qu'on considérait le Conseil National comme sa première assise. La nation tchécoslovaque était reconnue souveraine et indépendante; elle avait son armée et son Gouvernement. De plus, elle était considérée comme telle dans ses limites historiques; c'était l'acceptation du programme tchécoslovaque, c'est-à-dire du droit historique de l'Etat. Les droits historiques étaient déclarés ainsi imprescriptibles. La France reconnaissait par là la nation tchécoslovaque dans ses limites ethnographiques et en même temps, elle reconnaissait ses frontières géographiques et historiques.

L'Italie, dans ses deux conventions avec le Conseil National Tchécoslovaque, avait reconnu la nation elle-même et considérait son Conseil National comme son Gouvernement; mais la déclaration du Gouvernement français allait plus loin puisqu'elle parlait de ce Gouvernement et cela publiquement. Enfin son importance s'accrut encore du fait que le Gouvernement britannique vint y donner son adhésion par son télégramme du 1^{er} juillet.

Les déclarations des autres Alliés et Associés dans ce même sens ne se firent pas attendre: le 11 août le Gouvernement britannique fit paraître une déclaration dans laquelle il disait: »En considération des efforts faits par les Tchécoslovaques pour conquérir leur indépendance, la Grande Bretagne les considère com-

me étant une nation alliée et reconnaît les trois armées tchécoslovaques comme constituant une force belligérante alliée, régulièrement en guerre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

La grande Bretagne reconnaît aussi le Conseil National Tchécoslovaque comme l'organe suprême des intérêts nationaux tchécoslovaques et comme représentant le futur Gouvernement tchécoslovaque, ayant le droit d'exercer l'autorité suprême sur cette armée alliée.»

Le 2 septembre le Gouvernement des Etats-Unis constate que les Tchécoslovaques se sont organisés militairement et qu'ils ont confié l'autorité politique au C. N. et déclare: ». . . Le Gouvernement des Etats-Unis reconnaît que l'état de guerre existe entre les Tchécoslovaques ainsi organisés et les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Il reconnaît également le Conseil National Tch. comme un Gouvernement belligérant de facto, revêtu de l'autorité nécessaire pour diriger les affaires militaires et politiques des Tchécoslovaques. Le Gouvernement des Etats-Unis déclare, en outre, qu'il est prêt à entrer formellement en relations avec le Gouvernement de facto ainsi reconnu, à l'effet de poursuivre la guerre contre l'ennemi commun les Empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.»

Et enfin le 9 septembre le Japon déclara entre autres choses: »Le Gouvernement japonais est heureux de considérer l'armée tchécoslovaque comme alliée et belligérante, faisant une guerre régulière contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et de reconnaître les droits du Conseil National Tch. à exercer le contrôle suprême sur cette armée.»

Avant d'examiner de plus près la portée internationale de ces différentes déclarations, il ne faut pas oublier et il faut même le déclarer hautement, qu'elles étaient dues en grande partie aux résultats obtenus par l'armée tchécoslovaque et surtout aux succès remportés en Russie et en Sibérie. La campagne menée à l'intérieur du pays pour désorganiser et démoraliser la Monarchie des Habsbourg n'avait pas été de moindre importance non plus.

Comme on a pu s'en apercevoir, ces différentes déclarations reconnaissent les Tchécoslovaques comme une nation alliée, ayant à sa tête un Gouvernement de fait, le Conseil National Tchécoslovaque, et une armée autonome se battant aux côtés des Alliés; ces déclarations sont aussi la source de la nouvelle théorie du droit international — de la reconnaissance comme nation —. D'ailleurs, le cas de la reconnaissance de la nation polonaise fut analogue.

Avant la guerre de 1914—1918, durant à peu près un siècle, on reconnaissait à une nationalité ethnique habitant une certaine partie du territoire d'un Etat et qui voulait se détacher de ce dernier, la qualité de belligérant.

Il s'agissait, en effet, de légaliser la situation anormale dans laquelle pouvait se trouver un peuple voulant se libérer de la domination étrangère; on ne pouvait le reconnaître immédiatement comme formant

un nouvel Etat, à cause de son manque de stabilité. D'ailleurs, ce pouvait être dangereux et inopportun, car une telle reconnaissance pouvait équivaloir à un casus belli avec l'Etat souche, comme cela s'est vu dans le cas des treize colonies américaines, détachées de l'Angleterre et reconnues par la France. Plus tard, quand les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud se révoltèrent contre la métropole, au commencement du XIX^e siècle, les Etats-Unis, ne pouvant les reconnaître comme Etat, leur donnèrent la qualité de belligérant. Cette notion se développa ensuite pendant l'insurrection grecque contre la Turquie et surtout au cours de la guerre de sécession entre les Etats du Sud et du Nord de la Confédération américaine.

La qualité de belligérant a pour effet de conférer aux insurgés tous les droits d'un Etat et de leur en imposer tous les devoirs en ce qui concerne la conduite de la guerre. Ils ont le droit d'établir un blocus, de faire des prises maritimes; leurs soldats faits prisonniers doivent être considérés comme prisonniers de guerre et traités comme tels; on ne peut traiter comme des bandes ou comme des pirates; mais, d'un autre côté, ils doivent observer toutes les lois de la guerre tant en ce qui concerne leur adversaire que les neutres.

A quelle condition peut-on reconnaître cette qualité de belligérant à une population insurgée et qui peut faire cette reconnaissance? Tout d'abord, il faut que le parti insurgé réunisse toutes les conditions nécessaires à l'existence d'un Etat; c'est-à-dire: il faut qu'il s'agisse d'une population assez nombreuse, vivant sur un territoire plus ou moins étendu et soumise à un Gouvernement souverain et indépendant. Naturellement, ces conditions doivent se trouver réalisées de telle sorte que la vie et l'indépendance politique et économique de cette population soient assurées. Puis, il faut que les deux partis en lutte soient à peu près d'égale force et qu'on puisse douter de quel côté sera la victoire. La reconnaissance de cette qualité est provisoire et restrictive de droits, mais chaque insurgé l'accepte volontiers, car si son parti succombe dans la lutte engagée, il se trouve dégagé de toute responsabilité pénale.

Ce sont les Etats limitrophes et les Etats maritimes qui, les premiers, reconnaissent à un insurgé la qualité de belligérant puisqu'ils sont les premiers intéressés. Cette reconnaissance n'est pas obligatoire et c'est surtout l'Etat souche qui s'oppose à cette reconnaissance qui donne une certaine sanction à la nouvelle personnalité juridique internationale.

Telle pouvait être la situation des peuples qui luttaient pour leur indépendance, mais on ne pouvait appliquer cette théorie aux Tchécoslovaques pendant la guerre de 1914; un des facteurs essentiels de cette motion leur faisait défaut et leur situation exigeait une solution nouvelle.

Comme on l'a dit précédemment, les Tchécoslovaques faisaient en dehors de leur pays une révolution contre la Monarchie austro-

hongroise. Ils avaient organisé un Conseil National Tchécoslovaque siégeant à Paris, auquel les Alliés avaient reconnu certains droits et pouvoirs quasi-consulaires sur les Tchécoslovaques qui résidaient dans les pays de l'Entente. Les Alliés permirent, les uns après les autres, la constitution d'une armée tchécoslovaque autonome et ainsi se créa une nationalité complémentaire tchécoslovaque à côté de la nationalité juridique austro-hongroise. A cette nouvelle nationalité, on accordait différents privilèges dont ne pouvaient bénéficier les ressortissants ennemis. C'était d'ailleurs l'intérêt des Alliés de provoquer un mouvement insurrectionnel à l'intérieur du pays ennemi. On ne pouvait reconnaître aux Tchécoslovaques ainsi révoltés, la qualité de belligérant*) parce que ce mouvement manquait d'assiette territoriale et que leur Gouvernement, le Conseil National tchécoslovaque avec son armée, s'était organisé en dehors de leur pays.

Les Alliés, partant de la nationalité qu'ils avaient concédée aux Tchécoslovaques, les reconnurent, aux termes de différentes déclarations, comme une nation. Cette reconnaissance était de la même nature que celle de belligérant, seulement elle était d'un degré inférieur, parce que moins bien déterminée, quoique les droits et devoirs reconnus fussent les mêmes que pour le belligérant. C'était très important, car il s'agissait de faire cesser la pratique suivie par l'Autriche-Hongrie de pendre les soldats tchécoslovaques faits prisonniers. Avait-elle le droit de les pendre, même avant ces déclarations? Il est vrai que les ressortissants et spécialement les soldats d'un Etat, sont considérés et punis comme traîtres et rebelles s'ils prennent les armes contre cet Etat; mais, à notre avis, un Etat qui exige la fidélité de la part de ses sujets, doit remplir tous ses devoirs envers ces mêmes sujets, parce que l'Etat n'est qu'un moyen par lequel les hommes veulent améliorer leur sort. Etait-ce là le cas de l'Autriche-Hongrie envers les Tchécoslovaques? Evidemment non. La Monarchie n'avait jamais fait que dépouiller la Bohême de tous ses droits; elle avait travaillé à l'anéantissement des Tchécoslovaques. Et combien de fois les Habsbourg n'ont-ils pas prêté serment de fidélité aux différents peuples de la Monarchie sans jamais le tenir? Il n'y avait personne à qui ils dussent rendre compte de ce qu'ils faisaient, puisqu'ils étaient souverains, mais était-ce une raison pour ne vivre que de mensonges? Ils savaient bien que leur attitude envers le peuple tchécoslovaque n'avait pu leur gagner la fidélité de ce dernier, pourtant ils le forcèrent à aller au front, à se battre pour les intérêts d'autrui et contre ses propres intérêts.

*) Le terme de belligérant, étant toujours entendu dans un sens tel que, quand la formation d'Etats nouveaux a sa cause dans un soulèvement ou une insurrection, les Etats existants peuvent reconnaître les insurgés comme belligérants avant de les reconnaître comme formant un Etat.

Le peuple tchécoslovaque ne pouvait agir librement; par conséquent tout Tchécoslovaque qui échappait à l'Autriche-Hongrie était délié, de tous ses engagements envers elle, parce qu'ils lui avaient été imposés par la force et que ceux qui les lui avaient imposés ne tenaient pas eux-mêmes les leurs, d'ailleurs librement acceptés, envers leur peuple.

Mais l'Autriche-Hongrie ne tint pas grand compte de la reconnaissance de la Nation tchécoslovaque par les Alliés, ainsi qu'il appert de la déclaration faite le 16 août par le Gouvernement autrichien, et elle continua à pendre les soldats tchécoslovaques; on ne pouvait s'attendre à autre chose de la part des Habsbourg.

C'est de cette façon que se créa la théorie de la reconnaissance de la nation. Cela signifiait que les Alliés n'entendaient pas admettre le programme tchécoslovaque tout entier; c'est-à-dire le droit historique de l'Etat tchèque. La France, dans sa déclaration du 29 juin, disait qu'elle s'appliquerait à faire prévaloir les justes aspirations des Tchécoslovaques dans les limites historiques de leurs provinces, mais on ne pouvait interpréter cette déclaration comme un engagement à soutenir les droits de l'Etat tchèque; les déclarations des autres Gouvernements alliés étaient encore moins nettes à ce sujet.

Si l'on avait admis la conception tchécoslovaque, d'ailleurs juste au fond et fondée en droit, puisque aucun acte légal de la Couronne ou du Parlement autrichien n'avait mis fin à cet Etat de Bohême, qui en 1526 s'était joint par une union personnelle à l'Autriche et à la Hongrie sous un Habsbourg, on aurait dû trouver superflue la reconnaissance comme belligérant ou comme nation. La Tchécoslovaquie aurait été considérée comme un Etat occupé par l'ennemi, comme l'était par exemple la Belgique ou la Serbie, mais il était difficile, sinon impossible, de reconnaître cette situation à un Etat qui existait uniquement en théorie, mais qui, en fait, et depuis trois siècles, était soumis à la domination étrangère.

L'Italie reconnaissait les Tchécoslovaques comme nation, mais en fait et implicitement elle les traitait en Etat puisqu'elle passait avec le Conseil National tchécoslovaque des conventions qui ne pouvaient être conclues qu'entre Etats. D'autre part, les Etats-Unis reconnurent les Tchécoslovaques comme belligérants, mais on ne saurait admettre cette conception, car les éléments constitutifs de cette qualité n'étaient pas réunis.

Ces déclarations reconnurent donc l'existence de la nation tchécoslovaque, possédant un Gouvernement de fait et une armée qui combattait avec celles de l'Entente. L'Italie, avant qu'on ne connût sa convention passée avec le C.N.T. déclarait le 3 octobre par la bouche de M. Orlando, président du Conseil, qu'elle n'avait pas besoin de faire de déclaration spéciale, étant donnée l'existence de cette convention. C'était pour dissiper tout malentendu à une époque

où l'Autriche-Hongrie et ses amis commençaient à exploiter le silence de l'Italie contre les Tchécoslovaques.

Le C. N. T. tirant les conséquences de la déclaration des Etats-Unie, de l'accord du 2 septembre passé avec l'Angleterre, de celui conclu avec la France le 28 du même mois et du discours de M. Orlando du 3 octobre reconnaissant le C. N. T. comme Gouvernement tchécoslovaque de fait, transmettait aux Gouvernements alliés, le 14 octobre, une note dans laquelle il leur annonçait la constitution dès le 26 Septembre du Gouvernement provisoire tchécoslovaque ayant fixé momentanément son siège à Paris. La présidence de ce Gouvernement et du Conseil, ainsi que le Ministère des Finances, étaient assumées par M. Masaryk. M. Beneš se chargeait du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, le portefeuille de la guerre était pris par le Général Štefánik. En même temps, cinq représentants diplomatiques étaient nommés dans les pays de l'Entente.

Cette constitution du Gouvernement provisoire tchécoslovaque se fondait non seulement sur les différentes déclarations des Alliés et sur les accords conclus avec eux, mais aussi sur la déclaration de M. Staněk, président de l'Union parlementaire tchèque faite au Reichsrat le 2 octobre, où il était dit que le C. N. T. de Paris était seul compétent pour traiter de la question tchécoslovaque. La déclaration où le député Zahradnik, le 9 octobre, annonçait que les Tchèques quittaient définitivement le Parlement de Vienne, en rompant à jamais tous les liens avec l'Autriche-Hongrie, marquait un pas de plus vers l'indépendance.

Ce Gouvernement provisoire fut officiellement reconnu par des lettres adressées le 15 octobre par le Gouvernement français, le 23 octobre par les Gouvernements serbe et anglais et le 24 par le Gouvernement italien. Au moment où les Empires centraux offraient la paix afin d'empêcher le démembrement de l'Autriche-Hongrie et en vue de mettre fin à l'avance des Alliés, ce Gouvernement provisoire déclarait, le 18 octobre, la nation tchécoslovaque indépendante, parce qu'une simple autonomie ou une fédération d'Etats sous le sceptre des Habsbourg, comme ceux-ci le désiraient, n'avait plus aucune raison d'être. La Bohême avait appelé par élection les Habsbourg au trône, et en vertu du même droit, elle les déposait, parce qu'ils s'étaient montrés indignes de gouverner la nation tchécoslovaque. Dans sa note, le Gouvernement provisoire exposait les grandes lignes qui devaient diriger la constitution de l'Etat tchécoslovaque. Ce devait être une République où régnerait une véritable démocratie.

Les événements se précipitèrent aussitôt après les propositions de paix austro-hongroises du 7 octobre. Le Gouvernement américain répondit le 18, qu'il ne peut plus les accepter parce que depuis les discours du Président Wilson, qui demandait l'autonomie pour les

différents peuples de la Monarchie, il avait reconnu les Tchécoslovaques comme belligérants et leur Conseil National comme un Gouvernement de fait; il appartenait aux peuples de disposer d'eux-mêmes.

Le 28 octobre, le Comte Andrassy répondit à la note américaine, et en accepta toutes les conditions en vue d'entamer les pourparlers de paix. Le peuple tchécoslovaque était libre; à compter de ce jour commence l'existence de l'Etat tchécoslovaque. Nous en parlerons dans la deuxième partie.

LES SLOVAQUES ET LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE

Cette question est assez importante pour qu'on en parle avant de terminer l'exposition du mouvement d'affranchissement tchécoslovaque. Il est en effet utile de mettre en lumière les rapports entre ces deux branches de la même nation, parce qu'on en a tiré argument pendant la guerre, et on le fait encore aujourd'hui, contre l'unité tchécoslovaque. Ce sont les voisins et surtout les Magyars, qui s'appliquent volontiers à défigurer aux yeux de l'étranger cette question qui d'ailleurs ne les intéresserait guère s'ils ne nourrissaient des arrière-pensées de conquête et d'hégémonie sur les nationalités qui viennent de se soustraire à leur domination.

Les Slovaques étaient séparés politiquement et administrativement des Tchèques; ce fut là ce qui troubla jusqu'à un certain point l'harmonie entre ces deux branches d'une même nation. L'atmosphère politique différente orientait d'instinct les premiers vers les Slaves d'Orient, tandis que les seconds durent compter tout d'abord sur leurs propres forces, sans que la question de langue jouât un rôle quelconque dans cette différenciation. Il n'y a pas autant de différence entre le slovaque et le tchèque, qu'il en a entre les divers dialectes de la France ou ceux de l'Allemagne, mais dans ces derniers pays, à côté de l'unité politique, il y a aussi le sentiment d'appartenir à la même nation; c'est ce qui manquait partiellement aux Slovaques et aux Tchèques. Cette séparation politique diminua le sentiment de l'unité nationale et empêcha qu'on ne le cultivât. La myopie des chefs politiques, à quelques exceptions près, ne leur permit pas de voir l'importance pratique qu'il comportait. D'un autre côté, on chercha au contraire à creuser le plus possible le fossé qui séparait les deux peuples. C'est ainsi qu'on créa de toutes pièces, vers le milieu du XIX^e siècle, une langue littéraire slovaque, évidemment dans un but politique. On pensait qu'en abandonnant le tchèque littéraire on dissiperait les inquiétudes éveillées chez les Magyars par les rapports entre Tchèques et Slovaques. L'histoire a prouvé le contraire. Non seulement les Magyars ne se départirent pas de leur politique d'oppression envers les Slovaques, mais, au contraire, firent tous leurs efforts pour les anéantir.

Les Slovaques ne réussirent pas à maintenir leur programme politique; en 1848, ils demandaient encore la fédéralisation de la Hongrie, une Hongrie qui serait composée des divers groupes nationaux possédant chacun leur administration et leur diète particulières. En 1861,

on se contentait de demander le groupement des comitats slovaques en une région administrative où le slovaque serait la langue de l'administration. La loi des nationalités de 1868, d'ailleurs complètement insuffisante, aurait pu assurer la collaboration des Slovaques avec les Magyars si on l'avait appliquée impartialement et justement. Dans les dernières années avant la guerre il n'y avait même plus de programme. On attendait un miracle qui sauverait la nation prête à descendre dans le tombeau qui avait été creusé pour elle par les Magyars.

C'est dans cette situation que la guerre trouva les Slovaques. Heureusement, le sentiment de ne faire qu'une seule nation avec les Tchèques se réveilla tout d'un coup, et d'instinct ils se mirent à travailler en commun. De même que les Tchèques, les Slovaques désertèrent des rangs de l'armée autrichienne. Ils s'organisèrent avec eux et on ne se servit plus que du terme de »tchécoslovaque«, rarement employé auparavant. Ainsi au moment critique, les deux branches de la nation s'unissaient pour combattre l'ennemi commun, les Allemands et les Magyars.

La part prise par les Slovaques dans la lutte contre la Double Monarchie fut en proportion de leurs puissance et de leur nombre. A l'étranger, la révolution fut en grande partie dirigée par des Slovaques. MM. Štefánik, vice-président du Conseil National Tchécoslovaque, Osuský, actuellement ministre de Tchécoslovaquie à Paris et même M. Masaryk, Président du C. N. T. étaient des Slovaques. En ce qui concerne l'armée tchécoslovaque, les Slovaques n'y manquaient pas non plus. On sait le grand nombre de ceux qui, établis aux Etats-Unie, entrèrent dans l'armée de cette Puissance dès qu'elle eut déclaré la guerre à l'Allemagne. De tous les Tchécoslovaques ce sont eux qui accusaient la plus forte proportion dans cette armée. Après la constitution de l'armée tchécoslovaque en France, le même fait se produisit. De même, on sait de quelle façon ils soutenaient financièrement toute l'action révolutionnaire. C'est à remarquer, car cela montre le grand nombre de Slovaques établis en Amérique. Ils constituaient environ un tiers de tous les Slovaques. Comme le peuple resté dans le pays ne pouvait exprimer encore librement ses sentiments et sa volonté de se détacher de la Hongrie, ce furent eux qui conclurent une entente avec les Tchèques, comme on le verra plus loin, à l'effet d'établir les principes qui régleraient la future vie commune.

A l'intérieur, les Slovaques sabotèrent la guerre par tous les moyens, mais politiquement leur position était très difficile. Les deux millions de Slovaques étaient représentés au Parlement hongrois par deux députés, encore ceux-ci ne pouvaient-ils même pas parler dans ce soit disant Parlement. D'ailleurs, les Magyars ne voulaient reconnaître en Hongrie aucune nationalité ethnique, excepté la magyare. L'Administration, la Justice, les Ecoles, etc. étaient dans les mains

d'agents de magyarisation. Dans cette situation, les Slovaques ne pouvaient avoir recours qu'à la résistance passive, et encore sur un terrain bien restreint. Mais de là on ne peut conclure, comme le fait M. Johannet, (Principe des Nationalités, Paris 1918, préface page 43), que les Slovaques manifestent vis-à-vis de l'empire tchèque des sentiments un peu sécessionnaires. — Il a tiré cette conclusion d'une note signée par Samuel Mudroň et Matuš Dula, mais qui était un faux magyar.

Il importait aux Magyars, après la note des Alliés du 10 janvier 1917 et les déclarations des députés tchèques au Reichsrat en mai 1917, de faire désapprouver ces tendances vers l'unité, mais les Slovaques gardèrent le silence; ils ne voulaient pas charger leur conscience d'un tel acte. Alors les Magyars publièrent une prétendue protestation des Slovaques contre leur union avec les Tchèques. La première signature qu'elle portait, S. Mudroň, était sensée provenir d'une personne qui n'avait jamais existé en Slovaquie, quant à la seconde, celle de Matuš Dula, le prétendu signataire protesta immédiatement, disant qu'il n'était pas autorisé à parler au nom des Slovaques et que, même s'il l'était, il ne pourrait le faire en ce sens. A cette occasion qu'il soit permis de faire remarquer la façon, dont agissaient et agissent encore les Magyars pour réaliser leurs buts de domination. Les Slovaques manifestèrent publiquement leur ferme intention de s'unir avec les Tchèques et cela à deux reprises. A Lipt. S. Nicolas, pendant le mois de mai 1918, et cela et à Prague à l'occasion du cinquantième anniversaire du théâtre national.

En dehors des raisons d'ordre sentimental, il y avait aussi des raisons politiques et économiques qui parlaient en faveur de l'union des Tchécoslovaques. Dans la situation créée par les premières années de la guerre, il était impossible de parler de la question slovaque: on connaissait à peine les Tchèques, mais on ne savait rien des Slovaques. En unissant ces deux questions qui, au fond, n'en font qu'une, il y avait beaucoup plus de chances d'aboutir à des résultats positifs, car les efforts séparés auraient amené un échec. Économiquement la Slovaquie est très importante. Ses richesses naturelles sont inépuisables, mais les capitaux qui lui manquent, les Tchèques peuvent les fournir. La position du pays est très avantageuse: c'est à travers la Slovaquie que les pays tchèques peuvent faire commerce avec l'Orient.

II

SITUATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE D'APRÈS LES TRAITÉS DE PAIX

LA PRISE DU POUVOIR PAR LES TCHÉCOSLOVAQUES

La dissolution de la Monarchie. — La déclaration de Genève. — La révolution du 28 octobre. — La déclaration slovaque du 30 octobre. — Portée de ces déclarations. — Constitution provisoire du 13 novembre. — L'assemblée révolutionnaire. — La Tchécoslovaquie à la Conférence de la Paix.

La deuxième quinzaine d'octobre 1918 vit l'agonie et la fin de la Monarchie des Habsbourg. Celle-ci n'avait plus le courage ni la force d'opposer la moindre résistance aux efforts des nationalités qui voulaient se constituer en Etats indépendants. Les délégués du Conseil National de Prague, organisme qui remplissait en quelque sorte les fonctions de Gouvernement provisoire à l'intérieur du pays, accompagnés d'un certain nombre de députés tchécoslovaques, se rendirent, fin octobre, à Genève pour y rencontrer M. Beneš, ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement provisoire de Paris. Il s'agissait, pour les représentants des deux Gouvernements provisoires, de se mettre d'accord sur les conditions dans lesquelles on assumerait le pouvoir effectif dans le pays, puisque celui-ci était encore entre les mains des agents du Gouvernement de Vienne. Il fallait examiner différentes questions relatives à l'administration, à la législation, à l'organisation économique et financière, qui devaient se présenter fatalement dans cette période de transition.

Après avoir constaté l'accord complet sur toutes ces questions, la délégation de Prague fit publier, le 31 octobre 1918, une déclaration dans laquelle elle exprimait la reconnaissance et la gratitude de la nation tchécoslovaque à tous ceux qui avaient travaillé à la réalisation de son indépendance.

» Nous rappelant une fois de plus, y est-il dit, les grandes manifestations de la volonté du peuple tchécoslovaque du 6 janvier 1918 et le serment solennel du 13 avril 1918, où le peuple témoigna d'une manière claire et précise, sa décision définitive de se constituer en un Etat indépendant, absolument souverain dans les limites historiques de ses pays (Bohême, Moravie et Silésie autrichienne unies à la Slovaquie), nous approuvons intégralement la politique et toute l'action militaire et diplomatique du Conseil National tchécoslovaque transformé en Gouvernement provisoire des Pays tchécoslovaques, siégeant actuellement à Paris, ainsi que tous les engagements pris

par lui, au nom de notre nation, vis-à-vis des Etats alliés et associés. Nous lui exprimons en même temps toute notre reconnaissance pour les grands services qu'il a rendus à la nation.

Nous déclarons, en outre, que la nation tchécoslovaque est décidée à défendre par tous les moyens ce programme et qu'elle a définitivement rompu les liens avec Vienne et avec Budapest. Elle ne cessera pas la lutte avant d'avoir reconquis intégralement la liberté pour ses quatre pays historiques.

La paix qui n'assurerait pas la réalisation de ce programme ne serait pas durable, car la nation tchécoslovaque est unanime, dans ce cas, à poursuivre la lutte à outrance pour se délivrer du joug austro-hongrois et l'Europe entière se trouverait alors constamment menacée du même danger qui a fait se déchaîner la guerre et les bouleversements actuels.

Les représentants de la nation tchécoslovaque déclarent, en outre, d'une manière absolument catégorique, qu'aucun lien n'existe et n'existera plus jamais entre la nation et la dynastie des Habsbourg.

La Conférence de la Paix, qui aura à constituer un nouveau régime politique, et cela dans le monde entier, donnera l'occasion à la nation tchécoslovaque d'aider à élaborer dans l'Europe centrale, en parfaite harmonie avec les nations alliées et associées qui ont tant collaboré à la libération de notre peuple, le régime politique qui assurera une paix juste et durable à l'Europe entière. Notre nation restera à jamais reconnaissante à tous les Etats alliés et associés.

Pouvant enfin, après quatre années d'une guerre terrible, passer quelques instants sur le territoire d'un pays neutre, et en contact plus direct avec les Etats dont la nation tchécoslovaque est aujourd'hui l'alliée, les députés tchécoslovaques et les délégués du Conseil National de Prague font connaître cette décision solennelle à tous les pays alliés et au Gouvernement des Etats-Unis, invoquant le grand principe de la justice et de la démocratie moderne qu'est le droit des peuples de disposer de leur propre sort, et attirent leur attention sur la nécessité absolue de constituer un régime politique nouveau dans l'Europe centrale pour empêcher à tout jamais les Allemands et les Magyars de recommencer leur politique ancienne, qui a déchaîné sur l'Europe la catastrophe actuelle.»

La déclaration est d'une importance de premier ordre: les représentants de la nation entière y approuvent intégralement et publiquement la politique, ainsi que l'action militaire et diplomatique du C. N. T. devenu Gouvernement provisoire; ils assument la responsabilité de tout engagement contracté au nom de la nation, vis-à-vis des Alliés. Ainsi se présente aux Alliés, qui ont avancé les sommes nécessaires à l'entretien de l'armée tchécoslovaque, leur véritable débiteur, la nation. Puis ces mêmes représentants déclarent que les

Habsbourg sont à jamais déchus de leur souveraineté sur la nation tchécoslovaque.

Mais pendant que les délégués se trouvaient à Genève, la note des Etats-Unis était acceptée le 28 octobre par l'Autriche-Hongrie. Par conséquent, les représentants du Conseil National restés à Prague ne pouvaient attendre l'arrivée de la délégation, ils devaient agir immédiatement et sans retard. Les droits de la nation tchécoslovaque à l'indépendance étant reconnus par la note d'Andrassy, il s'agissait de les réaliser dans la pratique. C'est à quoi se décidèrent les représentants du Conseil National de Prague. La révolution se produisit ce même jour, d'ailleurs sans effusion de sang, et le pouvoir passa immédiatement aux mains du Conseil National. Prague ainsi que les autres centres politiques et administratifs se soumirent à lui sans aucune difficulté; ce fut lui qui prit également la direction de la force armée. Les régiments allemands et magyars, qui depuis le commencement de la guerre occupaient et surveillaient les pays tchécoslovaques, durent les quitter.

Ainsi le peuple tchécoslovaque recommença à se gouverner lui-même comme l'avait prévu Comenius trois siècles auparavant.

Le Conseil National publia, encore ce même jour, une proclamation au peuple, lui annonçant la constitution de l'Etat indépendant, lui recommandant de conserver le calme et d'obéir aux ordres du Conseil. En outre, il publia un décret-loi adressé à tous les fonctionnaires publics, indiquant que la forme de l'Etat tchécoslovaque serait déterminée par l'Assemblée nationale; d'accord avec le C. N. T. de Paris. Pour le moment, le Conseil National, organe de la volonté unanime de la nation, exercerait la souveraineté; toutes les lois et décrets resteraient provisoirement en vigueur; tous les fonctionnaires continuant à exercer leurs fonctions d'après les lois et décrets existants, étaient soumis au Conseil National.

Cette ordonnance entra en vigueur le jour même, et le Conseil National, ou plus exactement, le Gouvernement provisoire devait la faire exécuter.

Les représentants des partis politiques slovaques se constituèrent en Conseil National slovaque et, réunis le 30 octobre à Saint-Martin-de-Turiec, ils déclarèrent qu'ils déniaient au Gouvernement hongrois le droit de parler au nom des Slovaques; ils deniaient également ce droit aux assemblées représentatives ou populaires qui pourraient se réunir. Le Conseil national seul pouvait parler au nom du peuple slovaque.

Ce Conseil de la nation tchécoslovaque sur le territoire hongrois déclarait en outre que les Slovaques faisaient linguistiquement et historiquement partie de la nation tchécoslovaque unique; que les Slovaques avaient pris part à toutes les luttes intellectuelles livrées par la nation tchèque qui l'avaient fait connaître à travers le monde. Ils réclamaient par conséquent pour cette nation tchécoslovaque

le droit de disposer d'elle-même en pleine indépendance et exigeaient que la paix fût immédiatement conclue conformément à ce principe.

Cette façon de se constituer en Etat indépendant, cette révolution du peuple tchécoslovaque tout entier, exerça une grande influence sur les questions à l'ordre du jour.

Cette révolution signifiait tout d'abord qu'il n'y avait plus de Monarchie, qu'elle cessait d'exister en droit public international (au moins dans sa forme actuelle) et que les Alliés ne pourraient plus négocier avec les Habsbourg en tant que représentants de la Monarchie. Les Tchécoslovaques, de ce fait, anéantirent toutes les possibilités de compromis auxquelles les Habsbourg auraient voulu arriver au dernier moment. Eux-mêmes devaient prendre leur place dans toutes les négociations avec les Alliés, au moins en ce qui touchait l'Etat tchécoslovaque. Cette partie de territoire de l'Autriche-Hongrie devenait pays allié de l'Entente.

Cela signifiait encore que les Alliés devaient maintenir toutes les déclarations qu'ils avaient faites en faveur des Tchécoslovaques; qu'ils ne pourraient plus agir sans tenir compte de leurs engagements. La non réunion du 2^e Congrès des nationalités opprimées, à Paris, indiquait en effet que les Alliés avaient l'intention d'agir librement dans les négociations ouvertes déjà avec la Bulgarie, la Turquie et l'Autriche-Hongrie, et dans celles qui commençaient avec l'Allemagne.

Cela voulait dire, en troisième lieu, que les Slovaques, profitant de la première occasion, se détachaient de la Hongrie et réalisaient l'unité politique de la Nation tchécoslovaque. Ainsi l'armistice conclu entre les Magyars et le général Franchet d'Esperey ne pouvait plus être relatif à la Slovaquie comme le désiraient les Magyars. La déclaration slovaque servait en même temps de réponse au télégramme de salutation lancé par le Conseil national magyar le 29 octobre; elle disait nettement qu'il ne pouvait plus y avoir, entre la Slovaquie et la Hongrie, que des relations d'ordre international.

Enfin, l'armistice conclu entre les Alliés et la Monarchie était mal fondé parce que celle-ci avait cessé d'exister. La constitution du Gouvernement provisoire tchécoslovaque à Paris, et la prise du pouvoir à l'intérieur du pays, devaient fatalement mettre fin à la Monarchie des Habsbourg. Il est vrai que les armées alliées pouvaient, d'après les conditions de l'armistice occuper tous les points stratégiques de l'Autriche-Hongrie, mais il n'y était point parlé des Tchécoslovaques ni de la Tchécoslovaquie. Sans doute on pouvait considérer cette dernière comme point stratégique très important; on pouvait la faire occuper par l'armée tchécoslovaque alliée de l'Entente, ce qui d'ailleurs fut fait, mais cela ne pouvait atténuer l'insuffisance, la faiblesse des conditions de l'armistice, qui auraient dû tenir compte non seulement de la situation de fait, créée le 28 octobre, mais aussi de la situation juridique créée par la recon-

naissance de la nation et du Gouvernement tchécoslovaques par tous les Alliés et Associés.

Cette situation fut beaucoup améliorée par la présence de M. Beněš aux conférences interalliées tenues à Versailles dans les premiers jours de novembre, et qui s'occupèrent précisément des différends armistices. En second lieu, c'était très important, parce que pour la première fois la Tchécoslovaquie participait, aux côtés des Alliés, aux conférences qui commençaient à décider des résultats de la guerre.

Le décret-loi du 28 octobre fit ressortir la grande autorité dont jouissait le C. N. T. de Paris, puisqu'il était mis sur le même pied que l'assemblée qui devait décider de la forme de l'Etat tchécoslovaque.

Au retour de la délégation, revenant de Genève, il se constitua à Prague un Gouvernement de concentration nationale; M. Kramář se chargea de la Présidence du Conseil, tandis que M. Beněš conservait le portefeuille des Affaires Etrangères.

Le Conseil National représentant la nation, ou plus exactement les partis politiques, s'élargit après la constitution provisoire du 13 novembre 1918 et se constitua en Assemblée nationale. Les partis politiques y étaient représentés proportionnellement à leur force numérique, telle qu'elle s'était manifestée en 1911 aux élections du Reichsrat. C'étaient les Comités exécutifs des partis qui avaient nommé leurs représentants à l'assemblée. Etant donné que ces Comités étaient élus directement par les membres organisés, cette assemblée avait été élue à deux degrés et indirectement. Mais les nationalités ethniques, les Allemands et les Magyars, ne voulaient pas y envoyer de représentants; par conséquent cette assemblée constituante se composait uniquement de Tchécoslovaques.

Elle se réunit pour la première fois le 14 novembre 1918. M. Kramář, président du Conseil des Ministres, en sa qualité de Président du Conseil National, c'est-à-dire d'organe suprême de l'Etat tchécoslovaque, désormais souverain, dut assumer la présidence de cette séance historique.

Dans son discours d'inauguration, il proclama, que »tous les liens qui nous rattachaient à la dynastie des Habsbourg-Lorraine sont rompus; les traités de 1526 et la Pragmatique sanction n'existent plus. La dynastie des Habsbourg-Lorraine a perdu tous ses droits au trône de Bohême et nous déclarons que notre Etat tchécoslovaque devient une République libre.« C'est ainsi que fut fixée la forme de l'Etat tchécoslovaque. En même temps, on procéda à l'élection du premier Président de la République; M. Masaryk, chef de la révolution et jouissant dans le pays d'une autorité incontestée, fut élu à l'unanimité. Le Gouvernement jusque-là provisoire, devient définitif et les fonctions du Conseil National cessent à ce moment.

M. Kramář invita les Allemands dans ce même discours à collaborer dans le nouvel Etat: »Notre ferme volonté dit-il, est que la République tchécoslovaque soit un pays de vraie liberté où personne ne soit opprimé ni politiquement, ni socialement, ni nationalement. Fidèles à notre passé et à nos traditions démocratiques, nous ne voulons nullement opprimer nos compatriotes allemands ni au point de vue de la culture générale, ni au point de vue de la langue, à condition naturellement qu'ils reconnaissent loyalement notre Etat. Nous tenons fermement à ce que l'union des pays tchécoslovaques, sanctionnée par une histoire plusieurs fois séculaire reste inviolable. Nous n'abandonnerons à aucun prix notre union avec nos frères Slovaques qui forment avec nous une même nation.»

Cependant les Allemands ne voulurent pas comprendre la leçon que leur donnaient les événements, ils cherchèrent même par endroits, à s'opposer à main armée à la souveraineté tchécoslovaque qui dut être rétablie par les armes dans certaines régions qu'ils habitaient. C'est ce qui se produisit également en Slovaquie, pays que les Magyars refusèrent d'évacuer. Dans cette partie de la Tchécoslovaquie, la lutte se prolongea, avec des périodes de répit plus ou moins longues, jusqu'en juin 1919. Il fallut y combattre le nationalisme magyar, agissant d'abord à visage découvert, puis sous les traits du bolchevisme. Les Alliés Associés, par la note du 21 juin 1919, établirent une ligne de démarcation provisoire entre les deux Etats et mirent ainsi fin à la lutte.

Après la défaite de l'Allemagne et l'armistice du 11 novembre 1918, la Conférence de la Paix se réunit en janvier 1919 à Paris. Peut-être aurait-il été plus convenable de l'appeler »Congrès de la Paix«, puisque les problèmes les plus importants, concernant le monde entier, y ont trouvé une solution.

La Tchécoslovaquie y fut représentée par MM. Kramář, Président du Conseil; Beneš, Ministre des Affaires Etrangères; puis par M. Osuský, ministre à Londres.

La Conférence élaborà plusieurs traités de paix qui furent signés: le 28 juin 1919 à Versailles; le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye; le 4 juin 1920 à Trianon; le 27 novembre 1919 à Neuilly-sur-Seine, et le 10 août 1920 à Sèvres. Les trois premiers consacrent l'existence de la Tchécoslovaquie; le dernier n'a pas été ratifié.

LA CONSTITUTION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE AU POINT DE VUE JURIDIQUE

Les Traités de Paix. — Le territoire de la Tchécoslovaquie. — La population. — Les engagements internationaux de la Monarchie. — La reconnaissance de la Tchécoslovaquie par les anciens ennemis. — La décision de la Commission des Réparations.

La Tchécoslovaquie existait non seulement en fait, mais aussi en droit depuis le 28 octobre 1918; les Traités de Paix ne venaient que constater cette existence. Il est dit en effet, dans l'article 81 du traité avec l'Allemagne: »L'Allemagne reconnaît, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées et associées, la complète indépendance de l'Etat tchécoslovaque, qui comprendra le territoire autonome des Ruthènes au sud des Carpathes.« D'ailleurs les articles 53 du traité avec l'Autriche et 48 de celui avec la Hongrie sont identiques.

Les anciens ennemis sont obligés de reconnaître, eux aussi, l'existence de la Tchécoslovaquie; ils sont obligé de suivre l'exemple des Alliés; ces reconnaissances sont purement déclaratives; elles ne peuvent pas être attributives de droits; ce n'est qu'une simple apposition de signatures à des actes depuis longtemps approuvés par les Alliés et Associés.

Les frontières du territoire tchécoslovaque ont été fixées par les traités avec l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie; le sort de la Silésie de Těšín, du Spiš et d'Orava, devait être décidé par un plébiscite, mais en fin de compte, la question a été résolue à titre de compromis par la Conférence des Ambassadeurs qui, en juillet 1920, a partagé ce territoire entre la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les frontières avec la Roumanie et la Galicie ont été fixées par la Convention de Sèvres, conclue le 10 août 1920 (elle n'est pas encore ratifiée) entre les Alliés et Associés, d'une part, et les intéressés de l'autre.

La superficie de la République tchécoslovaque est de 140.000 kil. carr. En principe, l'ancienne frontière de l'Autriche avec l'Allemagne a été maintenue. Seul, le petit territoire de Hlučín a été rattaché à la Tchécoslovaquie. En cas de plébiscite favorable à la Pologne en Haute-Silésie, le pays de Hlubčice devait être, lui aussi, rattaché à la Tchécoslovaquie, mais, comme on le sait, cette condition ne s'est pas réalisée. Du côté de l'Autriche, le petit territoire de Vitoraz avec la gare de Gmund et celui de Valčice ont été englobés dans ses frontières. La frontière tchécoslovaque avec la Hongrie a été

tracée par le traité de Trianon. Une Commission devait en fixer sur place les détails. La lettre de M. Millerand en date du 6 mai 1920 vint réveiller de grandes espérances dans le coeur des Magyars, mais celles-ci étaient irréalisables. On ne pouvait s'écarter des principes posés par le traité.

La population de la République tchécoslovaque, d'après le recensement de 1921, est de 13,366.080 habitants, dont 8,759.186 Tchécoslovaques, 3,122.390 Allemands, 745.935 Magyars, 459.346 Ruthènes, 75.656 Polonais, 180.332 Juifs et 23.235 habitants d'autre nationalité. La Tchécoslovaquie n'est donc pas homogène en ce qui concerne la race ou la nationalité ethnique. Il a fallu, en la formant, tenir compte de certaines conditions sans lesquelles cet Etat n'aurait pu que difficilement subsister.

On voit par ce qui précède que les buts de guerre, exprimés dans les divers actes rédigés par les Alliés et Associés, notamment la reconnaissance aux peuples du droit de disposer d'eux-mêmes, ont été réalisés, mais en même temps on remarque que ce dernier principe, érigé en loi, n'est pas d'une application absolue. Il est en effet inadmissible qu'on puisse l'interpréter de telle sorte que chaque unité nationale si petite qu'elle soit, ait la faculté de décider si elle appartiendra à tel ou tel Etat. Ce principe signifie qu'il doit être donné à chaque nation la possibilité de développer, indépendamment des autres, sa propre vie nationale. Pour cela la nation doit posséder un territoire assez étendu dont les frontières ne sont pas nécessairement identiques avec ses frontières ethnographiques. Il faut prendre l'histoire en considération et ces deux notions doivent être complétées par les exigences résultant des nécessités économiques et intellectuelles. Sans un juste équilibre entre ces différents points de vue, il ne saurait y avoir de vie politique indépendante, car un Etat qui aurait été établi sans en tenir compte ne pourrait conserver sa souveraineté complète.

Ce furent les raisons pour lesquelles la délégation tchécoslovaque à la Conférence de la Paix revendiqua les anciennes frontières du royaume de Bohême; ce pays constitue une unité économique, et n'importe quelle partie de ce territoire, séparée du reste par des barrières douanières ne pourrait vivre que dans des conditions extrêmement difficiles. Toutes les raisons de la délégation tchécoslovaque ont été admises par la Conférence, parce qu'on ne pouvait pas, en donnant la vie à la Tchécoslovaquie, lui retirer ses moyens d'existence. C'est pour ces mêmes raisons qu'on a inséré dans les traités des clauses lui réservant un facile accès à la mer. La Tchécoslovaquie étant un Etat continental, pourrait difficilement exporter ou importer sans avoir la voie ouverte sur les mers.

Après avoir dit que la Tchécoslovaquie existait comme Etat depuis le 28 octobre 1918 et que ses frontières étaient fixées par les différents traités, il convient maintenant de parler de sa situation en ce

qui concerne les engagements internationaux de l'ancienne Monarchie d'une part et ceux des Etats issus de cette Monarchie de l'autre.

D'après la théorie civiliste, il faudrait appliquer au droit international les règles du droit civil par conséquent, le nouvel Etat, issu d'un autre Etat se chargerait de toutes les obligations de celui-ci. En cas de disparition partielle d'un Etat, l'Etat nouveau devrait supporter la charge des obligations de l'ancien, desquelles il aurait profité. Mais cela n'est pas acceptable; ce nouvel Etat n'est pas, en effet, le continuateur de l'ancien, comme l'héritier est celui du défunt. Les éléments constitutifs de l'Etat subsistent, seule la souveraineté sur ces éléments est transférée de l'ancien au nouvel Etat, mais cette souveraineté n'est pas cédée. En droit civil, le défunt cède ses droits à l'héritier, mais en droit international on ne peut que renoncer à la souveraineté, celle-ci ne se cède pas. Il n'y a pas de continuation d'une personne à une autre. Le nouvel Etat est une personne complètement différente de l'ancien; il n'a pas à supporter les engagements internationaux de ce dernier. Les engagements internationaux disparaissent avec l'Etat si sa disparition est totale; en cas de disparition partielle, ils cessent de s'appliquer à la partie détachée. Tel était le cas de l'annexion du Hanovre par la Prusse, tous les traités passés par le Hanovre furent annulés. De même, après l'unification de l'Italie, seuls les traités du royaume de Sardaigne ont continué à exister, mais ils se sont appliqués à tout le territoire de l'Italie. Le cas de l'Alsace-Lorraine en 1871 et en 1919 est analogue.

C'est pour cette raison que la Tchécoslovaquie s'engage, par l'article 20 de la convention conclue à Saint-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919, à adhérer à un certain nombre de conventions internationales (Union postale, convention télégraphique, chemins de fer, interdiction du travail de nuit pour les femmes, convention sanitaire, etc.).

A côté de ces conventions, il y a des charges fiscales; le nouvel Etat se trouve-t-il libéré de celles-ci? Il semble que ces charges devraient disparaître, parce que la personnalité juridique du contractant disparaît, au moins pour le territoire de l'Etat tchécoslovaque, et il n'y a pas de succession en droit international. Mais il se peut que la population et le territoire ait profité de ces charges, et les Etats existants n'admettent pas qu'un nouvel Etat s'enrichisse au détriment des anciens. Il en résulte que le nouvel Etat assume ces charges fiscales.

La Tchécoslovaquie devait ainsi assumer une partie de la dette austro-hongroise d'avant la guerre, mais en ce qui concerne la dette de guerre, on lui a laissé les mains libres; elle rémunérera ceux de ses ressortissants qui ont prêté à l'Autriche-Hongrie comme elle l'entendra. Ce sont surtout les citoyens tchécoslovaques de nationalité alle-

mande qui se trouvent atteints de ce fait, parce que ce sont eux qui avaient financé très largement la guerre. La Tchécoslovaquie voulait rémunérer ces emprunts jusqu'à concurrence de 75 % de leur montant, mais à la condition que les bénéficiaires prêtassent cette somme à l'Etat tchécoslovaque. L'accord entre les intéressés et l'Etat n'ayant pu s'établir, la question reste encore en suspens.

D'autre part, la Tchécoslovaquie étant l'alliée de l'Entente, on ne pouvait la forcer de payer les réparations dues à cette dernière; elle dut les payer tout de même, mais sous un nom déguisé. Il fut conclu, en effet, le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye, entre les Alliés et Associés d'une part, et la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie de l'autre, un arrangement par lequel ces derniers Etats s'engagent à verser à titre de contribution aux charges et dépenses qu'a entraînées leur libération, une somme totale de 1.500.000.000 francs or, soit pour la Tchécoslovaquie une contribution qui ne doit pas dépasser 750 millions de frcs or. C'est à la Commission des Réparations que ce montant doit être versé par les Etats susmentionnés.

Maintenant, il faut aborder la question de la situation de la Tchécoslovaquie vis-à-vis des anciens ennemis, surtout de l'Autriche-Hongrie. Il est incontestable que la Tchécoslovaquie existe en droit depuis le 28 octobre 1918. D'ailleurs la Commission des Réparations vient de se prononcer dans ce sens. Mais il s'agit de savoir quelle était la situation de la Tchécoslovaquie à l'égard de l'Autriche et de la Hongrie pendant le temps écoulé entre le 28 octobre 1918 et la signature des traités de paix, ou plus exactement leur mise en vigueur.

Tout d'abord, il faut constater que l'ancienne Autriche et la Hongrie subsistent; ce qui a disparu, c'est l'union réelle entre ces deux Etats, c'est la Monarchie des Habsbourg. Ils sont désormais complètement indépendants l'un de l'autre; seulement leur superficie territoriale est bien moins grande qu'elle ne l'était avant la fin de la guerre. Les articles 27 des traités de Saint-Germain et de Trianon sont très nets sur ce point; il y est dit: »Les frontières de l'Autriche (ou de la Hongrie), seront fixées comme il suit« (suivent les énumérations). Il en résulte que ces deux Etats renoncent à une certaine partie de leurs territoires respectifs, mais ils continuent à exister. Par conséquent, juridiquement, il n'est pas exact de dire des Etats dont la souveraineté a été établie ou étendue sur le territoire de l'ancienne Monarchie, que ce sont des Etats successeurs, et cela pour deux raisons; d'abord parce qu'il n'y a pas de succession en droit international, ensuite parce que les noyaux de l'Autriche et de la Hongrie subsistent encore, bien que sous une autre forme et dans des conditions différentes.

Mais alors, à quelle époque les anciens ennemis ont-ils reconnu l'Etat tchécoslovaque? Expressément dans les traités de paix, mais

a côté de la reconnaissance expresse, il y a la reconnaissance tacite. Un Etat reconnaît tacitement un autre Etat, s'il noue avec lui des relations plus ou moins suivies.

Il est vrai qu'un Etat, duquel se détache une partie de son territoire, tend à le reconnaître le plus tard possible, comme on l'a vu dans le cas de la reconnaissance des Etats-Unis par l'Angleterre ou celui de la Belgique par la Hollande; mais ce ne pouvait être le cas de la Tchécoslovaquie. Les Etats de l'Europe centrale ne pouvaient attendre jusqu'à la signature des traités de paix; ils devaient entrer en relations dès le lendemain de l'armistice. Il s'était établi tant de frontières nouvelles qu'il fallait régler au moins provisoirement les rapports entre ces différents Etats, sans cela la vie n'aurait pas été possible. C'est ce qui s'est passé. Par conséquent, la Tchécoslovaquie a été reconnue avant la signature des traités, et cela non seulement par les Alliés et Associés, mais aussi par les anciens ennemis. Il est entendu qu'il n'y avait pas de représentations diplomatiques régulières, mais il y avait des missions spéciales qui, en fait, en tenaient lieu.

D'ailleurs l'idée qu'un Etat pourrait à son gré en reconnaître ou non un autre n'est pas admissible parce qu'elle est politique et non juridique. Un Etat, dit M. de Lapradelle, est un organisme aussi réel, aussi naturel qu'un individu; de même que le droit ne peut distinguer parmi les personnes celles auxquelles il reconnaît la qualité de sujet de droit et celles auxquelles il la conteste, de même il ne peut pas distinguer entre les Etats pour déterminer ceux auxquels cette qualité serait reconnue et ceux auxquels elle serait refusée. L'Etat a le droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique dès qu'il existe, au même titre que l'homme l'a à la sienne.

Dès qu'on se trouve en présence d'un organisme ayant les qualités requises pour l'existence d'un Etat, tous les autres Etats ont le devoir de le reconnaître. Ce n'est là que l'accomplissement de leur devoir pour tous, et non seulement pour quelques uns.

Ensuite ce que les grandes Puissances reconnaissent unanimement s'impose aux autres Etats. Et nous avons vu que dans le cas de la Tchécoslovaquie les grandes Puissances l'ont reconnu, même à différentes reprises.

D'après les articles 48 Trianon (et 53 St.-Germain), la Hongrie (l'Autriche) reconnaît, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées et associées, l'entière indépendance de l'Etat tchécoslovaque, mais il n'y est pas parlé de date.

On ne saurait admettre que l'Etat tchécoslovaque n'ait été reconnu comme tel que par les traités de paix. Il est certain que la Tchécoslovaquie existait avant les traités; qu'elle n'a pas été créée par eux, et il n'est pas moins sûr qu'elle existait même avant la conclusion des armistices. A ce moment, non seulement elle remplissait

toutes les conditions requises par le droit international pour exister en tant qu'Etat, mais son existence avait été juridiquement constatée.

Même la date du 28 octobre 1918, acceptée par la Commission des Réparations dans sa séance du 14 avril 1921, semble être très tardive. »La période pendant laquelle l'Etat tchécoslovaque était en belligérance — est-il dit dans cette décision — avec l'Allemagne, au sens de l'art. 232, sera considérée comme ayant commencé le 28 octobre 1918«.

Il est vrai que c'est ce jour-là que la révolution se produisit, mais comment expliquer le fait que le Conseil National tchécoslovaque conclut des conventions avec les Puissances alliées, par exemple le 21 avril et 30 juin 1918 avec l'Italie, le 3 septembre 1918 avec la Grande Bretagne ou le 28 septembre de la même année avec la France? Le Gouvernement provisoire tchécoslovaque s'était constitué le 26 septembre 1918 à Paris; les Gouvernements alliés et associés le reconnurent. De plus, ils agréèrent les représentants diplomatiques nommés par ce Gouvernement provisoire; les passeports délivrés par ces autorités tchécoslovaques étaient aussi reconnus comme étant pleinement valables.

L'exercice de pareilles fonctions est bien difficile à concevoir sans l'existence d'un Etat. Ces diverses reconnaissances n'étaient qu'une constatation de l'état existant de fait; elles ne pouvaient pas le créer. On ne pouvait parler de reconnaissance anticipée, comme on a voulu le faire plus tard, car il était impossible de devancer les événements. Puis, le fait que la Tchécoslovaquie était une Puissance alliée et belligérante, représentée aux Conférences internationales de Versailles, avant même la signature de l'armistice, n'est pas de moindre importance.

Mais la décision de la Commission des Réparations ne peut s'expliquer que par le fait qu'il était impossible d'assimiler la Tchécoslovaquie à la Pologne, laquelle ne fut reconnue par la France comme Etat que le 23 février 1919. La Pologne, dans le préambule du Traité de Versailles, conclu le 28 juin 1919 avec les Puissances alliées et associées, affirme que ce sont celles-ci qui par le succès de leurs armes, ont rendu à la nation polonaise l'indépendance dont elle avait été injustement privée. Par conséquent, l'indépendance de la Pologne est un résultat de l'heureuse issue de la guerre et elle ne lui est pas antérieure.

D'autre côté, et pour éviter l'application pratique de l'article 232 du traité de Versailles à la Tchécoslovaquie, la Commission des Réparations adoptait la date la plus rapprochée de la signature de l'armistice et c'était le 28 octobre.

Même l'adoption de cette date, si tardive qu'elle soit, est d'une très grande importance morale et même pratique, parce que les Alliés et Associés affirment par là que la Tchécoslovaquie était un Etat belligérant; qu'elle n'a pas été créée après l'heureuse issue

de la guerre, mais que c'est bien par l'importance et la grandeur de ses efforts qu'elle y est arrivée.

En ce qui concerne les anciens ennemis, ils sont entrés en relations avec la Tchécoslovaquie aussitôt après les armistices et par là même, l'ont reconnue. Dès le commencement des négociations de paix, ils durent la considérer comme une des parties contractantes, la protestation des Allemands contre la présence des représentants tchécoslovaques au moment de la vérification des pouvoirs ayant été déclarée non fondée.

C'est surtout avec la Hongrie qu'existent des difficultés, parce que cet Etat n'entend reconnaître la Tchécoslovaquie qu'à partir de la mise en vigueur du traité de Trianon; cette attitude de la Hongrie n'est pas fondée, puisque auparavant déjà, des relations avaient été nouées entre les deux Etats. Plus tard, pendant la première moitié de l'année 1919, au cours de la guerre qui éclata entre eux, ils se sont considérés comme tels. Cette guerre terminée et jusqu'à la mise en vigueur du traité, les relations continuèrent. Les deux Etats entretenaient leurs missions respectives à Prague et à Budapest. C'est grâce au fait que les Gouvernements tchécoslovaque et hongrois ne peuvent s'entendre sur le principe de la reconnaissance qu'ils ne peuvent aboutir à des résultats positifs et que les négociations entamées entre eux à plusieurs reprises ont presque toujours échoué. Certaines questions de droit international privé intéressant les deux Etats restent donc en suspens.

L'interprétation hongroise selon laquelle la Slovaquie et la Russie subcarpathique seraient des territoires occupés par les forces tchécoslovaques jusqu'à la mise en vigueur du traité de Trianon, est inacceptable pour la Tchécoslovaquie, parce que celle-ci détient ces territoires non seulement en fait, mais aussi en droit dès avant la conclusion des armistices.

Dans les articles 86 du Traité de Versailles et 57 de celui de Saint-Germain, la Tchécoslovaquie s'engage à conclure un traité avec les Puissances alliées et associées en vue de la protection des minorités qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion, mais il est très intéressant de remarquer que la Tchécoslovaquie n'a pris aucun engagement de la sorte envers la Hongrie dans le traité de Trianon.

C'est en exécution des dits articles que fut conclu le 10 septembre 1919 à Saint-Germain, le traité dit des minorités, entre la Tchécoslovaquie et les Alliés et Associés. D'après ce traité, la Tchécoslovaquie s'engage à accorder pleine et entière protection à tous ses ressortissants, sans distinction de nationalité; sont considérés comme tels, ceux qui ont l'indigénat (*pertinenz-heimatrecht*), vivant sur son territoire. Pourront opter, toutes les personnes âgées de 18 ans. L'option du mari entraîne celle de la femme, et celle des parents

celle des enfants agés de moins de 18 ans. Dans les douze mois, il faut transférer son domicile dans l'Etat pour lequel on a opté. Sont considérés comme nationaux tous les gens nés sur le territoire, même non résidants; dans un délai de deux ans, ils peuvent renoncer à la nationalité ainsi acquise. Tous les ressortissants, sans distinction de race, de religion ou de langue jouissent des droits civils et politiques et sont admis aux fonctions publiques. Devant les tribunaux, les facilités de langue leur sont accordées et, en matière d'enseignement public, on leur accordera un minimum nécessaire; on le prévoit sur le budget.

En second lieu, ce traité parle de la Russie subcarpathique, conformément aux articles 81, 53 et 48 du traité de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon. Une autonomie compatible avec l'unité tchécoslovaque sera assurée aux Ruthènes, au sud des Carpathes. Une Diète autonome sera créée; elle sera compétente en matière de langue, d'instruction, de religion, d'administration locale et sur les autres questions qui lui seront attribuées par les lois tchécoslovaques. Un Gouverneur, responsable devant la Diète, sera nommé par le Président de la République. Les fonctionnaires seront choisis autant que possible sur le territoire même. Les Ruthènes seront représentés au Parlement de Prague, mais ils ne pourront pas voter sur les questions attribuées à la Diète.

D'après l'article 14 du traité, toutes ces garanties sont d'ordre international, sous la protection de la Société des Nations. Les membres du Conseil de la Société peuvent signaler les cas de non accomplissement des engagements.

C'est la première fois que tous ces droits réunis se trouvent garantis internationalement. Dans le passé, c'étaient surtout les droits de la religion catholique qui se trouvaient protégés dans les pays d'Orient.

Le grand vice de toutes ces garanties, c'est que seuls les petits Etats ont été obligés d'y souscrire, tandis que les grands, c'est-à-dire précisément ceux qui se trouvent les plus aptes à opprimer les minorités, en sont déchargés. Une grande Puissance marque une tendance beaucoup plus accentuée à l'oppression que ne le fait un petit Etat, parce qu'elle a pour elle la force, or c'est habituellement celle-ci qui fait le droit. En second lieu, ce sont généralement les ressortissants de ces grands Etats qui poussent aux extrêmes cette protection dont ils ne sentent pas les charges.

LA CONSOLIDATION INTÉRIEURE DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La constitution du 29 février 1920. — La situation économique de la Tchécoslovaquie. — L'aide tchécoslovaque à l'Autriche. — Situation politique. — Son attitude envers les minorités. — Son action consolidatrice à l'extérieur.

Tandis que les négociations de paix se poursuivaient à Paris, la Tchécoslovaquie procédait à sa consolidation intérieure. Par le décret-loi du 28 octobre 1918, tous les liens juridiques qui la liaient à la Monarchie furent brisés, mais la plus grande partie des anciennes lois et décrets restèrent en vigueur; ils devinrent par conséquent partie intégrante de la législation tchécoslovaque; le Conseil National, organe suprême de la nation, l'ayant ainsi décidé.

D'après la constitution provisoire du 13 novembre 1918, complétée par les lois du 11 mars et du 23 mai 1919, le Conseil National se transforma en une assemblée nationale, comprenant 270 membres. Cette assemblée prépara et vota la constitution définitive du 29 février 1920.

Les Allemands surtout ont attaqué cette constitution, disant que l'assemblée n'était pas compétente pour la voter; qu'elle avait donc été octroyée. Mais, en réalité, il n'en est pas ainsi. L'assemblée, dite révolutionnaire, était compétente; son pouvoir émanant de l'organe suprême de la nation, du Conseil National, dépositaire de la souveraineté. Le fait qu'elle fut élue à deux degrés ne peut être une cause d'incompétence.

Cette assemblée était uniquement composée des représentants de la nation tchécoslovaque, les Allemands et les Magyars ayant refusé d'y envoyer les leurs. A ce point de vue, on pourrait dire que la constitution a donc bien été octroyée à ces derniers, mais c'est uniquement dû à leur abstention volontaire. Si les Allemands n'ont pas voulu reconnaître l'Etat tchécoslovaque, ce n'est pas une raison pour déclarer nulle une constitution votée par une assemblée régulièrement constituée.

L'Etat tchécoslovaque est, d'après cette constitution du 29 février 1920, une République démocratique ayant à sa tête un Président élu. C'est un Etat simple, unitaire, auquel vient s'adjoindre le territoire de la Russie subcarpathique autonome. La population de ce territoire ayant demandé à être incorporée à la Tchécoslovaquie, la Con-

férence de la Paix a donné suite à cette demande et les articles du traité du 10 septembre 1919 concernant ce pays ont été incorporées dans la constitution.

Le peuple est l'unique source de la puissance de l'Etat dans la République tchécoslovaque. Le Président est élu pour 7 ans par l'Assemblée nationale, dans une séance commune des deux Chambres; le pouvoir législatif est partagé entre la Chambre des députés et le Sénat. Ces deux assemblées sont élues au suffrage universel, direct au scrutin de liste, et au moyen de la représentation proportionnelle. La Chambre des députés est composée de 300 membres élus pour 6 ans, et le Sénat de 150, élus pour une période de 8 ans. Ont droit de vote à la Chambre, tous les citoyens âgés de 21 ans et au Sénat ceux qui ont atteint leur vingt-sixième année. Sont éligibles à la Chambre tous les citoyens âgés de 30 ans, et au Sénat ceux qui ont atteint l'âge de 45 ans. Les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes. Tous les électeurs sont tenus, sous peine de poursuites judiciaires, de participer aux élections.

On ne peut pas rayer des listes les noms des candidats. L'élection devient en quelque sorte impersonnelle, on vote pour tel ou tel programme, et la personne du candidat devient secondaire.

Le Gouvernement désigné par le Président de la République, est responsable devant la Chambre. Une proposition ou projet devient loi malgré l'opposition du Sénat, si la Chambre décide à la majorité absolue de la totalité de ses membres qu'elle maintient son premier vote.

Une commission permanente composée de 16 députés et de 8 sénateurs, élus au moyen de la représentation proportionnelle, contrôle les actes du pouvoir exécutif dans les intervalles entre les sessions ou en cas de dissolution de la Chambre ou de l'expiration de son mandat.

Une cour composée de 7 membres veille sur la constitutionnalité des lois.

La constitution pose aussi le principe de la réorganisation administrative de la République. Tout le territoire est divisé en 20 départements, »župa«, à la tête desquels se trouve le Župan, assisté d'un conseil élu pour 6 ans. Les départements sont divisés en districts, à la tête desquels se trouve un »náčelník« assisté d'une commission. Le principe de décentralisation s'affirme très nettement dans toute cette division administrative.

C'est en janvier 1923 que cette division entrera en vigueur, au moins dans la Slovaquie.

On voit par tout ce qui précède que la constitution tchécoslovaque, votée même en l'absence des minorités ethnographiques est très démocratique; elle assure à tous les citoyens des droits égaux, sans distinction de race, de religion ou de langue, de naissance ou de pro-

fession. Il n'est par conséquent pas exagéré de considérer la constitution tchécoslovaque comme une des plus libérales du monde.

Dès le mois d'avril 1920, on procéda aux élections des deux Chambres et les nationalités ethniques s'y firent représenter par 82 députés et 40 sénateurs.

En ce qui concerne sa situation financière, la Tchécoslovaquie améliora son change par l'estampillage, fin février 1919, des billets de la Banque d'Autriche-Hongrie se trouvant sur son territoire, et dont une partie fut retenue par l'Etat. Plus tard, les billets restés en circulation furent échangés contre les billets de l'Etat tchécoslovaque et remis, avec ceux retirés au moment de l'estampillage, à la Commission des Réparations.

Cependant la dette tchécoslovaque se montant à peu près à 35 milliards de couronnes, le change subit de grandes dépréciations, mais la République, après avoir équilibré son budget et la balance du commerce étant en sa faveur, elle réussit à détacher sa monnaie de l'influence du mark allemand, de sorte qu'elle se trouve dans une relation de 2 à 1 avec le franc français, après avoir coté 7 à 1.

Economiquement, la Tchécoslovaquie est très riche: son industrie est très développée et elle s'occupe surtout d'exportation. Elle peut se diviser en quatre groupes: l'industrie agricole (sucre, bière, alcool, etc.), l'industrie textile et enfin la verrerie et les métaux.

Une centaine de villes d'eaux, dont une grande partie de très célèbres, attirent les étrangers dans le pays. Environ 41 % de la population s'occupe d'agriculture, et, en ce qui concerne le ravitaillement, la Tchécoslovaquie se suffit presque à elle-même.

La réforme agraire est en train de se réaliser. Par la loi sur la saisie, 16 avril 1919, la grande propriété foncière est partagée moyennant indemnité, personne ne peut posséder plus de 250 ha. de terres, même les domaines de la Maison des Habsbourg sont acquis par l'Etat contre indemnité; en effet, l'article 208 du traité de Saint-Germain stipule que la Tchécoslovaquie doit remettre à la Commission des Réparations une indemnité pour ces domaines. Sur le terrain des réformes sociales, elle a fait des progrès très remarquables.

Le fait que la Tchécoslovaquie, par sa situation géographique, se trouve au coeur même de l'Europe, ne peut qu'augmenter son importance et cela à tous points de vue. Mais d'un autre côté, son éloignement de la mer constitue une faiblesse. C'est peut-être pour cette raison qu'elle cherche à conclure des traités de commerce avec ses voisins et même avec les Etats du monde entier. Elle veut ainsi abattre les barrières économiques que la guerre a fait surgir en Europe centrale.

Mais la Tchécoslovaquie ne se contente pas seulement d'améliorer sa situation personnelle. Elle sait que ce ne saurait être durable si la prospérité de ses voisins n'est pas assurée, aussi leur vient-elle

en aide de la façon la plus libérale. Depuis fin 1918, elle fournit du charbon à l'Autriche; elle la ravitaille en sucre et lui a ouvert un crédit de 500 millions de couronnes tchécoslovaques. Elle participe très activement à l'action entreprise par la Société des Nations pour l'assainissement de ses finances.

Telle est la politique économique poursuivie par la Tchécoslovaquie en vue de consolider l'Europe. Il est certain que si tous les intéressés avaient accompli leur devoir dans la même mesure, l'oeuvre de la reconstruction de l'Europe centrale serait à l'heure actuelle beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est.

Maintenant, nous allons voir ce que la Tchécoslovaquie a fait pour la consolidation politique.

Tout d'abord, il faut voir comment la Tchécoslovaquie s'est acquittée de ses obligations internationales en ce qui concerne les minorités ethniques.

Elle a incorporé les articles de 2 à 13 du traité de Saint-Germain dans sa propre constitution et, si l'on considère que pour modifier ou abroger une loi constitutionnelle il faut réunir une majorité des trois cinquièmes de tous les membres de la Chambre et du Sénat, on voit que les droits des minorités sont très efficacement protégés dans la République tchécoslovaque.

La représentation proportionnelle dans les élections aux corps législatifs est poussée jusqu'à ses dernières limites et les minorités ont-elles obtenu le nombre de membres correspondant à leur force numérique.

L'article 7 du traité de Saint-Germain a imposé à la Tchécoslovaquie l'obligation d'accorder aux minorités de langues des facilités appropriées, leur permettant de parler leur langue devant les tribunaux. Mais la loi tchécoslovaque prescrit que tous les tribunaux, bureaux et agents de l'Etat, dans un district judiciaire dans lequel habitent au moins 20 % de ressortissants d'une autre langue que le tchécoslovaque, sont obligés d'accepter les requêtes rédigées dans la langue de la minorité et de leur donner suite dans la même langue. Le fait d'appartenir à telle ou telle nationalité n'est pas un obstacle à l'admission aux emplois publics; les ressortissants des minorités sont représentés en proportion de leur nombre dans les divers services des administrations publiques.

Les plaintes contre les infractions à cette loi des langues sont très rares, 26 en tout jusqu'à présent, et presque toujours présentés non pour répondre aux besoins réels, mais pour des raisons politiques.

En ce qui concerne l'enseignement, il y est pourvu en Tchécoslovaquie, non seulement en ce qui touche l'enseignement primaire, comme il est stipulé dans le traité de Saint-Germain, mais les minorités sont pourvues aussi d'écoles d'enseignement secondaire et

d'enseignement supérieur. La Tchécoslovaquie a donné par conséquent à ses nationalités plus qu'on ne le lui imposait.

La Tchécoslovaquie s'est donc acquittée de toutes ses obligations envers les minorités habitant son territoire. Mais ces minorités qui réclament des droits contre la République ont, elles aussi, des devoirs envers elle. Il est clair qu'une personne titulaire de droits doit, en revanche, avoir des devoirs ou des responsabilités. Telle n'est pas l'attitude des minorités en Tchécoslovaquie; au lieu d'aider l'Etat à sa consolidation, elles ne cherchent qu'à lui créer des difficultés. C'est pour cette raison que, devant l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa session de septembre 1922, à Genève, on a dit ouvertement ce qu'on pensait depuis longtemps; mais ce dont les minorités n'ont pas entendu tenir compte. L'art. 4 de la proposition Murray stipule que la commission reconnaît les droits de protection aux minorités, mais celles-ci doivent collaborer loyalement avec la nation à laquelle elles appartiennent. Ainsi, seuls les citoyens fidèles auraient droit à la protection de l'Etat et non ceux qui travaillent contre ses institutions.

C'est aussi le même but que poursuit la proposition Beneš, demandant que le secrétariat de la Société des Nations soit chargé non seulement de recueillir les plaintes des minorités, mais aussi de suivre leur action, de façon qu'elles ne puissent gêner l'action pacificatrice de la Société des Nations. Il faut suivre l'action des minorités pour que le secrétariat puisse donner, en cas de besoin, des renseignements au Conseil et à l'Assemblée ou encore à tout autre membre de la Société.

Dès maintenant, les Etats qui ont assumé les obligations internationales concernant les minorités ne sont pas tenus de les exercer si ces dernières ne font pas preuve de loyauté, ici cette loyauté est plus que douteuse. Depuis 4 ans, les minorités en Tchécoslovaquie ne cessent de nuire à la République; dernièrement encore, fin octobre 1922, à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire, un des députés allemands, M. Lodgmann, est venu déclarer du haut de la tribune que le devoir des Allemands de Tchécoslovaquie était de trahir cet Etat à toute occasion. En face d'une telle attitude, il ne serait pas surprenant qu'un Etat se déclarât délié de toute obligation concernant ces mêmes minorités.

Les membres du Conseil de la Société des Nations, avant de signaler les cas de non accomplissement des devoirs de la part des Etats, devraient se rendre compte de l'attitude prise par les minorités vis-à-vis de ceux-ci.

La Tchécoslovaquie travaille ainsi à sa consolidation intérieure; tous ses citoyens sont égaux en droit et en fait; elle veut diminuer, et, si possible, faire disparaître tout antagonisme entre ses différentes nationalités ethniques, mais pour cela il faudrait le concours de tous. Foncièrement pacifique, elle veut assurer la paix à l'extérieur.

Sa charte, ce sont les traités de paix. C'est pour cette raison qu'elle conclut en 1920 avec la Yougoslavie et la Roumanie une alliance défensive — appelée »Petite Entente« — qui vient d'être renouvelée en 1922.

En 1921, poursuivant les mêmes buts de paix, elle conclut un accord politique avec l'Autriche. L'arbitrage obligatoire doit décider de tout conflit pouvant surgir entre les deux Etats.

Pour la même raison, elle s'oppose à la restauration des Habsbourg sur le trône de Hongrie. Ce pays en effet ne les demande pas tant par amour pour eux, que pour conserver le symbole de l'intégrité de la Hongrie, la couronne de Saint-Etienne, ce qui ne contribuerait pas du tout à la consolidation de l'Europe centrale.

La Tchécoslovaquie serait heureuse de voir la Pologne adopter une politique plus réaliste et en même temps une politique de collaboration; ce serait l'intérêt des deux Etats de travailler ensemble. Il faudrait que les antagonismes disparaissent.

La Tchécoslovaquie a participé efficacement aux Conférences de Portorose et de Rome afin de régler différentes questions nées de la dissolution de la Monarchie danubienne. La part qu'elle a prise à la Conférence de Gênes a été considérable et des plus fructueuses.

En ce qui concerne la Société des Nations la Tchécoslovaquie, en sa qualité de membre originaire, fait tous ses efforts pour que celle-ci puisse atteindre les buts qu'elle s'est proposés. La paix est le mot d'ordre de la Tchécoslovaquie et toutes les institutions qui ont le même but ne peuvent qu'être favorablement accueillies par l'opinion tchécoslovaque.

L'attitude tchécoslovaque envers l'Association pour la Société des Nations, ou plus exactement envers ses deux dernières réunions, ne peut se comprendre que par le fait que l'influence de certains des membres par trop pacifistes de cette association tendaient à y prendre le dessus.

Tels sont les moyens et les buts par lesquels la Tchécoslovaquie veut arriver à la consolidation de l'Europe.

LA RUSSIE SUBCARPATHIQUE : LA SLOVAQUIE

Le territoire et la population de la Russie subcarpathique. — Naissance de l'idée de son indépendance. — Son autonomie. — Le territoire et la population de la Slovaquie. — Les Tchécoslovaques au point de vue ethnique. — La possibilité de l'autonomie de la Slovaquie. — Conclusion.

D'après les articles 81, 53 et 48 des Traités de paix de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon, l'Etat tchécoslovaque comprend le territoire autonome des Ruthènes, au Sud des Carpathes. Ce territoire, d'une étendue de 12.097 kilomètres carrés, se trouve à l'extrémité orientale de la Tchécoslovaquie. Il était soumis autrefois à la domination magyare. La population est, selon le recensement fait par le gouvernement tchécoslovaque en 1921, de 604.670 habitants, dont 370.368 Ruthènes, 21.853 Tchécoslovaques, 103.791 Magyars, 79.715 Juifs, 10.348 Allemands et 18.595 habitants d'autres nationalités.

La population est montagnarde et paysanne; elle est très pauvre. Si l'on ajoute à ses conditions l'oppression du gouvernement hongrois, il est évident que la situation de ce peuple était horrible. Il s'en suivait un fort mouvement d'émigration qui se dirigeait principalement vers les Etats-Unis, de sorte qu'au moment où éclata la guerre il pouvait y avoir environ 400.000 Américains originaires de cette région.

L'idée de l'indépendance de ce peuple russe habitant la Hongrie naquit précisément parmi ces émigrés d'Amérique pendant la guerre. Ils se constituèrent, en effet, au commencement de l'année de 1918, en Conseil National et participèrent au Congrès des nationalités opprimées de l'Europe centrale tenu en octobre 1918 à Philadelphie. Ensuite, ils organisèrent un plébiscite parmi les Ruthènes d'Amérique; 70 % se prononcèrent pour l'union de leur pays avec le futur Etat tchécoslovaque. Les autres se prononcèrent soit pour l'Ukraine, soit pour l'indépendance totale; 600 personnes seulement se prononcèrent en faveur de la Hongrie, ce qui marque bien nettement la faillite du régime hongrois.

Les Ruthènes restés dans le pays s'organisèrent, eux aussi, à la fin de 1918 en une »Rada« et demandèrent le rattachement de leur pays à la Tchécoslovaquie. Cette action, ainsi que celle des Ruthènes d'Amérique, fut approuvée à l'unanimité par le Conseil National Central des Ruthènes tenu le 8 mai 1919 à Užhorod.

Les délégués ruthènes allèrent à Paris pour soutenir leur demande devant la Conférence de la Paix; celle-ci ne pouvait que donner satisfaction à des vœux aussi nettement exprimés par la population ruthène tout entière.

La Tchécoslovaquie s'est engagée, dans le traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, à donner à la Russie subcarpathique »la plus grande part d'autonomie compatible avec l'unité de la République tchécoslovaque«.

Il faut voir maintenant comment la Tchécoslovaquie s'est acquittée de ses engagements dont les termes furent d'ailleurs incorporés dans la constitution du 29 février 1920 ci-dessus mentionnée.

Jusqu'en avril 1920, l'administration civile et les affaires législatives furent confiées à un Directoire de cinq membres et à un administrateur. Cette administration provisoire devait prendre fin lors de la publication de la constitution tchécoslovaque; à cette époque l'ancien président du Directoire fut nommé gouverneur. Il était assisté d'un sous-gouverneur et de plusieurs rapporteurs. Dans les affaires législatives, un Conseil de 16 membres, dont quatre nommés et les autres élus par les municipalités, leur prête son concours.

La Diète sera composée d'une seule chambre de 40 membres, mais les élections n'ayant pas encore eu lieu, la vie constitutionnelle de la Russie subcarpathique est encore sur le papier. La proportion des illettrés était d'au moins 75 %, la Tchécoslovaquie doit tout d'abord développer l'éducation et l'instruction publique de la population. Le but poursuivi par la politique hongroise sur le territoire actuel de la Russie subcarpathique était de magyariser le peuple ruthène illettré et réduit en esclavage. L'instruction scolaire ne servait pas au progrès intellectuel du peuple ruthène; elle n'était qu'un instrument de la politique de magyarisation. Il n'y avait que des écoles magyares sur tout le territoire. La nationalité magyare, ou le fait de se déclarer Magyar était la condition nécessaire pour être accepté au service de l'Etat. Par conséquent, le développement intellectuel de la minorité magyare se trouvait à un niveau beaucoup plus élevé que celui de la majorité ruthène, parce que l'on a enlevé à cette dernière toute possibilité de créer sa propre civilisation. Aujourd'hui, l'administration tchécoslovaque s'occupe de relever l'état intellectuel si négligé du peuple ruthène, pour qu'il puisse avoir bientôt la conscience et de ses droits et de ses devoirs, pour qu'il puisse prendre dans ses propres mains l'administration du pays.

Enfin il faut aborder la question de la Slovaquie ou la situation qu'elle occupe à l'intérieur de la République. Elle faisait partie, comme la Russie subcarpathique, des pays de l'ancienne couronne de St. Etienne. Son territoire est de 51.000 kil. carr. environ. La population est, d'après le recensement de 1921, de 2,995.103 habitants; dont 2,010.295 Tchécoslovaques, 635.981 Magyars, 139.242 Alle-

mands, 85.650 Ruthènes, 70.456 Juifs et 53.479 habitants appartenant à d'autres nationalités.

La République constituant un tout unique, la Slovaquie en fait par conséquent partie intégrante. C'est la constitution du 29 février 1920 qui consacre cette unité. Or cette unité se trouve renforcée encore par le fait que la constitution ne connaît point des Tchèques ou des Slovaques; elle ne connaît que la nation tchécoslovaque, de même que la langue tchécoslovaque. Le slovaque est la langue officielle du territoire tout entier de la République, de même que le tchèque. Il n'y a pas de doute par conséquent que politiquement les deux branches de la nation ne forment qu'un seul tout. Il faudra maintenant rechercher si cette unité se trouve réalisée aussi ethnographiquement, si elle est aussi nette à ce point de vue qu'elle l'est au point de vue politique.

On a déjà dit dans la première partie de cet ouvrage comment les deux branches ont également collaboré à l'indépendance. C'est précisément la lutte qui les avait unies sous le même drapeau, et il n'y a pas de doute non plus que l'unité s'en est trouvée raffermie. Les Tchèques et les Slovaques se sentirent solidairement liés; les uns ne pouvaient travailler sans le faire aussi pour les autres.

Si l'on examine maintenant quels sont les éléments constitutifs de la nationalité ethnique, nous les voyons tous réalisés en ce qui concerne la nationalité tchécoslovaque.

En ce qui touche la race, il n'y a pas de doute que les Tchèques et les Slovaques sont de la même race; ce sont des Slaves et plus encore, ils constituent une branche spéciale des Slaves, ils font partie des Slaves occidentaux.

La langue vient ensuite; il n'y a pas de doute non plus que leurs langues sont jumelles. La langue littéraire fut la même pour les Slovaques et les Tchèques jusque vers le milieu du 19^e siècle. A cette époque, les patriotes slovaques, poursuivant des buts politiques, érigèrent le slovaque en langue littéraire. Mais cette barrière politique entre le slovaque et le tchèque ne pouvait avoir aucune influence sur la nationalité ethnographique. Les deux branches continuèrent à se comprendre aussi bien qu'avant la séparation.

En troisième lieu, ils habitent le même territoire et dans le passé ils furent réunis sous la même souveraineté: ils ont également les mêmes moeurs et la même religion.

Leurs intérêts communs ne sont pas douteux. Tant qu'ils avaient été unis, leur prospérité avait été très grande et on la voit réapparaître depuis la révolution, dès qu'ils se sont réunis. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il n'y avait presque plus de vie en Slovaquie dans les dernières années d'avant-guerre et que les Slovaques

étaient incapables de résister à la magyarisation. Ils ne commencèrent à vivre, que depuis la fin de l'année 1918.

Mais quels sentiments éprouvent-ils les uns envers les autres? Il est vrai que la séparation de la langue slovaque du tchèque a suscité des dissentiments entre les deux frères, mais ce ne fut pas une raison pour cesser les relations, bien qu'elles eussent été encore entravées par les gouvernements hongrois et autrichien. Le sentiment de la communauté d'origine n'avait pas cessé de s'affirmer jusqu'à la guerre. Mais c'est sur le front de bataille que l'on s'est retrouvé. Le danger commun réunit ceux que la politique avait séparés. Tchèques et Slovaques sentirent qu'ils ne pourraient plus, les uns sans les autres, faire face au grand danger qui les menaçait.

Mais les Slovaques et les Tchèques avaient vécu longtemps dans une atmosphère politique différente, ce qui devait nécessairement laisser des traces sur leur individualité respective. Les Tchèques ont eu à subir l'influence allemande et les Slovaques celle des Magyars. Les Tchèques étaient beaucoup plus avancés intellectuellement que ne l'étaient les Slovaques. Toutes ces différences se faisaient sentir dans la vie politique, économique et ailleurs.

Tout cela ne pouvait que préparer le terrain à des divergences, peut-être en créer, la formation du caractère ayant été différente. Mais cela ne se manifesta que très faiblement pendant la lutte pour l'indépendance; il n'en fut pas de même après la Révolution.

Pendant la guerre et surtout lorsqu'elle touchait à sa fin, on commença à discuter les rapports des deux branches de la nation dans le futur Etat Tchécoslovaque. C'est ainsi que fut signé le 30 mai 1918 ce qu'on appelle »l'accord de Pittsburg«, entre M. Masaryk d'une part et les représentants de la Ligue Slovaque d'Amérique d'autre part. Le point trois de cet accord stipule que »la Slovaque aura sa propre administration, sa Diète et ses tribunaux«. Tel est le principe, mais à la fin du document, il est dit que les détails de la constitution de l'Etat Tchécoslovaque seraient réglés par les Tchèques et les Slovaques libérés ou par leurs représentants légaux.

Ce fait était déjà significatif: la séparation politique des deux branches dans le passé devait influencer sur leurs rapports à venir. Le principe était posé que la Slovaque devait conserver son individualité spéciale au milieu des autres pays tchèques. Cependant il s'agissait là d'un programme politique et révolutionnaire, or les programmes de ce genre ne se réalisent jamais intégralement. Ce devait également être le sort de l'accord de Pittsburg. Les Slovaques d'Amérique ne pouvaient savoir quels étaient les désirs et les besoins de leurs compatriotes restés dans la patrie; ce sont ces derniers qui devaient décider de leur propre sort, eux qui venaient de voir les réalités et qui connaissaient l'état de choses mieux que ceux qui depuis des années habitaient l'étranger. Il est naturel que

ceux-ci expriment leurs désirs, rien de plus naturel, et c'était au peuple de décider de son sort.

Ainsi en fut-il en réalité: le peuple slovaque déclara très nettement, le 30 octobre 1918 qu'il faisait partie de la nation tchécoslovaque et les rapports ultérieurs entre les deux branches de la nation furent réglés dans le même sens.

Il a été créé un Etat unitaire avec Parlement central unique; l'administration et la juridiction sont en train de s'unifier. D'ailleurs cette unité s'affirme dans la dénomination même de l'Etat; il a pris officiellement le nom de République Tchécoslovaque» et non »Tchéco-Slovaque« comme on l'écrivait habituellement à l'étranger. C'est la constitution qui est compétente en cette matière et non les traités de paix. Il est vrai qu'il y a un ministre d'Etat pour la Slovaquie à Bratislava, mais ce n'est qu'un ministre plénipotentiaire dont la fonction, doit cesser dès que la nouvelle administration aura été entièrement organisée.

Il est certain par conséquent que le sentiment de l'unité nationale s'est trouvé réalisé au moment de la création de la République.

La conclusion logique qui s'impose est que les Tchécoslovaques forment non seulement une unité politique, mais qu'ils constituent aussi une unité ethnique.

Plus tard, quand l'hégémonie magyare eut disparu, les mêmes personnes qui avaient acclamé la déclaration du 30 octobre, commencèrent à se déclarer partisans de l'autonomie; comme évangile de leur politique, ils prirent précisément l'entente de Pittsburg. On n'avait pas osé mettre en avant le principe de l'autonomie sous le régime hongrois, on le fit après la libération complète du peuple slovaque et on s'en sert encore aujourd'hui pour exploiter la situation économique d'après guerre et pour exciter la population contre le régime actuel.

Mais aucun Slovaque tenant compte des réalités ne peut aujourd'hui demander raisonnablement l'autonomie de la Slovaquie.

Les Slovaques ont maintenant leurs écoles, leur administration, leurs tribunaux etc. Ils ne pourraient pas les avoir s'ils étaient autonomes, parce qu'ils n'ont pas de classe intellectuelle qui puisse occuper ces places sans l'aide des Tchèques; la conséquence en serait que le pays retomberait entre les mains des Magyars. Economiquement et financièrement, ce serait encore pis; les Magyars possèdent en effet le capital et ils deviendraient les maîtres sous un régime autonome.

Puis, les Slovaques seraient incapables de maintenir leur autonomie; ils retomberaient sous la domination hongroise ou bien ils seraient obligés de retourner à l'état de choses existant aujourd'hui.

Cette tendance vers l'autonomie est naturellement exploitée par la propagande hongroise qui s'emploie à informer l'étranger des ten-

dances séparatistes de certains Slovaques. Mais on ne la prend plus au sérieux.

En concluant, il faut dire que les Tchécoslovaques non seulement ont porté le coup mortel à la Monarchie des Habsbourg en lui imposant la lutte, mais qu'ils se sont appliqués aussi après sa destruction et de toute leur force, à la réorganisation de l'Europe centrale. S'ils furent des destructeurs très énergiques ils ne sont pas moins énergiques dans la création.

Ils ont formé une République vraiment démocratique qui à l'intérieur, a réalisé les réformes les plus radicales pour assurer le bien-être de ses ressortissants et dont la situation internationale est des meilleures. La voix des représentants tchécoslovaques est partout respectée. La Tchécoslovaquie travaille non seulement à l'amélioration de sa propre situation, mais elle emploie tous ses efforts à aider ses voisins, car elle sait qu'un Etat ne peut pas prospérer sans la prospérité de tous ceux qui l'entourent.

Cette politique raisonnable et les succès obtenus ont montré que les Tchécoslovaques ont atteint leur maturité politique, qu'ils sont capables de se gouverner eux-mêmes et que la tutelle que l'histoire leur avait imposée, ayant perdu sa raison d'être, n'avait plus qu'à disparaître.

Vu:

Vu:

Le Doyen: Berthélemy.

Le président: de Lapradelle.

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

Appell.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

L'apparition des Slaves en Bohême. — La dynastie des Přemyslides. — La dynastie des Luxembourg 1310. — Georges de Poděbrad. — Projet de paix de Georges de Poděbrad. — Les Habsbourg 1526. — La révolution tchèque de 1618. — Comenius. — L'absolutisme des Habsbourg. — La renaissance tchèque à la fin du XVIII^e siècle. — La révolution de 1848, son échec. — Le régime constitutionnel de 1860. — La guerre austro-prussienne de 1866. — Le compromis de 1867. — La guerre de 1870-71. — Le rescrit de l'Empereur en 1871. — L'obstruction des Tchèques et leur entrée au Parlement en 1879. — La dissolution de la Diète de Bohême en 1913. — Les Slovaques. — Conclusion. 7—20

I.

LA CRÉATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE.

1.

LA RÉVOLTE SPONTANÉE DU PEUPLE TCHÉCOSLOVAQUE CONTRE L'AUTRICHE-HONGRIE.

La guerre de 1914 et les Tchécoslovaques. — La révolution sort du peuple. — L'attitude des Tchécoslovaques à l'étranger. — Les volontaires tchécoslovaques en Russie et en France. — Les publications. 23—29

2.

L'ORGANISATION DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE.

Le manifeste du 14 novembre 1915. — Les procédés des Habsbourg contre les Tchécoslovaques. — Les signes de la décomposition de la Monarchie. — L'attitude des Alliés. — L'attitude de la Suisse. — L'événements en Autriche. — Constitution de la Pologne. — Proclamation adressée au peuple par les partis politiques tchèques 19 XI. 1916. — La mort de François Joseph 1^{er} 21 XI. 1916 et l'avènement de Charles. 30—35

3.

LA QUESTION TCHÉCOSLOVAQUE SUR LE FOR INTERNATIONAL.

La note des Alliés du 10 janvier 1917. — La révolution russe de mars 1917. — M. Masaryk en Russie. — Entrée en guerre des Etats-Unis. — Constitution de l'armée polonaise en France. — La convocation du parlement autrichien. — Le manifeste des écrivains tchèques. — La déclaration de M. Staněk au parlement. — La réouverture du parlement. 36—40

4.

LA RECONNAISSANCE DES DROITS SOUVERAINS AUX TCHÉCOSLOVAQUES.

Le décret du 16 XII. 1917 constituant l'armée tchécoslovaque en France. — La situation juridique de l'armée tchécoslovaque en Russie. — La lutte

des Tchécoslovaques contre les bolcheviks. — L'occupation de la Sibérie pour les Tchécoslovaques. — Congrès des nationalités opprimées à Rome. — L'armée tchécoslovaque en Italie, convention du 21 IV. 1918. — L'importance de la convention italo-tchécoslovaque. — L'égalité juridique des Tchécoslovaques en Italie avec les autres Alliés. — La remise du drapeau à l'armée tchécoslovaque en Italie. — La lutte à l'intérieur de la Monarchie. — Les diverses déclarations tchécoslovaques. 41—50

5.

LA SOUVERAINETÉ NATIONALE TCHÉCOSLOVAQUE.

La reconnaissance comme nation. — Nouvelle théorie du droit international.

La déclaration des Alliés du 3 juin. — La remise du drapeau à l'armée tchécoslovaque en France. — La déclaration de M. Pichon (29 juin), celle de l'Angleterre (11 août), des Etats-Unis (2 septembre) et du Japon (9 septembre). — La qualité du belligérant. — La reconnaissance comme nation. — La situation des soldats tchécoslovaques en face de la Monarchie. — La non reconnaissance du droit historique de l'Etat tchèque. — La constitution de gouvernement provisoire tchécoslovaque. — La déclaration du 18 octobre. — Les propositions de paix austro-hongroises. 51—58

6.

LES SLOVAQUES ET LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE.

59—61

II.

LA SITUATION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE D'APRÈS LES TRAITÉS DE PAIX.

1.

LA SOUVERAINETÉ NATIONALE TCHÉCOSLOVAQUE.

La dissolution de la Monarchie. — La déclaration de Genève. — La révolution du 28 octobre. — La déclaration slovaque du 30 octobre. — La portée de ces déclarations. — Constitution provisoire du 13 novembre. — L'assemblée révolutionnaire. — La Tchécoslovaquie à la conférence de la paix. 65—70

2.

LA CONSTITUTION DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE AU POINT DE VUE JURIDIQUE.

Les traités de paix. — Le territoire de la Tchécoslovaquie. — La population. — Les engagements internationaux de la Monarchie. — La reconnaissance de la Tchécoslovaquie par les anciens ennemis. — La décision de la Commission des Réparations. 71—78

3.

LA CONSOLIDATION INTÉRIEURE DE LA TCHÉCOSLOVAQUE.

La constitution du 29 février 1920. — La situation économique de la Tchécoslovaquie. — L'aide tchécoslovaque à l'Autriche. — Situation poli-

tique. — Son attitude envers les minorités. — Son action consolidatrice à l'extérieur. 79—84

4.

LA RUSSIE SUBCARPATHIQUE: LA SLOVAQUIE.

Le territoire et la population de la Russie subcarpathique. — Naissance de l'idée de son indépendance. — Son autonomie. — Le territoire et la population de la Slovaquie. — Les Tchécoslovaques au point de vue ethnique. — La possibilité de l'autonomie de la Slovaquie. — Conclusion. 85—90

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français:

Butter et Ruml: La République tchécoslovaque, (Prague, Orbis, 1921);

Vidan Blagoyévitch: Le principe des nationalités. (Paris, La Vie Universelle, 1922.)

De Lapradelle à son cours de doctorat 1920—21 et à l'Institut des Hautes Etudes Internationales 1921—22.

Ernest Denis: Les Slovaques, Paris, (Delagrave, 1917); La Fin de l'indépendance bohême (Paris, Leroux, 1890); La Bohême depuis la Montagne Blanche (Paris, Leroux 1890);

Édouard Beneš: Le Problème autrichien et la question tchèque (Paris, Giard et Brière, 1908); Détruisez l'Autriche-Hongrie (Paris, Delagrave, 1916);

A. Debidan: Histoire Diplomatique (Paris, Felix Alcan);

F. Jean-Desthieux: La Petite Entente (Paris, Bossard, 1922);

Louis Eisenmann: La Tchécoslovaquie, (Paris, F. Rieder, 1921);

Paul Fauchille: Traité de droit international public. II. (Paris, Rousseau, 1921 et 1922.)

René Foiguet: Manuel de droit international public. (Paris, Rousseau, 1921.)

Étienne Fournal: De la Succession d'Autriche (Paris, Berger-Levrault, 1918);

Davide Jaque Hill: L'Etat moderne, traduction fr. (Paris, Flammarion, 1919);

Van Genep: Traité comparatif des nationalités (Paris, Tayot, 1922);

Jules Chopin: L'Autriche-Hongrie »brillant second« (Paris, Bossard, 1917);

René Johannet: Le principe des nationalités (Paris, Nèlle Librairie Nale 1918);

Louis Leger: La liquidation de l'Autriche-Hongrie (Paris, Felix Alcan, 1915); Histoire d'Autriche-Hongrie (Paris, Hachette 1888); La Renaissance tchèque au XIX^e siècle (Paris, Alcan, 1911);

Bernard Lovergue: Le principe des nationalités et les guerres (Paris, Felix Alcan, 1921);

Marcel Moye: Le droit des gens moderne (Paris, Sirey, 1920.)

St. Osuský — Jules Chopin: Magyars et Pangermanistes (Paris, Bossard, 1918);

René Pinon: L'Europe contemporaine, à son cours à l'École des Sciences Politiques, 1919-21; Les textes des différents traités d'après guerre.

H. W. Steed: La Monarchie des Habsbourgs, traduction de M. Firmin Roy (Paris, Colin et Cie 1914);

Marc Vichniac: La protection des droits des minorités (Paris, Jacques Povolozky);

André Weis: Manuel de droit international privé (Paris Sirey, 1920.)

Louise Weiss: La République Tchéco-Slovaque (Paris, Payot, 1919);

Travaux du Comité d'Études — Tome second: Questions Européennes (Paris, Imprimerie Nationale, 1919).

La Nation Tchèque, revue (Paris, 1915-20).

Ouvrages tchécoslovaques:

Julius Bottg: Slováci (Turč. Sv. Martin, 1906.)

Červinka: Cestou našeho odboje (Praha, Pam. Odboje).

V. Dvorský: Němci v Čs. republice (Praha, Státovědecká společnost, 1920).

Fr. Frýdecký: Mladé Slovensko (Praha, Topič, 1918).

Joz. Hamaj: Naša L'udová strana (Ružomberk, Lev, 1921).

Hlínský: Ruskem a Sibiří (Praha, Pam. Odboje).

Hobza: Právem mezinárodním ku právu světovému (Praha, Všehrd, 1913); Právo mezinárodní I. II., Praha, Všehrd, 1915, 1919).

Jiří Hoetzel: Ústava Republiky československé (Praha, Všehrd, 1920).

V. Hora: Jazykový zákon. (Praha, Státovědecká společnost, 1920).

K. Kadlec: Podkarpatská Rus (Praha, Státovědecká společnost, 1920).

Jar. Kallab: Mírové smlouvy a zásada sebeurčení národů (Praha, Státovědecká společnost, 1920); O smlouvách mírových (Brno, 1920).

Jan Kapras: Český stát (Praha, Národ, 1920); Přehled práv. dějin zemí české kor. (Praha, 1922); Mírový spolek Jiřího z Poděbrad (Praha, Státovědecká společnost, 1919).

Stan. Klíma: Slovensko (Praha, 1919).

Kratochvíl: Cesta revoluce (Praha, Čin).

St. Krčméry: Přehľad dejín slovenskej literatury a vzdelanosti (Turč. Sv. Martin, 1920).

Josef Logaj: Československé legie v Itálii (Praha, 1920);

F. Mareš: Společenstvo svazu národů (Praha, Státovědecká společnost, 1920).

T. G. Masaryk: Nová Evropa (Praha, Dubský, 1920).

Merhout a Němec: Národní čítanka (Praha, Kočí, 1918).

Lev Sychrava: Duch legií (Praha, Památník Odboje, 1921);

Joz. Škultéty: Sto dvadseťpäť rokov slovenského života (Turč. Sv. Martin, 1920).

Fr. Vl. Šteidler: Československé hnutí na Rusi, (Praha, Památník Odboje, 1921);

V. Trčka: Československá otázka ve vídeňském parlamentě (Paris, Čsl. Národní Rada, 1918).

Fr. Vodešálek: Světová politická příručka (Praha, 1921).

Vavřínek: Základy práva ústavního (Praha, Všehrd, 1920).

Fr. Weyr: Ústava Republiky československé. (Brno, Barvič a Novotný, 1920); Ústavní zákony čs. republiky (Brno Barvič a Novotný, 1920); Soustava čs. práva státního (Brno, Barvič a Novotný, 1921).

Československá Samostatnost, hebdom. (Paris, 1915—19); V Boji, hebdom. (Řím, 1918—19).

Sborník věd právních a státních. (Praha, 1919—20.)

Zahraníční politika, revue (Praha, 1920—22).

Ouvrages italiens:

Ed. Beneš: La Bohemia contro l'Austria Ungheria (Roma, Ausonia, 1917).

Pietro Silva: I problemi fatali agli Absburgo (Milano, Treves, 1918).

Amando Agnelli: Gli Cecoslovacchi al fronte italiano (Milano, Treves, 1918).

Ouvrages allemands:

Karl Kautský: Wie der Weltkrieg entstand (Berlin, Cassirer, 1919).

Ludwig Spiegel: Die Entstehung des Tschechoslowakischen Staates (Praha).

Von Treitschke: Politik I. II. (Leipzig, Hirzel, 1918).

Ouvrages magyars:

Buday Laszló: A megcsonkított magyarország (Budapest, Pantheon, 1921).

JÁN PAPÁNEK
LA TCHÉCOSLOVAQUIE
L'HISTOIRE POLITIQUE ET JURIDIQUE
DE SA CRÉATION
IMPRIMÉ
PAR
»MELANTRICH«
PRAGUE
POUR
»ČIN«
SOCIÉTÉ COOPERATIVE
D'IMPRESSION ET D'ÉDITION
DES LÉGIONAIRES TCHÉCOSLOVAQUES
A PRAGUE
1923.

IMPRIMERIE „MELANTRICH“
PRAGUE